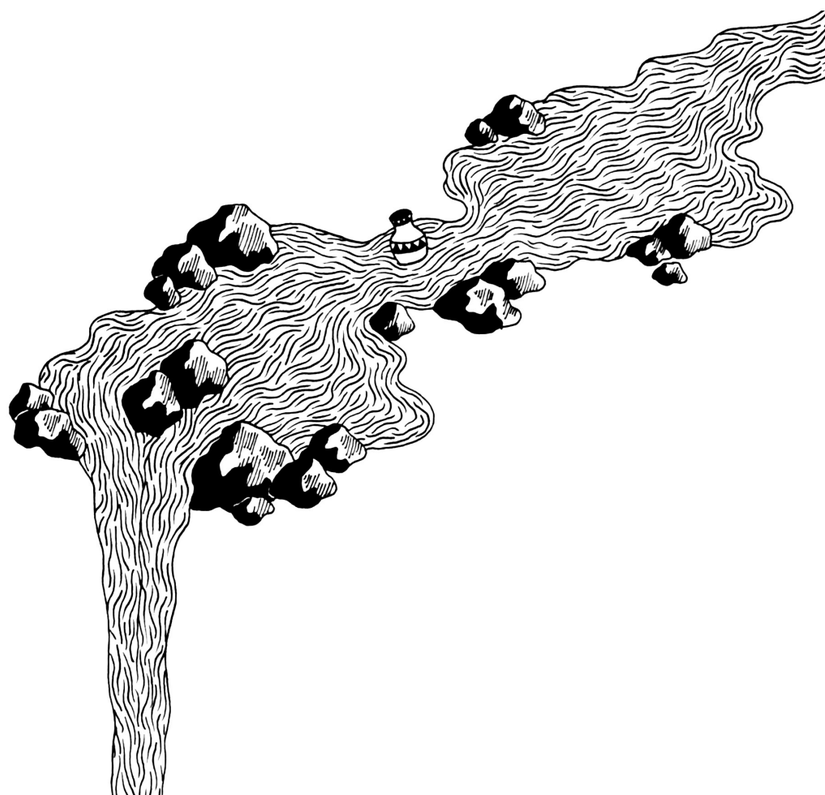
Biorégionalisme
et espaces communs

Une clé de lecture pour appréhender le rôle des espaces communs dans la bifurcation socio-écologique

Travail de recherche réalisé par Pauline Dutheil - Novembre 2024
Dans le cadre du Diplôme Universitaire Espaces Communs (DU-ESCO)
Université Gustave Eiffel / Yes We Camp / Ancoats



Notice analytique

Diplôme Universitaire Espaces Communs

Autrice : Pauline Dutheil

Titre du travail personnel : Biorégionalisme et espaces communs : une clé de lecture pour appréhender le rôle des espaces communs dans la bifurcation socio-écologique

Date d'oral : 5 décembre 2024 - 9h30

Tutrice : Elsa Buet

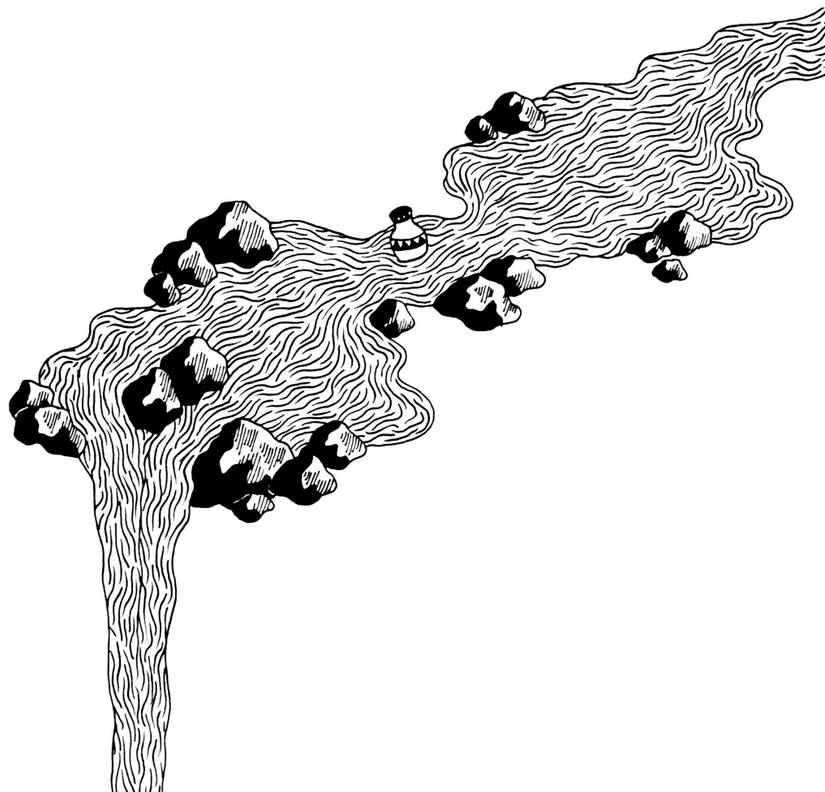
Pagination : nombre de page : 93 / nombre d'annexes : 0 / nombre de références bibliographiques : 59

Illustrations : © Elan : https://www.instagram.com/elan__a

Mots clés analytiques : biorégionalisme - réhabitation - réhabilitation - autonomie - économie contributive - droits culturels - subsistance - politique - imaginaires - eau - bassin versant - luttes sociales - droit civique d'usage - espaces communs - bifurcation - écologie - justice sociale - anti-capitalisme

Mots clés géographiques : La Perm' - Billom - La Martinière - Ambierle - Auvergne - La Soulane - Jézeau - Pyrénées - Naples - Italie

Résumé : Cette étude explore le rôle des espaces communs dans la bifurcation socio-écologique, en s'appuyant sur les principes fondateurs du mouvement biorégionaliste. Elle formule l'hypothèse que ces lieux, en favorisant la réappropriation collective des territoires, participent à une refonte profonde de la société. L'analyse débute par une introduction au biorégionalisme, visant à en retracer les origines, avant de se structurer autour de trois axes principaux. Le premier explore la réhabilitation architecturale comme levier de réancrage territorial. Le deuxième analyse la manière dont les espaces communs soutiennent et valorisent des pratiques artistiques et artisanales endogènes. Enfin, le troisième explore leur capacité à incarner une fabrique politique en s'inscrivant dans les luttes locales et globales.



Sommaire

Sommaire p.06

Avant-propos p.08

Cadre sémantique et définitions p.10

Préalable p.12

Qu'est ce que le biorégionalisme ? p.14
Des bassins-versants aux luttes sociales p.16
Sortir de la dichotomie ville/campagne p.18
Partis pris méthodologiques p.20
Lieux étudiés p.22

Introduction p.24

Réhabi(li)ter la terre p.26

CONCEPT | Comprendre la notion de « réhabitation » p.28
RECHERCHE | Vacances collectives, explorer le potentiel du patrimoine vacant p.30
OUTIL | Design écosocial et pensée biorégionale p.32
RENCONTRE | Tom Hébrard, politiser le design p.34
OUTIL | Permanence territoriale p.36
TÉMOIGNAGE | Jacques Fournier, aux origines d'un projet expérimental p.38
ARRÊT SUR IMAGES | La Perm' p.40

Cultiver les singularités p.42

CONCEPT | Valoriser la culture locale, défendre les droits culturels p.44
RENCONTRE | Paulin Courtial, la voix militante de l'occitan p.48
CONCEPT | Favoriser l'autonomie économique et productive p.50
PROJET | Relocalisation d'activités et d'emplois à La Soulane p.52
ARRÊT SUR IMAGES | La Soulane p.54
OUTIL | Économie contributive : il pleut des clous à La Perm' ! p.56

Faire politique en commun p.58

CONCEPT | La perspective de la subsistance p.60
INITIATIVE | Un essaim de l'Atelier Paysan à Ambierle p.64
ARRÊT SUR IMAGES | La Martinière p.66
CONCEPT | Construire du commun, réenchanter les imaginaires p.68
PROJET | L'Écopôle du Val d'Allier p.72
PLAIDOYERS ET INITIATIVES | S'inscrire dans les luttes globales p.74
INSPIRATION | Faire bouger les lignes avec le droit civique d'usage à Naples p.80

Conclusion et ouverture p.84

Bibliographie p.88

Avant-propos

Genèse de cette recherche

En janvier 2024, à l'Académie du Climat à Paris, je participais aux premières rencontres nationales dédiées au biorégionalisme. Jusqu'alors, mes connaissances sur le sujet se limitaient principalement à la lecture du livre *Les Territoires du Vivant* de Mathias Rollot. Ces deux journées ont été une véritable révélation, nourries par des échanges riches et passionnants autour de thématiques variées telles que l'agroécologie, la permaculture, les luttes politiques et le ménagement des territoires. Pour la première fois, face à l'urgence écologique et au besoin de transformations profondes, j'ai entrevu une perspective à la fois inspirante et porteuse de sens, tant sur le plan personnel que professionnel.

Quelques mois plus tard, en avril, ma formation sur les espaces communs débutait par une session immersive à La Soulane, dans les Pyrénées. Au fil des sessions, le lien entre biorégionalisme et espaces communs ne m'est pas apparu immédiatement. Ce n'est qu'à la fin de l'été que s'est produit un déclic : je me suis rendu compte que les initiatives inspirantes rencontrées dans le cadre de cette formation s'inscrivaient, à mes yeux, dans une perspective biorégionale. J'ai alors décidé d'orienter mon mémoire autour de cette démonstration, ce qui m'a conduit à plonger dans les écrits fondateurs du mouvement biorégionaliste. J'ai entamé cette exploration par les auteur·e·s américain·e·s et italien·ne·s, avant de me tourner vers les ouvrages plus récents de Mathias Rollot, Marin Schaffner et Agnès Sinaï.

Trajectoire personnelle

J'ai grandi en Auvergne, à Moissat, un village situé à 25 kilomètres de Clermont-Ferrand et à 5 kilomètres de Billom, où j'étais scolarisée au collège. Au cours de cette période, je passais chaque matin devant un grand bâtiment vacant et muré de toutes parts, au sein duquel je n'ai jamais pu entrer. Quelques années plus tard, ce même édifice a intégré un programme expérimental d'architecture mené par La Preuve par 7, avant de devenir le lieu associatif que l'on connaît aujourd'hui sous le nom de La Perm'. Co-designer et participer à la session immersive à La Perm' a ainsi revêtu une signification toute particulière pour moi, forte en symbolique.

Mon grand-père a toujours cultivé la terre et élevé des bêtes en complément de son activité professionnelle, interrompue prématurément par un accident du travail. Ce travail de la terre lui a permis de pourvoir (en partie) aux besoins de sa famille nombreuse, composée de six enfants. Ma mère, quant à elle, n'a jamais quitté son village natal : aide-soignante de profession, elle perpétue encore aujourd'hui une tradition d'agriculture vivrière en parallèle de son activité professionnelle.

En 2012, j'ai quitté l'Auvergne pour démarrer mes études à l'école d'architecture de Toulouse. Ma licence est marquée par des interrogations sur mon futur rôle « d'architecte », mais aussi par des rencontres déterminantes (notamment celles de Francine Zarcos, Patrick Pérez et Daniel Estevez). Mon parcours de master m'a conduit à élargir mon regard vers l'aménagement du territoire et le paysage, avec une année d'échange universitaire au Vietnam, à Hanoi. Au cours de cette expérience dans une métropole du « Sud », j'ai été frappée par l'impact de la mondialisation sur les formes urbaines : écritures architecturales standardisées, pollution croissante des milieux écologiques et disparition progressive de l'agriculture urbaine. Mon mémoire portait à la fois sur cette mutation et sur une critique des processus de patrimonialisation, omniprésents dans le centre-ville d'Hanoï et plus largement au Vietnam.

Suite à cette expérience, j'ai décidé d'orienter mon projet de fin d'étude sur l'étude d'un quartier périphérique gravement accidenté par l'érosion des sols à Brazzaville en République du Congo. Aux côtés d'un botaniste, j'ai mené des entretiens avec les habitant·e·s et dressé un inventaire de la flore locale, avec comme objectif : entrevoir le végétal comme un outil de conception et de réparation socio-urbaine. Ces expériences ont approfondi ma réflexion sur les déséquilibres engendrés par la métropolisation, une thématique approfondie par la suite dans le cadre du master *Governing the Large Metropolis* à Sciences Po.

Récemment, mes lectures sur la subsistance ont fait écho, voire corroboré, certaines des observations que j'ai pu faire à Hanoi et Brazzaville. Dans ces contextes, j'ai rencontré des personnes progressivement dépossédées de leurs terres et de leurs moyens de subsistance, prises dans l'engrenage des dynamiques de mondialisation et de métropolisation. À une échelle plus intime, ces réflexions apportent une profondeur nouvelle à ma perception du milieu qui m'a vu grandir et renforcent mon admiration pour le travail de ma mère et de mes aînées.

Remerciements

Je tiens à remercier toute l'équipe pédagogique du DU, Elsa Buet, Arnaud Idelon et Rosalie Moreau pour la qualité du programme pédagogique et la richesse des contenus de la formation. Mes pensées se tournent également vers toutes les personnes que j'ai rencontrées au cours de cette aventure intense de six mois, avec qui chaque moment partagé a été une source précieuse d'enrichissement.

Je remercie également l'agence Alphaville, et plus particulièrement Delphine Négrier et Bruno Yvin, pour m'avoir offert l'opportunité de suivre cette formation en parallèle de mon poste de chargée d'études en programmation urbaine.

Mes remerciements s'adressent également à Federico, dont les échanges stimulants et les conseils de lecture avisés ont constamment élargi mes horizons. Un grand merci à mon ami Elan pour m'avoir permis d'utiliser ses dessins afin d'illustrer les différents chapitres de ce travail.

Parmi les idées que je défends, nombreuses sont celles qui ont pu voir le jour grâce à la force de l'amitié et à la profondeur des discussions partagées avec Charlette, Elan, Ninon, Eliott, Jaz, Amélie, Alice et Lina au fil des dix dernières années. Vous êtes ma plus grande source d'inspiration.



Cadre sémantique et définitions

Pourquoi parler de bifurcation socio-écologique plutôt que de transition socio-écologique ?

Au sein de ce mémoire, je choisis de ne pas employer le terme *transition écologique*, souvent critiqué pour sa récupération par des institutions se limitant à des mesures de verdissement sans transformation profonde. En suggérant un changement progressif et technocratique, il tend à occulter l'urgence d'une rupture avec les modèles actuels de production et de consommation. Je lui préfère le terme « *bifurcation* », que le site Géoconfluence définit de la manière suivante :

« Une bifurcation est un changement de direction choisi, radical et systémique. Dans la trajectoire (d'une personne, d'un territoire, d'une société, de l'humanité…), la bifurcation s'oppose aux changements progressifs ou graduels (par degrés successifs). […]

En géographie sociale et dans les études qualitatives fines, le mot peut désigner les ruptures dans la trajectoire de vie d'une personne ou dans l'histoire d'un groupe social. En ce sens, elle est un constat. Le constat peut prendre une dimension programmatique à l'échelle méso, celle d'un territoire local ou d'une région. La bifurcation renvoie alors à un ensemble de choix formant une stratégie territoriale cohérente, permettant de sortir d'une impasse (technologique, productive, démographique…). La bifurcation diffère de la simple reconversion en ce qu'elle intègre plusieurs dimensions, qui ne relèvent pas que de la sphère productive. Contrairement à la transition territoriale, une bifurcation territoriale impliquerait un changement de cap soudain, sous l'effet de la nécessité, et non graduel. Elle est parfois la réponse à une catastrophe (la réalisation d'un risque).

Dans un sens beaucoup plus large, à l'échelle de toute une société voire de l'humanité, la bifurcation pourrait désigner un changement systémique dans les choix collectifs opérés, plus rapidement et plus radicalement que dans le cadre de la transition. Il s'agirait, dans un contexte d'urgence (réchauffement climatique, érosion du vivant et plus généralement changements globaux), de mettre fin aux politiques palliatives et sectorielles pour adopter des politiques résolutoires et intégrées, bien au-delà du seul domaine environnemental. » [1]

Tiers-lieux, lieux indépendants, espaces communs… quel positionnement face à ces termes ?

Le terme *tiers-lieux* trouve son origine[2] dans les travaux de Ray Oldenburg qui l'a introduit en 1989 pour désigner des espaces situés entre la maison et le travail. Dans le contexte de l'Amérique urbaine des années 1990, Ray Oldenburg observait comment les zones périurbaines segmentaient l'espace en deux sphères distinctes : l'une strictement domestique et l'autre professionnelle. Les « *third place* » venaient combler ce vide en créant des espaces sociaux d'interaction et de rencontre, essentiels pour la vie communautaire et l'épanouissement personnel.

En France et ailleurs, ces lieux incluaient initialement des squats autogérés offrant des espaces d'expérimentation collective en marge des institutions. Avec l'ère numérique des années 2000, des concepts de tiers-lieux libres et open-source ont vu le jour, incarnant une forme d'utopie numérique. Le terme se diffuse davantage en France dans les années 2010, notamment grâce aux travaux d'Antoine Burret, qui publie en 2015 *Tiers-lieux et plus si affinités*. Aujourd'hui, comme le démontre la carte des espaces hybrides d'Alexis Durand Jeanson[3], le terme englobe une pluralité d'espaces et de programmes qui s'inscrivent plus ou moins dans des logiques parfois antinomiques : engagement sociétal, production de biens communs, développement entrepreneurial, voire recherche de rentabilité.

Depuis 2019, l'État soutient (ou plutôt soutenait[4]) activement les tiers-lieux à travers le programme interministériel « *Nouveaux lieux, nouveaux liens* ». Des financements sont alloués aux tiers-lieux labellisés « *Manufacture de proximité* », « *Fabrique du territoire* » et « *Fabrique numérique du territoire* », pour soutenir les lieux productifs et les initiatives numériques. Cependant, cette institutionnalisation suscite des critiques : par exemple, des réseaux alternatifs tels que la Coordination Nationale des Lieux Intermédiaires et Indépendants (Cnill), plaident pour une plus grande autonomie et indépendance vis-à-vis de l'État, qu'ils défendent notamment à travers leur charte[5].

Le terme *espaces communs,* semble s'inspirer des réflexions autour des communs urbains («*urban commons*») qui émergent dans les années 2000. Ce mouvement, développé dans les milieux académiques et activistes, vise à repenser les usages collectifs des ressources urbaines et des espaces publics, comme les jardins partagés, les places publiques ou les bâtiments vacants. Les communs urbains prolongent ainsi la réflexion sur les *biens communs naturels* en appliquant leurs principes aux espaces physiques, avec une dimension de gouvernance collective.

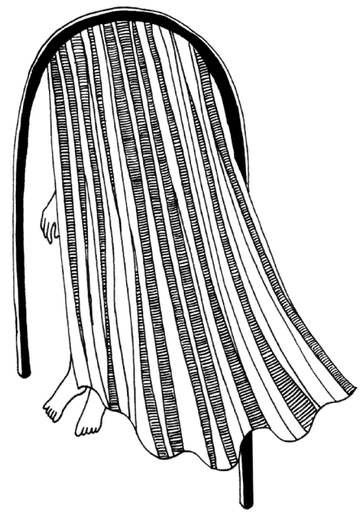
A mes yeux, l'expression *espaces communs* porte moins de charges que le terme *tiers-lieux*, aujourd'hui fortement institutionnalisé et parfois contesté pour cette raison. Je privilégie donc le terme *espaces communs*, bien qu'il m'arrive d'employer *tiers-lieux* - curieusement (ou pas) - surtout lorsque j'aborde les questions de modèle économique et de gouvernance.

---

1. https://geoconfluences.ens-lyon.fr/glossaire/bifurcation
2. Ce rappel sur les origines du terme tiers-lieux provient d'une session réalisée en 2020 sur «Historique, politique et sémantique» des espaces communs, disponible sur le Drive du Diplome Universitaire (DU).
3. Carte en ligne sur le site de Prima Terra : https://www.prima-terra.fr/2019/10/tiers-lieux-de-lobjet-emergences-lobjet.html
4. Le projet de loi de finances 2025 représente une menace inédite pour les tiers-lieux en France. En raison des mesures de rigueur budgétaire, les financements destinés aux tiers-lieux risquent de subir une réduction drastique. Alors qu'ils s'élevaient à 13 millions d'euros en 2024, ces crédits seraient réduits à 2,5 millions en 2025, soit une baisse de plus de 80 %. Cette décision place les 3 500 tiers-lieux français dans une situation précaire, risquant de compromettre leur pérennité.
Voir l'article : Libération, «*Projet de loi de finances 2025 : les tiers-lieux bientôt sacrifiés*», 9 novembre 2024. Disponible en ligne : https://www.liberation.fr/forums/projet-de-loi-de-finances-2025-les-tiers-lieux-bientot-sacrifies-20241109_QDAT4PXPABGZFIMAS2R6T3P4QU/
5. https://cnlii.org/qui-sommes-nous/charte/

Préalable

Qu’est ce que le biorégionalisme ?
Des bassins-versants aux luttes sociales
Sortir de la dichotomie ville/campagne
Partis pris méthodologiques
Lieux étudiés



Qu’est ce que le biorégionalisme ?

Bref historique du mouvement

Les origines du biorégionalisme : des Diggers à la Planet Drum Foundation

Comme le détaille Mathias Rollot dans son ouvrage *Les territoires du vivant, Un manifeste biorégionaliste*[1], le mouvement biorégionaliste trouve ses racines dans les années 1960 aux États-Unis sous l’influence notable du mouvement des Diggers à San Francisco, un collectif anarchiste qui prônait des idées de liberté, de partage et d’autosuffisance. Les Diggers n’avaient pas de structure formelle, ni de hiérarchie ; leur philosophie de gratuité et de désobéissance civile préparait déjà le terrain à des idéologies plus écologistes, comme celle du biorégionalisme.

En 1968, alors que le mouvement contre-culturel à San Francisco commence à s’essouffler après le Summer of Love, Peter Berg et Judy Goldhaft (figures centrales des Diggers) entament un voyage d’exploration à travers les communautés rurales des États-Unis. Ce voyage les expose au mouvement *back-to-the-land,* un courant prônant le retour à la terre et l’autosuffisance, souvent à travers des communautés autarciques. Ce parcours initiatique est marqué par des séjours dans des communautés emblématiques comme Black Bear Ranch[2], où ils commencent à formaliser l'idée que les êtres humains doivent réapprendre à vivre en harmonie avec les écosystèmes locaux.

Au cœur de cette réflexion, la notion de biorégion commence à émerger. Peter Berg, avec le poète Gary Snyder et Raymond Dasmann, formalise cette idée dans les années 1970. La biorégion est définie non seulement par ses caractéristiques écologiques, telles que les bassins-versants et les écosystèmes locaux, mais aussi par une dimension culturelle et politique. Peter Berg insiste sur le fait que la biorégion doit être un espace d’autonomie politique, où les habitant·e·s sont en lien direct avec leur environnement et adoptent des modes de vie adaptés à celui-ci.

L’un des moments fondateurs du mouvement survient en 1972, lorsque Peter Berg assiste à la première Conférence des Nations Unies sur l’environnement à Stockholm. Il y représente les communautés écologistes américaines et diffuse des films documentant leurs pratiques. En 1973, il fonde avec Judy Goldhaft la *Planet Drum Foundation*, qui devient le cœur du mouvement biorégionaliste, produisant des articles, des cartes et des documents diffusant la pensée biorégionale.

L'une des premières grandes publications du mouvement est l'article « *Reinhabiting California* », rédigé par Berg et publié en 1977 dans la revue The Ecologist, grâce à l’aide de Dasmann. Cet article devient une référence centrale pour le mouvement et pose les bases d’un nouveau courant de pensées écologistes. Le mouvement se renforce dans les années 1980, notamment grâce à l’apport de Kirkpatrick Sale qui publie en 1985 *Dwellers in the Land (*ou *L’Art d’Habiter la Terre* en français, sur lequel nous reviendrons dans la partie 2), un ouvrage clé qui définit le concept de biorégion à travers des thèmes comme les économies locales et les régimes politiques. Cet ouvrage a joué un rôle central dans la structuration théorique du biorégionalisme, en enrichissant le débat autour de la réorganisation des sociétés humaines en harmonie avec les écosystèmes naturels.

La diffusion du biorégionalisme à l’international

Au fil du temps, le biorégionalisme gagne en notoriété et devient un objet d’étude universitaire. En 1998, la publication de l’ouvrage collectif *Bioregionalism*, dirigé par Michael Vincent McGinnis[3], offre une perspective théorique approfondie sur le mouvement. Après cet ouvrage, le biorégionalisme fait son entrée dans les universités américaines comme discipline à part entière. Peu à peu, le concept se diffuse à l’international, avant d’être réinterprété dans le contexte européen à partir des années 1990 par des penseur·euse·s comme Alberto Magnaghi autour du mouvement « *territorialiste* ».

En Italie, le mouvement biorégionaliste s’est fragmenté en diverses approches. Tandis que Giuseppe Moretti [4] reste fidèle aux fondements américains du biorégionalisme (en lien direct avec Peter Berg), dans les années 2000, Alberto Magnaghi adopte une approche différente avec son ouvrage *La Biorégion urbaine*[5]. Son travail se concentre sur la planification urbaine et les connexions entre ville et campagne. L’architecte-urbaniste propose des solutions telles que la revitalisation des campagnes à travers l’agroforesterie, les énergies renouvelables et la relocalisation de la production, comme réponse à l’exode rural. Cependant, comme le souligne à juste titre Mathias Rollot dans un article dédié à ce sujet[6], l’approche de Magnaghi est plus anthropocentrée et moins radicale sur le plan écologique que celle des biorégionalistes américain·e·s, illustrant ainsi une variation notable entre ces deux visions du biorégionalisme.

Depuis 2015, l’architecte enseignant-chercheur Mathias Rollot a largement contribué à la diffusion du biorégionalisme en France grâce à ses recherches académiques, ses traductions d’ouvrages fondateurs et ses nombreuses publications sur le sujet[7]. Ce dernier a également créé une bibliographie en ligne[8] pour faciliter l’accès aux ressources sur ce mouvement. Par ce travail de documentation et de vulgarisation, il a aidé à rendre les textes fondamentaux du biorégionalisme accessibles à un plus large public, tout en structurant les débats autour de ce courant en France.

---

1. Pour une chronologie détaillée de l’émergence du biorégionalisme américain, je vous recommande la lecture des pages 84 à 92 de l’ouvrage cité de Mathias Rollot, qui en offre un aperçu complet et contextuel: Rollot, Mathias, *Les Territoires du vivant : Un manifeste biorégionaliste*, Marseille, Wildproject, 2023, p.84 à 92
2. Ibid, p.82
3. Ibid, p.91
4. Je vous conseille la lecture de son texte « *Bassins fluviaux de la conscience* » disponible en français dans : Schaffner, Marin, Rollot, Mathias, et Guerroué, François (Éds.), *Les Veines de la Terre : Une anthologie des bassins-versants*, Marseille, Wildproject, 2021, p.87
5. Magnaghi, Alberto, *La Biorégion urbaine : Petit traité sur le territoire bien commun*, Paris, Éditions Eterotopia, 2014, 176 p.
6. Rollot, Mathias, *Aux origines de la « biorégion ». Des biorégionalistes américains aux territorialistes italiens*, Métropolitiques, 2018. Disponible sur : https://lecoleduterrain.fr/
7. Son site internet recense l’ensemble de ces travaux : https://mathiasrollot.work/
8. https://bioregions-bibliotheque.fr/

Des bassins-versants aux luttes sociales

Dépasser la notion de « biorégion »

Le bassin-versant, fondement écologique et culturel de la biorégion

« Le biorégionalisme envisage de repenser nos territoires non plus depuis des frontières administratives et donc artificielles, mais depuis les réalités biologiques des massifs forestiers, des chaînes de montagne et des bassins-versants (le territoire couvert par un fleuve et tous ses affluents). »

Citation de Marin Schaffner [1]

Une « biorégion » pourrait ainsi se définir par des caractéristiques naturelles, comme les bassins-versants, le climat, les sols et les écosystèmes qui la composent. Elle dépasse la simple géographie pour englober aussi une dimension culturelle et cognitive, où les manières de vivre des communautés humaines sont profondément liées aux spécificités écologiques locales.

L'idée de biorégion met en avant la nécessité de penser l'intrication entre l'humain, l'animal, le végétal et le minéral, en cherchant à gommer la distinction entre nature et culture. Une biorégion n'est donc pas seulement un espace physique, mais aussi un ensemble de pratiques, de récits et d'imaginaires développés autour de ce territoire.

Le bassin versant joue un rôle central dans cette définition car il structure l'écosystème local en régulant les flux d'eau et en déterminant les conditions de vie des espèces. Il devient ainsi un critère clé pour appréhender le concept de biorégion. En vivant en accord avec ces écosystèmes tangibles, les communautés peuvent mieux s'adapter aux ressources disponibles et développer des modes de vie en accord et en harmonie avec les rythmes écologiques de leur environnement. Toutefois, il est selon moi essentiel de dépasser cette approche géomorphologique du mouvement pour en saisir toute la portée.

Un cadre réflexif plus qu'une notion rigide

« L'enjeu n'est cependant pas de savoir si « biorégions » il y a, mais si leur existence est souhaitable ou non. L'hypothèse biorégionale n'énonce pas qu'il existe sur Terre des superpositions conceptuelles ou spatiales entre « nature » et « culture » (quoi que cela puisse signifier), mais plutôt qu'il y a un intérêt à ce que les sociétés humaines se définissent, se travaillent, se fondent - disons-le comme on le souhaite - sur des compréhensions plus fortes des singularités naturelles locales, et cessent enfin de se penser comme entièrement autonomes vis-à-vis d'elles. »

Citation de Mathias Rollot [2]

L'essence du concept de biorégion ne réside pas dans la stricte définition de ses limites géographiques, qui sont volontairement poreuses pour éviter toute forme de réductionnisme ou de conservatisme. En effet, ces délimitations ne doivent pas être considérées comme rigides ou exclusives, afin d'éviter des dérives idéologiques telles que le repli localiste ou l'appropriation identitaire. Au contraire, la biorégion se veut un cadre fluide, où les échanges entre territoires et la coopération entre humains et non-humains sont encouragés. Cette approche ouverte permet de maintenir la dimension dynamique du concept, en mettant l'accent sur la symbiose entre les communautés humaines et les écosystèmes, plutôt que sur des divisions figées.

Comme s'évertue à le rappeler Mathias Rollot lors de chacune de ses prises de paroles sur le sujet, la pensée biorégionale repose sur plusieurs principes fondamentaux qui mérite d'être systématiquement rappelés[3]. D'abord, le biorégionalisme est profondément *antispéciste*, cherchant à promouvoir une cohabitation équitable entre les humains et les autres espèces et à reconnaître l'interdépendance des vivants dans chaque écosystème. Il s'oppose également à tout *déterminisme* ou *vision conservatrice* : il s'agit d'une pensée ouverte et flexible, adaptée aux réalités locales, sans imposer de règles figées.

En tant que pensée *antinationaliste*, le biorégionalisme défend une approche décentralisée où les communautés locales s'auto-organisent pour gérer durablement leur territoire, en dehors des frontières nationales traditionnelles. Il est aussi profondément *antiraciste*, prônant la coopération entre toutes les communautés humaines sans distinction, en se centrant sur la vie et le respect de l'altérité. Enfin, le biorégionalisme est *anticapitaliste*, rejette les logiques de croissance infinie et favorise des pratiques économiques locales, conviviales et durables, en harmonie avec les écosystèmes.

Une approche fédératrice, à la croisée de plusieurs luttes sociales

« Plusieurs auteurs ont relevé à juste titre qu'un des intérêts majeurs du biorégionalisme pourrait résider dans sa capacité à agréger les autres luttes. La biorégion comme socle commun sur lequel l'ensemble des luttes écologiques, sociales et culturelles se rencontrent, à la fois physiquement et théoriquement. »

Citation de Mathias Rollot [4]

Le biorégionalisme se positionne comme une approche fédératrice, qui puise sont essence dans une diversité de courants comme l'écoféminisme et les luttes décoloniales. A ce titre, toute l'oeuvre de Gary Snyder est profondément ancrée dans une critique anticolonialiste. Sa réflexion sur la réhabitation des territoires prône une reconnexion avec les savoirs indigènes et les pratiques locales, rejetant les logiques coloniales d'exploitation des terres et des peuples. Pour lui, la réappropriation des territoires passe par un respect des écosystèmes locaux et des communautés qui les habitent depuis des siècles, notamment les peuples autochtones marginalisés par l'histoire coloniale.

En outre, l'écoféminisme et le biorégionalisme partagent une critique commune de la métropolisation, perçue comme un espace de pouvoir patriarcal et de domination systémique, exerçant son emprise tant sur la nature que sur les femmes. Comme le démondre la chercheuse Maële Giard, ces deux formes d'exploitation sont intrinsèquement liées à la manière dont les villes patriarcales et extractivistes ont été structurées. A travers ses recherches, elle démontre que le biorégionalisme et l'écoféminisme convergent vers une même aspiration de transformation sociale : construire des modes de vie en harmonie avec la nature, affranchis des dynamiques patriarcales oppressives. Elle consacre d'ailleurs sa thèse, *Biorégionalisme et écoféminisme : penser les rapports à la nature*[5], à souligner les passerelles entre ces deux approches.

Sans développer davantage cette idée à ce stade, nous verrons tout au long de ce travail en quoi le biorégionalisme constitue un cadre pertinent pour relier les luttes écologiques, sociales et culturelles.

---

1. Schaffner, Marin, *Faire confluer municipalisme et biorégionalisme (1/2)*, Topophile, 11 novembre 2024, Disponible sur : https://topophile.net/savoir/faire-confluer-municipalisme-et-bioregionalisme-1-2
2. Rollot, Mathias, *Les Territoires du vivant : Un manifeste biorégionaliste*, Marseille, Wildproject, 2023, p.98
3. Pour ce faire, je m'appuie sur les pages allant de 110 à 126 de l'ouvrage *Les Territoires du vivant* déjà cité.
4. Schaffner, Marin, et Rollot, Mathias, *Qu'est-ce qu'une biorégion ?*, Marseille, Wildproject, 2024, p.54
5. Giard, Maële, *Biorégionalisme et écoféminisme : penser les rapports à la nature*, thèse de doctorat débutée en 2024 sous la direction de Mathias Rollot et Agnès Bonnaud au sein du Laboratoire AAU - Ambiances Architectures Urbanités

Sortir de la dichotomie ville/campagne

Tracer la voie vers de nouvelles coopérations territoriales

Une critique du phénomène de métropolisation…

A mon sens, le biorégionalisme rejoint la critique de la métropolisation formulée par Guillaume Faburel dans *Les Métropoles Barbares*[1]. Celui-ci décrit avec brio dans la première partie de son livre comment le modèle métropolitain, orienté vers la croissance économique et la densification des villes, impose une pression constante sur les ressources naturelles environnantes et favorise la centralisation des services essentiels (santé, éducation, culture, etc.), créant un déséquilibre profond avec les régions périphériques et rurales. Cette urbanisation intense fait peser une charge écologique insoutenable sur les territoires, transformés en « arrière-cours » des métropoles, destinés à fournir en flux continu l'énergie, l'eau, la nourriture et d'autres ressources nécessaires pour soutenir les activités métropolitaines.

L'auteur critique aussi les métropoles pour leur faible capacité à promouvoir une écologie sociale véritable, car les espaces publics y sont souvent privatisés ou optimisés pour la consommation. Ce modèle restreint la réappropriation collective des ressources locales et réduit les interactions communautaires nécessaires à des modes de vie plus écologiques et solidaires. Guillaume Faburel - comme les figures du biorégionalisme - invite ainsi à repenser la place des métropoles et à envisager une dé-métropolisation pour restaurer l'équilibre écologique et social.

… sans pour autant prôner un retour à la terre

Le biorégionalisme, dans son rapport à la métropole, adopte un positionnement à cheval entre posture critique et désir de réhabilitation. Comme le rappelle les auteur·e·s de l'article *Politiser le biorégionalisme*, le mouvement biorégionaliste a historiquement fait coexister deux grandes orientations. D'une part, certain·es biorégionalistes ont privilégié une critique franche de la métropolisation et se sont tourné·es vers des pratiques de réhabitation rurales. Ces initiatives valorisent un retour au « terrestre », ancré dans des paysages locaux et partagés avec le non-humain, en harmonie avec les écosystèmes naturels. Cette orientation critique met l'accent sur la nécessité de s'éloigner des centres urbains pour retrouver une relation symbiotique avec l'environnement.

D'autre part, des figures influentes du mouvement, telles que Peter Berg et Judith Goldhaft, ont toujours habité en milieu métropolitain et ont défendu la possibilité d'une transformation écologique des villes. Par leur engagement dans le mouvement *Green City Program*[2], ces biorégionalistes ont promu la réhabilitation à grande échelle au sein des espaces urbains, en réorientant les métropoles vers des pratiques plus durables et connectées aux écosystèmes locaux. Cette approche vise à « *reterrestrialiser* » les villes, c'est-à-dire à restaurer leur relation avec le vivant en intégrant des continuités écologiques (parcs urbains, bassins versants, etc.) qui réinsèrent la nature au cœur de la ville. Ainsi, le rapport entre biorégionalisme et métropoles pourrait être résumé par les propos suivants :

« *Le débat cependant, n'est peut-être pas celui que l'on croit. Ni « ville » ni « campagne », ni « urbain » ni « rural », ni « pour » ni « contre » la métropole : parce qu'il n'est de toute façon pas possible d'imaginer faire sans les métropoles actuelles – car, quoi qu'infernales, elles sont déjà-là, bâties et habitées, bétonnées, infrastructurées, bref : incontournables. De sorte que l'enjeu est, de toute façon, celui de la transformation radicale des métropoles actuelles. Ainsi du faisceau de problématiques ouvertes : non pas « avec » ou « sans » la métropole, mais plutôt comment et par où opérer cette transition des métropoles, vers quoi et avec qui la mener, etc. Est-il possible d'imaginer un chantier de transformation métropolitaine si radical qu'il puisse rendre à l'hyper-urbain son caractère terrestre et une réelle crédibilité écologique ? Plus que de simplement « l'espérer », il convient probablement de s'engager dans le chantier considérable que cela représente ; pour que l'espoir se change en réalités partagées.* »

Citation de Mathias Rollot [3]

S'attaquer au devenir des métropoles

« *Après tout, la post-métropole pourrait aussi constituer le socle constituant d'un « biorégionalisme cosmopolitain », multiculturel, ouvert sur un global ne pouvant être évité lui non plus. A savoir, pour le dire autrement, que si les biorégionalistes ne veulent pas que les philosophies du « vivre in-situ » et de la « réhabitation » ne deviennent « des anachronismes » ou les « visions utopiques de hippies » déconnectés de la réalité, alors le biorégionalisme doit composer avec les problématiques concrètes posées par les réalités des diasporas et des migrations, et envisager la possibilité de « parler au transitoire autant qu'à l'enraciné » »*

Citation de Mathias Rollot [4]

Dans *Réhabiter le monde : Pour une politique des biorégions*, Agnès Sinaï aborde l'avenir de la métropolisation sous l'angle d'une « post-métropolisation », une vision qui réinvente le rôle et l'organisation des métropoles en fonction des besoins écologiques et sociaux émergents. Elle propose de transformer les métropoles, devenues incontournables, en les dé-densifiant et en y intégrant des continuités écologiques telles que des parcs agricoles urbains et des corridors verts. Cette transformation vise à rendre les villes plus habitables face au changement climatique, en suivant l'idée de « *reterrestrialiser* » les espaces urbains pour y restaurer un lien avec la nature et les milieux locaux.

La journaliste s'inspire notamment des travaux d'Alberto Magnaghi, qui défend une approche biorégionale intégrant des continuités écologiques au cœur des métropoles. Pour cela, elle prône une reconfiguration urbaine qui s'appuie sur les fleuves, les massifs forestiers et les parcs agricoles urbains, afin de reconnecter les espaces urbains à la nature et de réduire leur dépendance aux réseaux globalisés. Pour Agnès Sinaï, « *c'est la dimension réparatrice de l'hypothèse biorégionale qui l'intéresse, comme une vision qui dynamise un territoire pour en exhumer la beauté et les flux de vie.* »[5]

Ainsi, plutôt que d'opposer ville et campagne de manière rigide, l'hypothèse biorégionale propose donc de redéfinir l'urbanité autour de pratiques locales régénératives, créant des coopérations entre espaces urbains et ruraux à travers des ressources partagées et des continuités écologiques.

---

1. Faburel, Guillaume, *Les métropoles barbares*, Paris, Le Passager Clandestin, 2019, 432 p.
2. Berg, Peter, Magilavy, Beryl, Zuckerman, Seth, *A Green City Program for the San Francisco Bay Area Cities & Towns / & Beyond*. Planet Drum Foundation, Wingbow Press, 1989. 83 p.
Dans la bibliothèque biorégionale de Mathias Rollot, on peut trouver une description de l'ouvrage précisant que, lors de sa deuxième réimpression, la plupart des idées avant-gardistes du livre avaient déjà été mises en pratique avant la fin des années 1990.
3. Rollot, Mathias et Sinaï, Agnès, *Politiser le biorégionalisme. Autour de l'ouvrage Réhabiter le monde*, EcoRev', no 56, 2024, pp. 163-174. Disponible sur : https://shs.cairn.info/revue-ecorev-2024-1-page-163?lang=fr
4. Ibid
5. Sinaï, Agnès, *Réhabiter le monde : Pour une politique des biorégions*, Paris, Seuil, 2023, 320 p.
6. Rollot, Mathias et Sinaï, Agnès, *Politiser le biorégionalisme. Autour de l'ouvrage Réhabiter le monde*, EcoRev', no 56, 2024, pp. 163-174. Disponible sur : https://shs.cairn.info/revue-ecorev-2024-1-page-163?lang=fr

Partis pris méthodologiques

Trois sessions immersives en milieu rural

Pour établir un lien pertinent entre biorégionalisme et espaces communs, j'ai dû faire des choix méthodologiques concernant les sessions immersives à réaliser dans le cadre du Diplôme Universitaire (DU) Espaces Communs. Pour rappel, il nous est demandé de sélectionner trois espaces communs parmi une dizaine proposés partout en France, dans lesquels nous réalisons des sessions immersives aux côtés de l'équipe pédagogique du DU et du collectif apprenant, sur une durée de trois jours par lieu. Mes immersions se sont déroulées dans trois espaces communs en milieu rural (présentés à la page suivante), un choix qui, bien qu'il puisse sembler restrictif et excluant vis-à-vis des milieux urbains, s'explique par plusieurs raisons.

1- Des projets pérennes, en accord avec la notion de réhabitation

L'un des principes fondamentaux du biorégionalisme est celui de la *réhabitation*, un concept qui se réfère à l'idée de réapprendre à habiter durablement un territoire, en respectant ses écosystèmes et ses spécificités locales. Pour être fidèle à la notion de *réhabitation*, j'ai choisi des projets inscrits dans une logique de pérennité, ancrés dans la gestion durable des ressources et des pratiques locales. En milieu rural, les espaces communs, moins soumis aux pressions économiques et foncières que ceux en milieu urbain, facilitent davantage le développement d'initiatives sur le long terme.

Par rigueur intellectuelle et pour éviter toute récupération capitaliste du biorégionalisme, j'ai donc choisi de ne pas réaliser mes sessions immersives dans des tiers-lieux à caractère temporaire ou transitoire. Par ailleurs, je suis convaincue que, si les métropoles regorgent de tiers-lieux dont les modèles marchands s'inscrivent pleinement dans les logiques capitalistes, elles abritent aussi des contre-modèles et des espaces de résistance. Ces derniers mériteraient tout autant d'être étudiés dans une perspective biorégionale, au même titre que les espaces communs en milieu rural.

2 - Répondre au désengagement de l'État dans les territoires ruraux

Le choix de me concentrer sur des espaces communs ruraux s'explique également par la situation préoccupante des territoires ruraux en France, marquée par le désengagement progressif de l'État et la fermeture de services de proximité. Comme le souligne l'article de Sylvie Robert *«Quelle politique publique en faveur des tiers-lieux culturels en milieu rural»*[1], de nombreux espaces ruraux sont désormais dépourvus de services essentiels tels que les cafés, commerces locaux et équipements culturels ou sociaux. Ce retrait laisse un vide qui est en partie comblé par des initiatives citoyennes, souvent portées par des associations ou des coopératives sous la forme de tiers-lieux culturels. Ces lieux offrent une réponse aux besoins de lien social, de culture et de services de proximité que l'État ne parvient plus (ou ne souhaite plus) assurer.

Le manque d'infrastructures publiques dans ces territoires a un effet direct sur la désertification culturelle et sociale des campagnes, accentuée par la centralisation des services dans les grandes villes. Les tiers-lieux deviennent donc des espaces clés pour recréer du lien social et dynamiser ces territoires. Cependant, comme en témoigne l'article de Sylvie Robert, ces initiatives rencontrent des difficultés à pérenniser leurs actions en l'absence de politiques publiques adaptées et de financements stables. En me focalisant sur ces espaces, je vise donc à souligner leur rôle crucial dans la bifurcation socio-écologique, guidée par une approche biorégionaliste.

3 - Valoriser les initiatives rurales sous-représentées

Les initiatives rurales, bien qu'essentielles à la régénération des territoires, sont souvent sous-représentées dans les discussions sur la « transition écologique », largement dominées par les problématiques urbaines. Pourtant, comme le démontre l'étude de Maud Picart[2], les tiers-lieux ruraux jouent un rôle clé dans le développement local d'un territoire, en tant que lieux de production alimentaire, de gestion des ressources naturelles et d'expérimentation de nouveaux modes de vie plus soutenables. En partant à la découverte de projets en milieu rural, j'ai donc cherché à rééquilibrer ce discours en mettant en lumière la richesse et la diversité de ces initiatives, souvent négligées dans les politiques publiques.

Apports complémentaires et théoriques

En plus de mes trois sessions immersives obligatoires, j'ai eu la chance de participer à une session immersive « bonus » à l'Ex-Asilo Filangieri à Naples proposée par le Diplôme Universitaire (DU) dans le cadre du programme de recherche européen BASICC (Building Alternative Skills to Implement Creativities and Commons). Ce programme, financé par Erasmus+, vise à renforcer les compétences en organisation communautaire, gestion de lieux et réflexion critique pour structurer les espaces communs en Europe. Il réunit 15 organisations partenaires et propose des formations pour soutenir les initiatives locales et promouvoir la culture des communs.

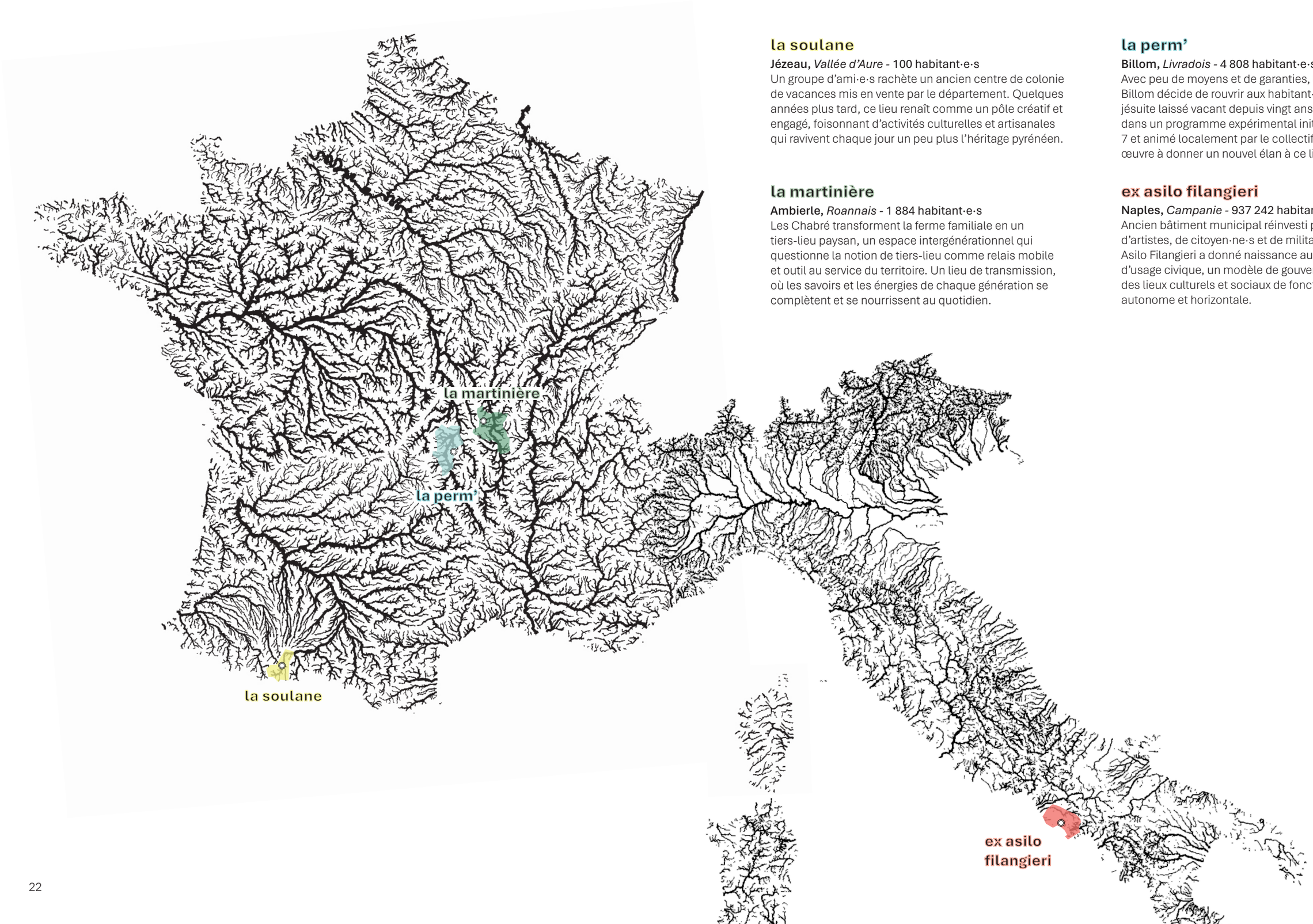
En complément des sessions immersives, du contenu théorique m'a accompagné tout au long de l'année sur la question des espaces communs, notamment grâce aux trois sessions focus proposées au sein du DU portant sur les modèles économiques, la gouvernance, l'aménagement du territoire, ainsi qu'une journée « off » dédiée à la bifurcation écologique. Pour approfondir la question du biorégionalisme, j'ai mobilisé une bibliographie relativement fournie d'ouvrages et d'articles sur le sujet, consultable à la page 88.

Afin d'articuler les réflexions théoriques et les études de cas, j'ai choisi de développer certains concepts et outils théoriques, en les illustrant par des témoignages ou des présentations de projets. Cette composition hybride propose un format fluide, cherchant à valoriser autant l'approche théorique que le contenu empirique récolté pendant mes sessions immersives.

---

1. Robert, Sylvie, *Quelle politique publique en faveur des tiers-lieux culturels en milieu rural ?* Fondation Jean-Jaurès, 2024. Disponible sur : https://www.jean-jaures.org
2. Picart, Maud, *Tiers-lieux ruraux : quel modèle économique ? Entre désir de pérennisation et phénomène d'institutionnalisation*, Diplôme Universitaire Espaces Communs (DU-ESCO) Université Gustave Eiffel / Yes We Camp / Ancoats, février 2023

Lieux étudiés



la soulane

Jézeau, *Vallée d'Aure* - 100 habitant·e·s
Un groupe d'ami·e·s rachète un ancien centre de colonie de vacances mis en vente par le département. Quelques années plus tard, ce lieu renaît comme un pôle créatif et engagé, foisonnant d'activités culturelles et artisanales qui ravivent chaque jour un peu plus l'héritage pyrénéen.

la martinière

Ambierle, *Roannais* - 1 884 habitant·e·s
Les Chabré transforment la ferme familiale en un tiers-lieu paysan, un espace intergénérationnel qui questionne la notion de tiers-lieu comme relais mobile et outil au service du territoire. Un lieu de transmission, où les savoirs et les énergies de chaque génération se complètent et se nourrissent au quotidien.

la perm'

Billom, *Livradois* - 4 808 habitant·e·s
Avec peu de moyens et de garanties, la commune de Billom décide de rouvrir aux habitant·e·s l'ancien collège jésuite laissé vacant depuis vingt ans. Ce pari s'inscrit dans un programme expérimental initié par La Preuve par 7 et animé localement par le collectif Rural Combo, qui œuvre à donner un nouvel élan à ce lieu chargé d'histoire.

ex asilo filangieri

Naples, *Campanie* - 937 242 habitant·e·s
Ancien bâtiment municipal réinvesti par un collectif d'artistes, de citoyen·ne·s et de militant·e·s à Naples, l'Ex Asilo Filangieri a donné naissance au concept de droit d'usage civique, un modèle de gouvernance permettant à des lieux culturels et sociaux de fonctionner de manière autonome et horizontale.

Image © Grasshopper Geography

Introduction

« Les perturbations écologiques de l'environnement ne sont que la partie visible d'un mal plus profond et plus considérable, relatif aux façons de vivre et d'être en société sur cette planète. L'écologie environnementale devrait être pensée d'un seul tenant avec l'écologie sociale et l'écologie mentale, à travers une écosophie de caractère éthico-politique. »

Felix Guattari, Les Trois Écologies, 1989[1]

À travers son concept d'écosophie, Félix Guattari soulignait déjà l'importance d'envisager l'écologie comme un champ de réflexion global, interconnecté avec les dimensions sociale et mentale de la vie humaine. Il ne s'agit pas simplement de traiter les problématiques environnementales de manière isolée, mais de les replacer dans le cadre plus large des façons de vivre et d'être en société. Le dérèglement écologique est intrinsèquement liée à des systèmes de pensée et des structures socio-économiques qui façonnent nos relations avec la nature, les autres et nous-mêmes. Pour Guattari, l'écologie doit intégrer ces trois dimensions - environnementale, sociale et mentale - pour constituer une *écosophie*[2], une manière de penser qui soit à la fois éthique et politique et qui permettrait d'aborder les transformations nécessaires à une coexistence durable sur cette planète.

Ce constat rejoint les analyses scientifiques du GIEC, qui, dans son 6ème rapport, alerte sur l'urgence climatique et l'impératif d'une action immédiate. Pour la première fois, il souligne également la nécessité d'une transition radicale et systémique, en intégrant les notions de *sobriété* et de *lutte contre les inégalités*[3]. En effet, une telle bifurcation socio-écologique doit s'opposer fermement au capitalisme et aux logiques extractivistes, productivistes et colonialistes, qui, au cours des derniers siècles, ont fondé l'idée de progrès au prix d'une destruction massive du vivant et d'une exploitation systématique des ressources naturelles comme des êtres humains.

Dans cette optique, le biorégionalisme apparaît comme une réponse pratique aux réflexions philosophiques de Guattari, en proposant une réorganisation radicale de la société autour des écosystèmes locaux. Tandis que l'écopsychologie[4] se concentre sur la guérison intérieure et la reconnexion individuelle à la nature, le biorégionalisme met l'accent sur la transformation collective et territoriale des modes de vie. En fédérant diverses luttes sociales et écologiques, le mouvement biorégionaliste valorise la réappropriation collective des territoires et la diversité des pratiques locales. Il permet notamment de convoquer et de créer de nouveaux imaginaires collectifs, indispensables pour mener à bien les transformations socio-écologiques attendues. Ce courant ouvre des perspectives concrètes pour réinventer nos façons d'habiter le monde en harmonie avec les dynamiques du vivant.

Cette étude questionne la capacité des espaces communs à jouer un rôle clé dans la mise en pratique des principes biorégionalistes, contribuant ainsi à concrétiser la bifurcation socio-écologique. Elle formule l'hypothèse que ces espaces agissent comme des catalyseurs, en favorisant la réappropriation collective des territoires et en accélérant les transformations socio-écologiques nécessaires à une refonte profonde de la société.

La première partie s'attachera à définir la notion de « réhabitation » - chère aux penseur·ses biorégionalistes - et à l'articuler avec la pratique de la réhabilitation architecturale, perçue ici comme un levier central des dynamiques de *reterritorialisation*[5]. En effet, la *déterritorialisation*, entendue comme la rupture du lien de territorialité entre une société et son territoire dans le contexte de la globalisation, se manifeste aujourd'hui de manière particulièrement marquée dans les territoires ruraux. Ces derniers sont confrontés à une vacance croissante d'anciens édifices publics, un phénomène mis en lumière par la recherche du collectif Carton Plein à Ambert. Pour envisager la remise en usage de ces bâtiments, nous analyserons les apports du design écosocial avant d'explorer le concept de permanence territoriale, une approche qui interroge l'ancrage des concepteur·rices dans leur territoire d'intervention, illustrée par le travail du collectif Rural Combo dans le Puy-de-Dôme. Enfin, le rôle des décideur·ses dans ces processus sera examiné à travers le témoignage de Jacques Fournier, élu local de Billom, qui apporte un éclairage précieux sur les responsabilités et les enjeux liés à la réhabilitation et à la réactivation des espaces vacants.

Le deuxième axe s'intéressera à la dimension productive et culturelle des espaces communs, en explorant comment ils favorisent l'émergence d'activités endogènes tout en soutenant la création artistique et culturelle locale. À travers le concept d'*ethnopoétique* développé par Gary Snyder - qui peut être entendu comme une démarche de valorisation des pratiques culturelles et artistiques situées - nous examinerons comment ces intentions peuvent trouver une expression concrète dans ces lieux, notamment à travers le témoignage de Paulin Courtial. Puis, en nous appuyant sur les apports théoriques de Kirkpatrick Sale, nous analyserons comment les principes biorégionalistes encouragent l'autonomie économique et productive. L'exemple de La Soulane, dans les Pyrénées, illustrera le rôle de ces espaces comme outils de relocalisation d'activités artisanales. Enfin, nous nous pencherons sur les modèles économiques propres aux tiers-lieux pour interroger leur capacité à offrir des alternatives au modèle marchand dominant, en illustrant ces propos à travers une expérience d'économie contributive mise en œuvre à La Perm'.

Enfin, le troisième axe explorera la dimension politique des espaces communs, en mettant en lumière leur rôle dans les théories de la subsistance développées par les sociologues Maria Mies et Veronika Bennholdt-Thomsen. Nous examinerons comment cet appel à une souveraineté accrue, tant technique qu'alimentaire, trouve un écho dans les initiatives du tiers-lieu paysan de La Martinière, en cours de développement d'un essaim de l'Atelier Paysan à Ambierle. Pour répondre aux défis soulevés par les théories de la subsistance, il devient essentiel de construire du commun, envisagé comme une voie d'avenir face aux nombreux processus de dépossession à l'œuvre. Cette démarche peut puiser son essence et son inspiration dans l'imaginaire biorégional, notamment en plaçant l'eau comme pivot des initiatives de réparation collective à entreprendre. Plusieurs pratiques inspirantes seront mises en avant, telles que la création d'une gouvernance partagée autour d'un espace naturel protégé à l'Écopôle du Val d'Allier. Enfin, nous montrerons que les espaces communs peuvent jouer un rôle de relais dans les luttes globales, en illustrant cette ambition par des plaidoyers et des exemples concrets de manifestations organisées dans les trois lieux étudiés. Cette partie se conclura en explorant comment l'émergence des communs peut contribuer à repenser et transformer nos institutions, notamment à travers le droit civique d'usage mis en œuvre à Naples.

---

1. Guattari, Félix, *Les Trois écologies*, Paris, Éditions Lignes, réédition 2024 (première édition 1989), 112 p.
2. Ibid
3. Reporterre, « *Face à la crise climatique, le GIEC prône la justice sociale et la sobriété* », Reporterre, 21 mars 2023. Disponible sur : https://reporterre.net/Face-a-la-crise-climatique-le-Giec-prone-la-justice-sociale-et-la-sobriete
4. Voir le travail de l'ancienne étudiante du DU : Zins, Clothilde, *En quoi la démarche écopsychologique peut-elle être intéressante pour les espaces communs ? Pistes pour opérer la bifurcation socio-écologique*, Diplôme Universitaire Espaces Communs (DU-ESCO) Université Gustave Eiffel / Yes We Camp / Ancoats, novembre 2023
5. La reterritorialisation désigne le processus par lequel des activités humaines, des institutions ou des identités, après une phase de déterritorialisation, se réancrent dans un nouvel espace ou renouent avec un territoire préexistant. Voir la définition de ces deux termes sur la page de Géoconfluences : https://geoconfluences.ens-lyon.fr/glossaire/deterritorialisation

Réhabi(li)ter la terre

CONCEPT | Comprendre la notion de « réhabitation »
RECHERCHE | Vacances collectives, explorer le potentiel du patrimoine vacant
OUTIL | Design écosocial et pensée biorégionale
RENCONTRE | Tom Hébrard, politiser le design
OUTIL | Permanence territoriale
TÉMOIGNAGE | Jacques Fournier, aux origines d’un projet expérimental
ARRÊT SUR IMAGES | La Perm’



Comprendre la notion de « *réhabitation* »

Le chapitre « *Réhabiter* » du livre *Le Sens des lieux* est tiré d'une conférence donnée par Gary Snyder en 1976, puis transformée en essai l'année suivante. Reconnu comme l'un des textes fondateurs du concept de réhabitation - au même titre que l'article *Réhabiter la Californie* de Peter Berg publié la même année - il constitue une ressource précieuse pour saisir le sens originel de cette notion.

Une prise de conscience des limites écologiques

Pour Gary Snyder, la réhabitation naît d'une profonde prise de conscience des limites écologiques de la planète. Il explique que nous vivons dans un système où « *tout est interconnecté* » et où les ressources sont finies. Il affirme : « *Nous avons réappris que nous faisons partie d'un système qui est d'une certaine manière fermé, un système qui a ses propres limites et dont nous sommes dépendants* »[1]. Cette redécouverte, comparable à celle de nos ancêtres qui ont appris à vivre en harmonie avec leur environnement local, est selon lui fondamentale pour réorienter nos modes de vie.

L'auteur montre que la société contemporaine, après avoir dilapidé les ressources naturelles, doit maintenant réapprendre à vivre avec les limites écologiques, en particulier en se reconnectant aux cycles naturels des lieux. Il ne s'agit pas seulement d'un changement pratique, mais aussi d'une transformation spirituelle : « *Les exigences réelles d'une vie dévouée à un lieu [...] sont si intenses physiquement et intellectuellement qu'il s'agit aussi d'un choix moral et spirituel* »[2]. La réhabitation implique donc un engagement éthique pour reconnaître les interconnexions entre l'humain et le vivant, ainsi qu'une responsabilisation face à l'exploitation des ressources locales.

Peter Berg et Raymond Dasmann, quant à eux, prolongent cette idée en montrant que la réhabitation nécessite de respecter les limites écologiques locales, en particulier les bassins versants : « *Les communautés réhabitantes devraient prioritairement mener des actions pour bien définir les bassins-versants locaux, restreindre la croissance et le développement humain pour qu'il corresponde aux limites des ressources en eau* »[3]. Ils insistent sur le fait que le respect de ces limites est indispensable pour garantir la durabilité des écosystèmes et la résilience des communautés humaines.

La restauration écologique comme engagement nécessaire

La *réhabitation*, selon Berg et Dasmann, va au-delà de la prise de conscience des limites : elle implique une restauration active des écosystèmes locaux. Pour les réhabitant·e·s, le retour à la terre doit s'accompagner d'une préservation des éléments vitaux qui permettent la survie à long terme, comme la biodiversité, les sols et l'eau : « *Les réhabitants [...] veulent se fondre dans le lieu, ce qui requiert une préservation de celui-ci* »[4]. Ces dernier·ère·s doivent ainsi se consacrer à la restauration des bassins-versants, de la couche arable et des espèces locales, afin de rétablir les bases écologiques d'une existence viable.

Gary Snyder rejoint cette vision en affirmant que la réhabitation repose sur un retour à une vie fondée sur les énergies solaires et végétales d'un lieu particulier et que cette démarche exige un engagement moral profond. Cela signifie que la *réhabitation* n'est pas seulement une question de soutien matériel, mais une manière de rétablir des relations harmonieuses avec le vivant et d'adopter une vision sacramentale des cycles écologiques : « *Nous devons trouver le moyen de voir les cycles des minéraux, les cycles de l'eau, les cycles de l'air, les cycles des nutriments comme étant sacramentaux* »[5].

Le rôle central de la transmission des savoirs dans la réhabitation

La transmission des savoirs est un élément central du mouvement biorégionaliste, indispensable pour garantir la réhabitation des territoires. Comme l'affirme Peter Berg : « *Nous avons désespérément besoin d'accroître les savoirs capables de rendre les individus et les communautés aptes à prendre des décisions écologiquement solides* »[6]. Cette transmission ne se limite pas à des connaissances abstraites, mais inclut des pratiques concrètes, enracinées dans les réalités locales.

Peter Berg insiste sur l'importance de transmettre aux jeunes générations une connaissance intime des cycles naturels et des écosystèmes de leur propre territoire. Apprendre à connaître le rythme des saisons, les ressources disponibles et les besoins écologiques d'un lieu devient ainsi une priorité pour les communautés biorégionalistes. Cela va au-delà d'une simple éducation théorique : il s'agit de vivre ces savoirs, de les incarner au quotidien à travers des pratiques adaptées au lieu. Par ailleurs, la transmission joue également un rôle clé dans la dimension culturelle de la *réhabitation*. Peter Berg évoque l'importance de développer des cultures biorégionales vivantes, capables de célébrer l'attachement à un lieu et de tisser des liens entre les générations à travers des rites et des célébrations. Ce processus de transmission à travers la culture assure la pérennité des pratiques écologiques tout en renforçant le sentiment d'appartenance à une communauté liée à son environnement.

De la réhabitation à la réhabilitation

Ainsi, le concept de réhabitation, bien qu'il revête une dimension quasi philosophique, incarne trois intentions concrètes : une prise de conscience des limites écologiques, un engagement pour la restauration des milieux et une transmission des savoirs vernaculaires. Ces intentions questionnent directement la manière dont un espace peut être réhabilité en lien étroit avec son environnement naturel et social. Que ce travail soit mené par un groupe d'habitant·e·s ou avec l'appui d'architectes, il soulève des questions cruciales sur l'approche à adopter pour remodeler un lieu en accord avec son histoire et ses ressources locales. Dans ce cadre, la réhabilitation architecturale s'impose comme un levier essentiel pour accompagner les dynamiques de réhabitation. Cette pratique va bien au-delà de la simple restauration fonctionnelle des bâtiments : elle engage une réflexion sur la manière de préserver, adapter et revaloriser le bâti existant, en harmonie avec son contexte et les usages locaux. Cette reconnaissance de la réhabilitation comme un enjeu central se reflète dans des initiatives récentes, notamment une proposition[7] visant à inscrire la réhabilitation en tant qu'acte architectural d'intérêt public dans la loi de 1977 sur l'Architecture, afin d'adapter cette dernière aux défis actuels.

Cette pratique de la réhabilitation trouve une application concrète dans la création d'espaces communs, qui naissent fréquemment d'une opportunité bâtie, comme celle que représentent les espaces vacants en milieu rural. Ces lieux autrefois délaissés offrent un fort potentiel pour imaginer de nouveaux usages collectifs, en phase avec les principes de *réhabitation*. C'est le constat du Collectif Carton Plein à Ambert, qui a exploré le potentiel de plusieurs espaces vacants pour devenir des points d'ancrage de projets collectifs. Leur recherche dépasse la simple restauration architecturale ou fonctionnelle : elle cherche à redonner à ces espaces une dimension sociale et écologique, pour en faire des lieux vivants où la *réhabitation* s'opère comme un vecteur de liens, d'échanges et de renouveau collectif.

---

1. Snyder, Gary, *Le Sens des lieux : Éthique, esthétique et bassins-versants*, traduit de l'anglais par Christophe Roncato Tounsi, Marseille, Wildproject, 2018, p.195
2. Ibid, p.198
3. Extrait de Peter Berg & Raymond Dasmann, *Réhabiter la californie*, 1978 au sein de l'ouvrage : Schaffner, Marin, Rollot, Mathias, et Guerroué, François (Éds.), *Les Veines de la Terre : Une anthologie des bassins-versants*, Marseille, Wildproject, 2021, p.80
4. Ibid, p.82
5. Snyder, Gary, *Le Sens des lieux : Éthique, esthétique et bassins-versants*, traduit de l'anglais par Christophe Roncato Tounsi, Marseille, Wildproject, 2018, p.195
6. Extrait de Peter Berg, *Apprendre à se lier à un lieu-de-vie* dans l'ouvrage : Duhem, Ludovic, et Pereira de Moura, Richard, *Design des territoires - L'enseignement de la Biorégion*, Paris, Etérotopia Editions, 2021, p.29
7. Voir la pétition *Pour l'inscription de la réhabilitation dans la loi de 1977 sur l'Architecture* : https://www.change.org/p/pour-l-inscription-de-la-r%C3%A9habilitation-dans-la-loi-de-1977-sur-l-architecture?redirect_reason=guest_user

Vacances collectives* recherche

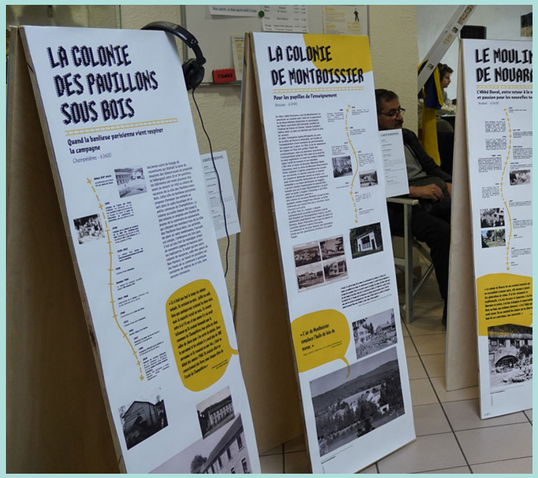
Explorer le potentiel du patrimoine vacant

Recherche action « La Grande Echelle »

Le Collectif Carton Plein a lancé une vaste recherche-action nommée *La Grande Échelle* autour des bâtiments vacants - notamment d'anciennes colonies de vacances, des bâtiments publics ou privés abandonnés, ou d'anciens équipements hospitaliers ou éducatifs - dans la région d'Ambert. Ces lieux ont souvent une histoire forte et représentent une richesse patrimoniale pour les territoires. Cependant, en raison des coûts élevés de réhabilitation et du manque de porteur·euse·s de projets, ils restent souvent inutilisés ou sous-exploités. Le collectif cherche donc à comprendre les freins à leur réhabilitation et à identifier des solutions pour réactiver ces espaces en lien avec les habitant·e·s et les collectivités.

Dans le cadre de *La Grande Échelle*, Carton Plein a travaillé à dresser un inventaire des bâtiments vacants et à explorer leur potentiel pour accueillir des projets d'intérêt collectif. Ce processus implique de reconnecter les habitant·e·s avec ces lieux, souvent perçus comme des vestiges d'un passé révolu et de comprendre quels nouveaux usages ils pourraient soutenir : des espaces communs, des lieux d'accueil, des centres culturels, ou des commerces locaux. Carton Plein met aussi un point d'honneur à explorer la dimension sociale de ces bâtiments, en recueillant des témoignages des ancien·ne·s usager·ère·s pour alimenter la mémoire collective et en proposant des usages qui répondent aux besoins actuels des communautés locales.

Le collectif travaille en partenariat avec des institutions comme le PNR (Parc Naturel Régional), afin d'inclure les élu·e·s locaux dans les discussions sur la réhabilitation. L'équipe organise des visites de bâtiments pour les élu·e·s et les porteur·euse·s de projets potentiels, afin de créer des dynamiques de coopération à l'échelle locale et de sensibiliser aux enjeux liés à ces bâtiments vacants.













Village Vivant : une coopérative immobilière rurale et solidaire

Parmi les participant·e·s à l'événement Vacances Collectives*, Village Vivant était présent pour exposer son rôle de coopérative immobilière rurale et solidaire, agissant comme un levier face aux défis liés à l'acquisition foncière par des collectifs ou associations relevant de l'économie sociale et solidaire (ESS).

Village Vivant se positionne comme une coopérative dédiée à la réhabilitation de bâtiments vacants en milieu rural, afin d'y implanter des activités relevant de l'ESS. En six ans, elle a réalisé 21 opérations, avec pour ambition de revitaliser les territoires désertifiés et de renforcer le lien social. Ce modèle repose en grande partie sur des levées de fonds citoyennes, mobilisant directement les habitant·e·s pour financer les projets.

La coopérative intervient uniquement à la demande de collectifs locaux, composés d'au moins deux personnes, ayant déjà repéré un bâtiment vacant ou abandonné à réhabiliter. Une fois ce bâtiment identifié, Village Vivant accompagne les démarches de rachat et de réhabilitation.

---

* Le titre « *Vacances Collectives* » fait référence à l'événement organisé par Rural Combo à La Perm' durant la Session Immersive à laquelle nous avons participé, sur la thématique de la vacance architecturale en milieu rural.
1. Pour plus d'information sur la coopérative, consulter leur site : https://villagesvivants.com/

Les photos de la recherche-action *La Grande Echelle* ci-contre sont extraites de l'Instagram de Carton Plein : https://www.instagram.com/cartonpleincarton

Design écosocial et pensée biorégionale

L'architecture, une discipline en crise

Dans son article « *Quelle architecture pour le monde qui vient ?* »[1], Mathias Rollot interroge l'avenir du métier d'architecte et remet en question la pertinence de l'architecture dans un monde de plus en plus dominé par les technologies et l'ingénierie. Il dépeint une situation où la figure de l'architecte traditionnelle, autrefois garante de savoirs monumentaux, se trouve reléguée à l'obsolescence, remplacée par des solutions technocratiques et économiques dictées par les logiques de marché. Face à cette crise profonde, Mathias Rollot appelle à une véritable métamorphose de la discipline, afin qu'elle devienne un outil de résistance contre les dynamiques extractivistes de la société actuelle. Il plaide pour une architecture lente, ancrée dans les territoires et en phase avec les besoins des écosystèmes et des vivants, comme le propose le *design écosocial*.

Pour une pratique située et un ménagement des territoires

Le design écosocial adopte une approche résolument située, qui va au-delà de l'organisation fonctionnelle des espaces pour établir une relation dynamique entre les designers et les habitant·e·s. Ce processus repose sur ce que Ludovic Duhem appelle un « *couplage des territorialités* »[2], où la territorialité du designer, souvent déterritorialisée par sa posture professionnelle, se reterritorialise au contact des pratiques et de l'expérience des habitant·e·s. Chaque *situation* ne se limite donc pas à un lieu abstrait ou géographique, mais se construit à travers des interactions concrètes entre les parties prenantes du projet et leur environnement. Cette dynamique permet de révéler le potentiel des lieux, en tenant compte des flux, des limites et des structures qui façonnent la vie locale.

C'est dans ce cadre que le concept de « *ménagement des territoires* »[3] prend toute son importance. Contrairement à l'aménagement conventionnel, souvent imposé de l'extérieur, le ménagement des territoires implique une approche prudente et réfléchie, qui respecte la complexité du lieu. Il ne s'agit pas de programmer un espace selon une logique purement fonctionnelle ou administrative, mais de soigner et préserver ce territoire, en réinscrivant chaque intervention dans une vision à long terme, en harmonie avec le contexte écologique et social du lieu. Cette démarche incarne une forme d'engagement écosocial, où le territoire devient un espace de vie partagé, enrichi par l'expérience individuelle et collective des habitant·e·s.

Parmi les initiatives porteuses de transformation, Élisabeth Taudière a mis en lumière lors des Rencontres internationales du biorégionalisme les programmes portés par *Territoires Pionniers* (anciennement la Maison de l'architecture de Normandie)[4], une structure dédiée au développement de projets expérimentaux d'architecture et d'urbanisme, avec pour mission d'accompagner les mutations territoriales, notamment en milieu rural. Depuis plusieurs années, cet établissement mène des résidences et expérimentations sur différents territoires normands, insufflant une nouvelle dynamique à des espaces en déclin. La directrice a souligné que ce type d'initiative ouvre une voie stimulante pour réinventer la discipline architecturale, faisant de l'architecture bien plus qu'un simple exercice de maîtrise d'œuvre : un véritable catalyseur de projets collectifs et un moteur de transformation territoriale.

Questionner les processus et le rôle de l'architecte

Le concept d'incrémentalisme, tel que proposé par Lucien Kroll[5], joue un rôle clé dans l'approche écosociale. Contrairement aux méthodes de planification rigides qui cherchent à tout prédéterminer, l'incrémentalisme prône une évolution progressive et adaptable du projet, où chaque étape est ajustée en fonction des retours d'expérience et des événements imprévus. Kroll décrit cette méthode comme un processus « *darwinien* », qui, à l'image de la nature, progresse par essais et erreurs. Cette approche permet ainsi une participation continue des habitant·e·s et une réévaluation constante des choix en fonction des besoins locaux et des spécificités du lieu.

Par ailleurs, le design écosocial s'inscrit dans une critique des « professions mutilantes » d'Ivan Illich[6], qui dénonce la manière dont certaines professions, notamment l'architecture et l'urbanisme, tendent à déconnecter les praticien·ne·s des réalités sociales et écologiques du terrain. Le design écosocial propose de dépasser ce constat en valorisant une approche immersive et partagée du territoire. Il replace le ou la designer, non pas comme un·e expert·e isolé·e, mais comme un·e acteur·rice au sein d'un collectif, capable d'intégrer les savoirs locaux et les pratiques vernaculaires. Cela permet de repenser la conception du territoire comme une expérience commune, où le processus même de création devient un acte participatif et évolutif, loin des cadres techniques et administratifs qui dominent souvent les pratiques actuelles.

La notion de design écosocial permet d'envisager la réhabitation dans une perspective qui prend en compte à la fois les interactions humaines et environnementales, tout en proposant des solutions concrètes pour habiter un espace en phase avec ses caractéristiques naturelles et sociales. La réhabitation ne consiste pas uniquement à réparer un lieu, mais à réactiver un espace, en recréant des liens entre les habitant·e·s, les écosystèmes et les ressources locales.

Envisagée sous un angle écosocial, la réhabitation devient ainsi un acte collectif et ancré, où les pratiques de transmission et de restauration permettent de redonner vie et sens aux lieux que nous habitons. Le dossier suivant, consacré à Tom Hébrard, explore cette approche en montrant comment ce designer conçoit les espaces et ses outils en lien étroit avec son environnement.

---

1. Rollot, Mathias, *Quelle architecture pour le monde qui vient ? Révéler, Cultiver, Réhabiter*, 2021. Disponible sur : https://hal.science/hal-03543222v1
2. Duhem, Ludovic, et Pereira de Moura, Richard. Design des territoires - L'enseignement de la Biorégion, Paris, Etérotopia Editions, 2021, p.12
3. Ibid, p.22
4. Voir leur site internet : https://territoirespionniers.fr/maison-architecture-normandie/
5. Duhem, Ludovic, et Pereira de Moura, Richard. Design des territoires - L'enseignement de la Biorégion, Paris, Etérotopia Editions, 2021, p.89
6. Ibid, p.86. Ivan Illich évoque le concept de « professions mutilantes » dans son livre *Némésis médicale : l'expropriation de la santé* publié en 1975. Bien que ce terme soit principalement développé dans le contexte de la critique des professions médicales, Illich l'applique aussi de manière plus générale à d'autres professions institutionnalisées, notamment celles qui, selon lui, dépossèdent les individus de leur autonomie et de leurs savoirs locaux. Il critique ainsi des professions qui, en se bureaucratisant et en se technicisant, en viennent à «mutiler» les capacités naturelles des individus à prendre en charge des aspects de leur propre vie, comme la santé, l'habitat ou l'éducation.

Tom Hébrard

rencontre

Politiser le design



Tom Hébrard est impliqué dans l'univers des fablabs et de la technocritique depuis plus de dix ans, explorant des pratiques de réemploi et de mutualisation des ressources d'abord dans un contexte urbain. Il a collaboré avec Villette Makerz à Paris sur des projets de réemploi, contribuant à la structuration d'un écosystème local axé sur les pratiques circulaires.

Pour Tom, un fablab va bien au-delà de la fabrication d'objets : il s'agit avant tout d'un espace de mise en relation d'enjeux techniques et sociaux, où se rejoignent les questions de design, d'écologie et de collaboration locale. Formé à Olivier de Serres et à l'École Boulle, Tom déplore que les alliances en design se limitent souvent à l'ingénierie ou à l'entrepreneuriat. Il aspire à développer une approche plus complète, intégrant des dimensions sociales et politiques.

Le fablab mobile : un outil de design territorial adaptable

Sa rencontre avec Samuel Chabré, puis Françoise et François Chabré (co-fondateur·rice·s du Tiers-lieux Paysan de la Martinière), l'amène à élargir sa perspective, en expérimentant avec un fablab mobile capable de s'adapter aux besoins de différents lieux. Tom s'inspire des logiques de web sémantique (où des mots-clés rassemblent les participant·e·s selon leurs intérêts) pour faciliter la création de « *communautés d'intérêts* » autour de projets en agriculture, habitat ou mobilité. Il propose un fablab mobile, constitué de tables roulantes et d'outils transportables, qu'il peut installer dans différents lieux pour répondre à des besoins concrets. Sa vision d'un « design d'écosystème territorial » repose sur la collaboration entre des centres de formation, des associations et des collectivités locales. Ensemble, ils travaillent sur des projets tels que la rénovation écologique et la mise en réseau des partenaires locaux.

Se définissant comme un « *opérateur de traduction* », Tom facilite la coopération entre différentes structures, en veillant à ce que les enjeux et les langages techniques soient compris de toutes et tous. À travers les fablabs, il cherche à développer des « *filières émergentes* » dans les pratiques écologiques, par exemple en construction terre-paille ou en méthanisation low-tech, pour proposer des solutions adaptées aux réalités locales, plutôt que des modèles industriels standardisés. Son approche technocritique réinterroge systématiquement les choix techniques, afin de privilégier des pratiques durables et cohérentes avec les spécificités des territoires.

Son implication au Tiers-lieux de La Martinière est aussi un engagement politique : Tom voit dans cette dynamique de coopération un moyen d'explorer des voies nouvelles de transmission. Sa thèse, consacrée à l'éducation et à la culture politique dans le design, s'inscrit dans cette réflexion, soulignant l'indissociabilité de ces dimensions. En travaillant sur ces projets, Tom Hébrard contribue à construire des ponts entre le monde urbain et rural, tout en offrant aux partenaires locaux des outils pour une action collective.

Focus sur la Cabane Martinette

Au cours de la Session Immersive au Tiers-Lieu Paysan de la Martinière, nous avons eu l'occasion de participer à la pose d'un bardage intérieur dans la Cabane Martinette[1], destinée à de l'hébergement collectif temporaire. Reposant sur les arceaux d'une ancienne serre agricole, elle est construite avec des matériaux locaux (bois de la forêt familiale, toile de montgolfière réemployée, isolant en sciure de bois). Conçue collectivement, elle a rassemblé une cinquantaine de professionnel·le·s (designer·euse·s, architectes, agronomes) tout au long des différentes étapes de sa création, notamment lors des phases de conceptions et de chartiers participatifs.

Françoise Chabré nous a confié avoir particulièrement apprécié l'approche de l'architecte Olivia Lockhart dans l'encadrement du chantier participatif, intégrant des temps d'éveil corporel, des jeux sociocoopératifs et des moments d'échange. Ces pratiques, qui rompent avec les méthodes conventionnelles dans un univers souvent marqué par des stéréotypes de genre, montrent qu'il est possible d'aborder le chantier autrement, en plaçant le soin au centre du processus.



1. Pour plus d'informations sur ce projet, consulter le site internet de Tom Hébrard et la plaquette de documentation du projet réalisée par Olivia Lockhart.

Permanence territoriale

outil

La création de communs dans le Puy-de-Dôme avec Rural Combo

Un ancrage territorial durable par la permanence territoriale

Depuis 2019, Rural Combo est ancré dans le territoire du Puy-de-Dôme, œuvrant sur une constellation de projets dans un périmètre géographique restreint. L'association met en œuvre une véritable *permanence territoriale* qui va plus loin que la permanence architecturale. Leur approche ne se limite pas à la durée d'un chantier ou d'un projet unique, mais s'étend sur le long terme, permettant une compréhension fine des dynamiques locales et une implication continue des habitant·e·s. Leur présence prolongée favorise la co-construction avec les partenaires locaux et renforce la capacité du territoire à gérer ses propres ressources et projets collectifs.

Rural Combo adopte une approche collaborative et participative, visant à transférer le pouvoir des expert·e·s et des institutions vers les habitant·e·s. L'association, composée de professionnel·le·s varié·e·s (architectes, urbanistes, paysagistes, etc.), met l'accent sur la valorisation des savoirs locaux et implique les communautés dans la co-construction de projets sur mesure. Elle privilégie des solutions adaptées aux spécificités des territoires, tout en cherchant à faire émerger des communs gérés collectivement. Leur démarche, clairement politique, vise à renforcer l'autonomie des habitant·e·s et à promouvoir une gestion équitable des ressources locales.

Programmation ouverte et permanence architecturale

La permanence architecturale est un outil clé utilisé par Rural Combo pour transformer les territoires. Elle consiste à maintenir une présence continue des architectes et urbanistes sur le terrain tout au long du projet, permettant un dialogue constant avec les habitant·e·s et une adaptation en temps réel aux besoins exprimés. Cette approche favorise l'implication active des habitant·e·s à chaque étape, transformant les projets en processus collaboratifs. La permanence permet également d'expérimenter et d'ajuster les solutions au fil du temps, créant ainsi des projets sur-mesure, mieux appropriés par la communauté. La programmation ouverte, quant à elle, est une méthode complémentaire qui consiste à ne pas figer dès le départ les fonctions ou les usages d'un lieu. Elle laisse place à l'évolution des besoins et des aspirations des habitant·e·s, qui participent activement à la définition des usages des espaces au fur et à mesure de leur appropriation. Cette flexibilité permet de créer des espaces vivants et multifonctionnels, constamment ajustés en fonction des dynamiques locales.

Accompagner l'émergence des communs

L'objectif principal de Rural Combo est de favoriser l'émergence des communs, c'est-à-dire des ressources (matérielles ou immatérielles) gérées collectivement par des usager·ère·s via une gouvernance partagée. Cela repose sur la co-construction avec les habitant·e·s, qui sont pleinement impliqué·e·s dans la création et la gestion de ces espaces. Rural Combo valorise la réhabilitation du patrimoine existant pour créer ces communs, offrant ainsi une alternative aux modèles publics et privés. Un exemple emblématique de cette démarche est le triptyque de projets que Rural Combo a mis en place dans le Puy-de-Dôme présenté ci-contre, qui illustre parfaitement l'articulation entre permanence architecturale et création de communs. Le projet de La Perm' à Billom, développé dans le dossier qui suit, illustre comment une réhabi(li)tation ancrée dans la philosophie du design écosocial repose sur un processus continu, dont l'aboutissement dépend également de la convergence d'un contexte politique et humain favorable.

RURAL COMBO SUR LE TERRITOIRE, DES ACTIONS EN RÉSEAU



La Perm' à Billom : l'ancien collège de Billom a été transformé en espace multifonctionnel grâce à une programmation ouverte. Ce lieu emblématique, géré collectivement, propose des espaces de travail, de culture et de partage, devenant ainsi un commun où les habitant·e·s peuvent développer leurs activités.

Le Village en Chantier à Pérignat-ès-Allier : ce projet réinvente le bourg de Pérignat-ès-Allier en transformant les espaces publics et bâtiments communaux en extensions directes des habitats. Grâce à une gestion collective et à l'implication des habitant·e·s, le village devient un commun à part entière, favorisant la création de liens sociaux forts et une meilleure appropriation de l'espace public.

L'Écopôle du Val d'Allier : cette ancienne carrière industrielle a été reconvertie en espace naturel préservé, mettant en valeur les ressources naturelles du site tout en impliquant les habitant·e·s dans sa gestion. L'Écopôle devient ainsi un commun environnemental, renforçant le lien entre les habitant·e·s et leur environnement.

Illustration réalisée par Rural Combo et extraite de la plaquette : Rural Combo et La Preuve par 7, *La permanence architecturale comme outil pour (A) ménager des communs en bourg rural*, 2023. Disponible sur : https://lecoleduterrain.fr/

Jacques Fournier

témoignage

Aux origines d'un projet expérimental

La commune de Billom, sous l'impulsion de l'élu Jacques Fournier, incarne un modèle de volonté politique déterminée à faciliter l'expérimentation architecturale et urbaine, en s'engageant dans des démarches comme celles portées par Rural Combo et La Preuve par 7. Cet entretien avec Jacques Fournier met en évidence la clairvoyance dont la commune de Billom a fait preuve tout au long du processus de réouverture de l'ancien collège.

La réouverture d'un lieu abandonné comme un acte politique

L'une des décisions majeures prises par la municipalité de Billom a été la réouverture de l'ancien collège Jésuite classé au titre des monuments historiques de 7 500 m^2, à l'abandon depuis 25 ans. Selon Jacques Fournier, cette décision a été prise malgré l'absence de projet précis au départ, ce qui témoigne d'une volonté politique de réinvestir les lieux publics en vue de leur redonner une fonction utile pour la communauté. Ce dernier explique que ce choix « *politique a priori* » a été guidé par la reconnaissance de la valeur symbolique et pratique de cet espace pour les habitant·e·s. La municipalité a fait le pari que, grâce à une approche collaborative et à des partenaires comme Rural Combo, des usages collectifs émergeraient, fondés sur une co-construction avec les habitant·e·s et les acteur·rice·s locaux·ales.

Une collaboration avec des partenaires externes pour soutenir l'expérimentation

Une première étude de préprogrammation, pilotée par le Grand Clermont, estimait le coût de réhabilitation de l'ancien collège à plus de 25 millions d'euros. Au lieu de se projeter dans une réhabilitation complète à long terme, la priorité pour la ville était de redonner vie à ce « *paquebot rouillé* » en plein cœur du bourg. Lors de sa visite à Pérignat dans le cadre de La Preuve par 7, Patrick Bouchain s'est également rendu sur le site de l'ancien collège et a décidé de l'intégrer au programme expérimental. L'objectif principal : remettre le bâtiment hors d'eau, hors d'air, et, comme plaisantait l'équipe, « *hors pigeons* ».

Début 2019, la commune de Billom a lancé un appel d'offre pour une mission d'animation dédiée à la réappropriation et à la mise en usage de l'ancien collège, une mission remportée par Rural Combo, largement financée par les fonds LEADER du Parc Naturel Régional Livradois-Forez. En 2023, un nouvel appel d'offre a été lancé pour une seconde mission, cette fois axée sur l'accompagnement architectural, en lien avec les travaux de gros œuvre et une réflexion menée avec la conservation régionale des Monuments Historiques. Ce second projet est financé à 50 % par le programme Petite Ville de Demain et à 20 % par le Commissariat du Massif Central.

L'autodétermination comme mantra

La collaboration entre la municipalité, La Preuve par 7 et Rural Combo a instauré une permanence architecturale et une programmation ouverte, permettant aux projets de s'adapter aux besoins locaux et aux initiatives émergentes. La Perm' - l'association créée en 2021 regroupant les résident·e·s actuel·le·s de l'ancien collège, qui assure progressivement et de manière de plus en plus autonome la gestion du lieu - bénéficie d'une grande liberté pour gérer les usages du lieu, dans le respect de principes essentiels, comme l'exclusion d'activités contraires aux « *valeurs républicaines* ». Ce modèle de gouvernance partagée permet aux habitant·e·s de s'impliquer activement dans la gestion et l'évolution du site.

L'approche de la municipalité repose sur une confiance accordée aux partenaires, favorisant l'autodétermination des projets, sans imposer de vision institutionnelle figée. La municipalité, bien qu'en retrait, reste en soutien pour garantir que cette autodétermination ne débouche pas sur un blocage et garde la possibilité d'intervenir si nécessaire pour réajuster la gestion du lieu.

Une gestion ouverte et flexible

L'un des aspects remarquables de l'approche adoptée à Billom est sa capacité à gérer des projets complexes de manière flexible. Jacques Fournier souligne que la municipalité a proposé l'installation d'une école de musique dans l'ancien collège, répondant ainsi à une demande ancienne de la commune. Cependant, cette initiative n'a pas été imposée de manière directive : la décision finale a été laissée aux collectifs qui peuvent s'approprier la proposition selon leur propre processus décisionnel. Le défi pour La Perm' réside dans sa capacité à intégrer ce projet tout en préservant son modèle d'autodétermination et de gouvernance participative. Il s'agit de déterminer si elle peut accueillir un établissement aussi structuré qu'une école de musique, tout en maintenant son processus décisionnel fondé sur le consensus. Cela nécessite une gouvernance partagée solide ainsi que des formations régulières pour éviter les blocages et garantir la pérennité du projet.

Un soutien politique à long terme

Jacques Fournier rappelle que la commune a dû mobiliser des financements importants pour soutenir la réhabilitation du collège, avec un budget d'investissement conséquent - environ 300 000 de travaux d'urgences puis 1,2 millions de travaux de rénovation - financés principalement par des subventions de la DRAC à hauteur de 70 %. Cet investissement traduit l'importance que la municipalité accorde à cette expérimentation architecturale, non pas comme des projets ponctuels, mais comme des leviers de revitalisation territoriale à long terme. La stratégie de la municipalité est de ne pas se reposer sur des subventions publiques à court terme pour le fonctionnement des lieux, mais de chercher des modèles de gestion plus autonomes, capables de fonctionner sans une dépendance excessive aux financements externes. En adoptant cette approche, Billom s'assure que ce projet devienne viable sur le long terme, tant sur le plan économique que social.

Les défis de l'expérimentation

Un des enjeux majeurs, comme le souligne Jacques Fournier, est que le projet demeure flou et difficile à appréhender pour une partie des habitant·e·s. Malgré les décisions significatives prises par la municipalité pour soutenir cette expérimentation, une confusion persiste autour de la nature et des répercussions concrètes de cette démarche, notamment au sein de la population locale. L'élu reconnaît que « *ça serait plus simple si le bâtiment avait une fonction* », admettant ainsi que le projet, parfois perçu comme complexe, peut sembler difficilement intelligible pour les habitant·e·s.

Concernant la pérennité du projet après la convention d'occupation temporaire, la réflexion actuelle porte sur la mise en place d'une convention à plus long terme, voire d'un bail pour protéger le projet des changements politiques à venir. Toutefois, même avec une convention de plus longue durée, il demeure possible qu'une future municipalité choisisse de rompre l'accord. Le projet devra donc rassurer les élu·e·s en garantissant une gouvernance solide, une viabilité économique et une bonne intégration au tissu local ; tout en veillant à préserver l'autodétermination qui le caractérise et contribue à en faire un modèle inspirant.

La Perm’

arrêt sur images

du 12 au 14 juin 2024

























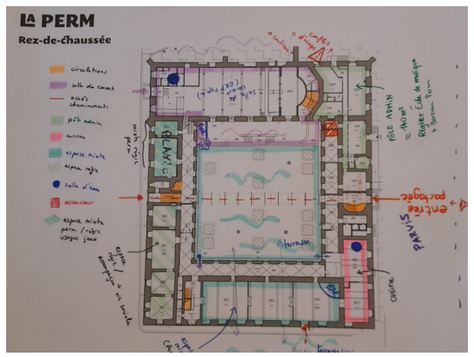
















Cultiver les singularités

CONCEPT | Valoriser la culture locale, défendre les droits culturels
RENCONTRE | Paulin Courtial, la voix militante de l’occitan
CONCEPT | Favoriser l’autonomie économique et productive
PROJET | Relocalisation d’activités et d’emplois à La Soulane
ARRÊT SUR IMAGES | La Soulane
OUTIL | Économie contributive : il pleut des clous à La Perm’ !



Valoriser la culture locale, défendre les droits culturels

Préserver les savoirs locaux face à l'uniformisation culturelle

Pour parler d'ancrage culturel sous le prisme du biorégionalisme, il me semble pertinent de s'attarder sur les travaux du poète, militant et anarchiste Gary Snyder. Fervent défenseur de la pratique sauvage et de l'enracinement spirituel[1], il puise son inspiration dans le bouddhisme tout en questionnant ses limites. Son retour du Japon s'accompagne d'une réflexion sur les insuffisances du bouddhisme institutionnel[2], qu'il perçoit souvent déconnecté des enjeux sociaux qui lui tiennent à cœur, notamment ceux liés à l'anarchisme et au mouvement ouvrier. Pour Gary Snyder, un engagement authentique exige de relier la quête spirituelle à une revendication plus vaste, où se rencontrent conscience écologique, justice sociale et respect des diversités culturelles.

Dans *Le Sens des lieux*[3], Gary Snyder propose une défense écologique et culturelle ancrée dans le biorégionalisme, qui valorise la reconnexion aux écosystèmes locaux mais aussi la sauvegarde des cultures et des savoirs traditionnels des communautés. Selon lui, le biorégionalisme implique une résistance aux forces centralisatrices qui tendent à effacer les identités culturelles distinctes, devant se fonder sur la redécouverte des formes de vie locales en tant que voies d'avenir pour des sociétés en quête de continuité et de renouvellement. Ce processus nécessite une réappropriation des pratiques culturelles enracinées, des mythes, contes et récits qui incarnent les valeurs des communautés et assurent un lien vital avec la nature. En cela, l'ethnopoétique - cette étude des expressions poétiques et orales des cultures traditionnelles, comme le décrit Snyder [4] - est une dimension cruciale du biorégionalisme. Elle favorise la transmission des perceptions du monde propres aux populations ancrées dans leurs territoires et permet de réhabiliter ces savoirs comme des ressources essentielles pour envisager de nouvelles perspectives.

Après avoir longuement étudié les modes de vie et les savoirs des peuples autochtones amérindiens, Gary Snyder formule une critique du colonialisme et de ses effets destructeurs sur les cultures locales. Il voit dans les pratiques coloniales et l'expansion économique moderne une tendance à effacer les identités culturelles distinctes en imposant des valeurs hégémoniques, souvent déconnectées des environnements naturels. Cette pression des sociétés dominantes, selon lui, mène à la disparition progressive des modes de vie autrefois en harmonie avec la nature et les territoires.

Pour dénoncer ce processus, l'auteur emploie le terme de « *génocide culturel* » [5] qui désigne à la fois la disparition physique des peuples mais aussi celle de leurs cultures, sous l'influence de modèles économiques axés sur la croissance et l'accumulation. En imposant ces modèles, les sociétés dominantes affaiblissent la diversité culturelle, homogénéisant les pratiques et mettant ainsi en péril les écosystèmes culturels. Pour Gary Snyder, la défense des cultures locales est indissociable de la protection de la planète : chaque culture, profondément enracinée dans son territoire, contribue à l'équilibre du vivant. Dans cette optique, son analyse du biorégionalisme et de la préservation culturelle fait écho aux droits culturels, soulignant l'importance de sauvegarder les savoirs locaux face aux pressions uniformisantes.

Les droits culturels : un cadre essentiel pour repenser l'expression culturelle comme un droit fondamental

Les droits culturels, tels qu'inscrits dans la Déclaration universelle des droits de l'Homme de 1948 et intégrés dans la loi NOTRe (loi portant sur la nouvelle organisation territoriale de la République) en 2015, rejoignent cette vision en reconnaissant chaque individu et chaque communauté comme porteur·euse·s d'une culture légitime et valable. Comme le souligne la sociologue Cécile Offroy[6], ces droits incluent bien plus que les arts : ils englobent les langues, les savoirs, les traditions, les modes de vie, les méthodes de production et les croyances. Les droits culturels s'inscrivent dans une vision interdépendante de la culture, où la possibilité d'exercer pleinement les droits culturels d'un individu est directement liée à son accès à d'autres droits essentiels comme l'éducation, le logement et la participation citoyenne. En ce sens, les droits culturels ne sont pas un ensemble de mesures visant à offrir une simple consommation de produits culturels, mais bien un « *changement de paradigme* » qui repose sur la reconnaissance de chaque personne comme actrice de sa culture. Cette vision permet de sortir des logiques élitistes qui définissent ce qui mérite ou non d'être préservé, pour faire place à une conception plus démocratique de la culture, où les initiatives de terrain et les expressions populaires sont également valorisées.

Le philosophe Luc Carton, dans un entretien réalisé par Julia Lemery[7], soulève une question fondamentale sur la manière dont les institutions peuvent soutenir cette diversité sans tomber dans une logique d'imposition culturelle. Il insiste sur l'importance d'une « *analyse partagée du territoire* », qui vise à engager les individus dans une exploration collective de leurs expériences et de leurs aspirations. Selon lui, cette démarche doit se détacher d'une logique consumériste ou prescriptive de la culture, en permettant aux personnes de s'exprimer sur la manière dont elles voient, vivent et désirent leur territoire. Cela exige une approche pluraliste et démocratique, dans laquelle les centres culturels et les institutions deviennent des lieux d'écoute et de dialogue, plutôt que des prescripteurs de normes. Cette approche, qu'il appelle également « *exploration partagée* », privilégie une démarche où l'on interroge les perceptions, les souffrances et les aspirations des communautés, sans jamais imposer un modèle de culture ou de développement. Luc Carton critique l'approche centrée sur le diagnostic, qui sous-entend une posture de supériorité et d'expertise souvent éloignée des réalités locales. Il appelle plutôt à une démarche inclusive, qui place les individus au cœur des décisions et des choix culturels, tout en tenant compte de leurs vécus et de leurs attentes.

Cette approche éthique, fondée sur la reconnaissance de la pluralité des identités culturelles et des trajectoires individuelles, rejoint la démarche de Gary Snyder, pour qui l'ethnopoétique et la culture locale sont des ressources vivantes et évolutives. Luc Carton nous invite à voir l'action culturelle non pas comme une offre descendante, mais comme un processus participatif et réflexif, une « *boucle procédurale* » dans laquelle l'auto-évaluation et l'exploration partagée du territoire permettent aux communautés d'exprimer leur rapport à la culture de manière authentique.

Des lieux de résistance et d'expérimentation culturelle

Par conséquent, les espaces communs se révèlent être des lieux privilégiés pour incarner cette défense des droits culturels. Ces espaces, mutualisés et autogérés, permettent aux communautés de co-construire leurs pratiques culturelles et de partager leurs savoirs, en dehors des cadres institutionnels. Les espaces communs, qu'ils soient des friches, des tiers-lieux ou des centres communautaires, offrent la possibilité de s'approprier des lieux pour en faire des laboratoires de pratiques culturelles, où l'art, l'artisanat, l'agriculture et même les modes de vie se croisent et se transforment dans un esprit de coopération et de création collective.

Valoriser la culture locale, défendre les droits culturels

En permettant à chacun·e de contribuer activement à la culture locale, les espaces communs réalisent le potentiel des droits culturels, en tant que droits vivants et exercés au quotidien. Ils redéfinissent la notion de culture comme une dynamique évolutive et collective qui valorise la diversité des expressions du vivant. Ils offrent des opportunités d'apprentissage, de transmission et de création qui renforcent les liens sociaux et culturels, tout en invitant chaque individu à participer activement à la préservation et au renouvellement de son environnement culturel et naturel. Les espaces communs ouvrent de nouvelles perspectives pour réinventer les politiques culturelles, mais ces initiatives présentent aussi des défis. L'article *« Les droits culturels en tiers-lieux ? »*[8] met en lumière leur potentiel en tant qu'alternatives aux structures centralisées tout en rappelant qu'une institutionnalisation excessive ou une récupération par les politiques publiques pourrait en affaiblir l'essence. Encadrés par des dispositifs trop rigides ou instrumentalisés, ces lieux risquent de perdre en spontanéité et en autonomie, s'éloignant ainsi de leur vocation première.

En somme, le croisement entre droits culturels et biorégionalisme nous invite à repenser la culture de manière moins centralisée, en favorisant l'expression culturelle à des échelles locales. Même s'ils doivent composer avec des cadres institutionnels susceptibles de limiter leur spontanéité et leur autonomie, les espaces communs rendent possible cette synergie en permettant aux usager·ères de réinventer leurs propres pratiques et d'ancrer leur culture dans des dynamiques locales, en harmonie avec les spécificités de leur territoire. Cette vision est illustrée dans le témoignage de Paulin Courtial qui suit, reflétant avec justesse ce dialogue entre identité culturelle et ancrage territorial.

---

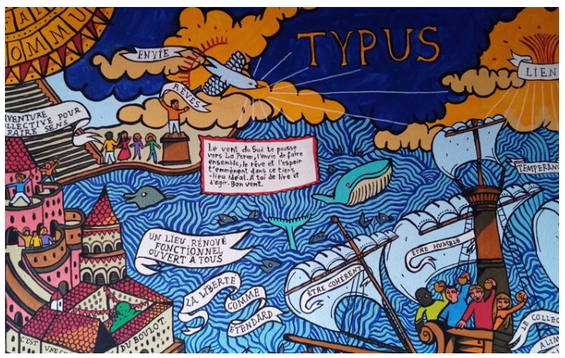
1. Voir les neuf clés pour une nouvelle écologie proposées par l'auteur au sein de l'ouvrage : Snyder, Gary. *La pratique sauvage,* traduit de l'anglais par Olivier Delbard, Paris, Les Éditions du Rocher, 1999, 240p.
2. D'après Kenneth White dans son ouvrage *Gary Snyder : Biographie poétique*, Marseille, Wildproject, 2021, p.52
3. Pour plus d'informations sur le livre *Le Sens des lieux* de Gary Snyder, voir la fiche de lecture consacrée à cet ouvrage, réalisée dans le cadre du travail éditorial demandé pour le DU (disponible sur le Drive).
4. Voir le chapitre « Politique de l'ethnopoétique » dans : Snyder, Gary, *Le Sens des lieux : Éthique, esthétique et bassins-versants*, traduit de l'anglais par Christophe Roncato Tounsi, Marseille, Wildproject, p.137
5 : Ibid, p.141
6 : Offroy, Cécile, *Les droits culturels en tiers-lieux ?*, Observatoire des tiers-lieux, 27 janvier 2023. Disponible sur : https://observatoire.francetierslieux.fr/les-droits-culturels-en-lieux/
7 : Lemery, Julia, *Écrire d'autres politiques culturelles, un entretien de Luc Carton* dans la revue Espaces Communs n°0, 2024, Alternatives enfin, devenir normes ? Disponible sur : https://www.espaces-communs.com/revue
8 : Offroy, Cécile, *Les droits culturels en tiers-lieux ?*, Observatoire des tiers-lieux, 27 janvier 2023. Disponible sur : https://observatoire.francetierslieux.fr/les-droits-culturels-en-lieux/









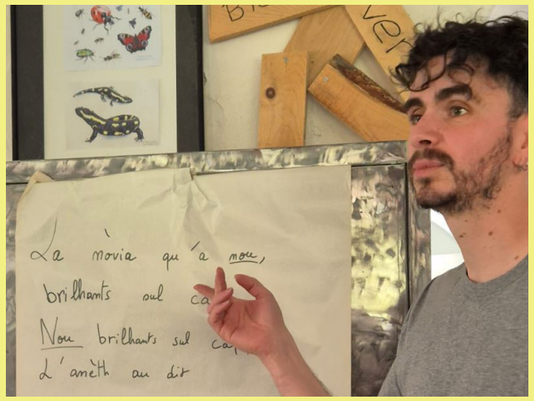


Typus Collectivus, peinture sur toile réalisée par l'artiste clermontoise Elsa Lacotte et exposée en permanence à La Perm' à Billom. Inspirée à la fois du projet de La Perm' et du tableau *Typus Religionis* qu'elle abrite, cette création commandée par Rural Combo se veut une allégorie de la rénovation et de la construction collective du projet. Les quatre vignettes détaillées ci-contre proviennent du site internet de l'artiste : https://elzalacotte.wordpress.com/

Paulin Courtial

rencontre

La voix militante de l'occitan



Paulin, artiste engagé et bercé par la langue occitane transmise par son père, met en musique cet héritage pour en faire un vecteur de résistance culturelle. Co-fondateur du studio d'enregistrement Hetaman à La Soulane, il se consacre à la création musicale en occitan. Ce choix est à la fois personnel et politique, visant à revitaliser une langue et un patrimoine menacés, tout en renouant avec les racines locales et les savoirs régionaux.

Chanter en occitan : un acte de résistance culturelle

Pour Paulin, chanter en occitan n'est pas qu'un choix artistique : c'est une manière de résister à l'uniformisation linguistique qui sévit depuis des décennies. L'occitan, cette langue qui s'étend de Bordeaux à Nice, devient, dans sa musique, un moyen de préserver un lien avec les racines et l'histoire locale. « *Chanter en occitan, c'est interpeller, susciter la curiosité d'un public qui souvent ne comprend pas la langue* », explique Paulin. Selon lui, cet usage délibéré de l'occitan invite à questionner le processus d'effacement culturel que subissent les langues régionales en France. En réintégrant l'occitan dans des formes de musique contemporaine, Paulin montre que cette langue n'est pas figée dans le passé, mais qu'elle est au contraire capable d'exprimer des émotions et des idées contemporaines.

« La Soulane » : une mémoire vivante du territoire

Au cours de son Atelier Chant, Paulin nous livre la signficiation originelle de la « *La Soulane* » : un versant de montagne exposé au sud. Pour lui, la toponymie, ou la science des noms de lieux, constitue une « *carte linguistique* » du territoire, où chaque nom porte une mémoire de l'environnement naturel et des caractéristiques locales. Dans cette optique, « *La Soulane* » devient un symbole d'ancrage et de réappropriation, permettant aux habitant·e·s de renouer avec la géographie locale.

L'artiste souligne combien cette mémoire toponymique a été affaiblie par la centralisation linguistique française, qui a imposé le français comme unique langue officielle, coupant les liens historiques et linguistiques qui reliaient les gens à leurs territoires. Pour lui, cet effacement représente une perte de sens et de savoir, privant les territoires de leur identité. Conserver ces noms et les faire vivre à travers la musique devient alors une manière de renouer avec l'histoire et la géographie locale.

Des chansons enracinées dans des lieux symboliques

Avec son groupe CXK[1] (composé de Dimitri Kogane à la batterie et de Paulin Courtial au chant), leurs clips se déroulent souvent dans des lieux symboliques tels que des mines abandonnées ou des espaces en friche, cherchant à ancrer leur musique dans des paysages caractéristiques des Pyrénées. Ces choix esthétiques et géographiques reflètent leur volonté de renouer avec une culture locale enracinée dans le territoire.

Paulin adapte parfois des chansons traditionnelles, les transformant sans les figer, pour les garder vivantes et en faire des créations accessibles. Il refuse que la musique occitane soit reléguée à une curiosité de musée, estimant qu'elle doit évoluer pour continuer à transmettre ses valeurs. « *Nous travaillons à partir de la tradition, mais avec la conviction que celle-ci doit vivre et se transformer* », précise-t-il.

Réaffirmer une biodiversité linguistique et culturelle

Dans sa démarche, Paulin fait le choix de ne pas traduire ses chansons en français. Lorsqu'il sous-titre ses clips, il opte pour l'anglais, avec l'intention de toucher une audience internationale sans passer par le français. Ce choix de traduction directe vers l'anglais est pour lui une manière de positionner l'occitan sur la scène internationale et de valoriser l'occitan comme une langue universelle, porteuse d'un message actuel et pertinent.

À travers sa musique, Paulin milite pour ce qu'il appelle la « *biodiversité linguistique* », convaincu que chaque langue régionale représente un savoir unique et un lien irremplaçable avec le territoire. En intégrant l'occitan dans ses créations, il cherche à redonner vie à un patrimoine culturel menacé, tout en rappelant que la richesse d'un territoire réside autant dans ses paysages que dans les langues qui les décrivent. Il espère ainsi inspirer une prise de conscience sur l'importance des langues régionales comme éléments vivants de notre histoire commune, capables de résister à l'uniformisation culturelle et de transmettre des savoirs et traditions ancrés dans les territoires.

Chanter en occitan représente donc bien plus qu'un simple choix musical : c'est un engagement profond envers l'histoire, la culture et le territoire. Sa musique invite chacun·e à se reconnecter à son histoire, à préserver la diversité des langues et à (re) découvrir les trésors linguistiques et culturels dont recèle le territoire occitan.

---

1. Voir leur site internet : https://cxk-music.com/

Images tirées du clip de leur titre « *Lo mèrlhe* », tourné à La Soulane et disponible sur YouTube







Favoriser l'autonomie économique et productive

Autonomie, mise en réseau et propriété collective

La lecture de *L'Art d'habiter la Terre* de Kirkpatrick Sale nous montre qu'une économie biorégionale tend vers un principe d'autosuffisance à l'échelle régionale. L'auteur explique que les échanges au sein de la biorégion renforcent l'autonomie collective, favorisant des relations basées sur la coopération et l'entraide[1] plutôt que sur la concurrence. Ces échanges s'étendent au-delà des seules transactions monétaires pour inclure le troc, la mise en commun des biens et l'usage des ressources locales.

En se concentrant sur les capacités locales, la biorégion réduit sa dépendance aux marchés extérieurs, assurant une résilience face aux crises économiques globales. L'économie biorégionale fonctionne à petite échelle, avec une prise de décision décentralisée, ancrée au niveau communautaire. L'auteur défend une approche où chaque communauté, d'environ 1000 à 10 000 habitant·e·s[2] (qui correspond selon lui à « *l'unité politique fondamentale* » où les gens se connaissent et partagent une même perception du territoire), exerce une autonomie politique et économique, adaptée aux spécificités locales. Toutefois, comme le souligne Mathias Rollot[3], il est essentiel de concevoir ces communautés non pas comme isolées, mais comme faisant partie de réseaux interconnectés, où les infrastructures et les échanges permettent une articulation dynamique avec d'autres territoires, y compris à grande échelle. L'autonomie, loin de signifier autarcie, s'appuie sur une continuité d'échanges et de coopérations.

Pour Sale, la propriété collective des ressources est un aspect fondamental de l'économie biorégionale. Il propose, par exemple, la création de « *fiducies foncières communautaires* » (ou organismes fonciers solidaires)[4], où les terres et les ressources sont gérées par la communauté elle-même, permettant un accès équitable et durable à ces biens communs. Parallèlement, des monnaies locales peuvent favoriser les économies locales, permettant de maintenir la richesse dans la région et de répondre aux besoins des habitant·e·s sans recourir à des capitaux extérieurs.

Stabilité et subsistance : un modèle à l'écoute de la nature

Dans sa réflexion, Sale propose un modèle de société biorégionale inspiré du rythme et de la stabilité des écosystèmes naturels, où les processus sont marqués par la régularité et l'ajustement progressif. Pour lui, bien que la nature soit parfois violente et imprévisible, la majorité des écosystèmes évoluent avec une progressivité mesurée. Cette lenteur témoigne d'une sagesse intrinsèque à la nature : elle opère à un rythme réfléchi et durable, où les changements s'inscrivent sur le long terme. Ainsi, «*ce n'est donc pas vers le changement, la nouveauté ou la rapidité qu'une société biorégionale tend, mais plutôt vers la stabilité et l'ajustement, non vers la révolution mais vers l'évolution, pas vers les cataclysmes mais vers le gradualisme* »[5]. L'auteur critique l'obsession des sociétés contemporaines pour la nouveauté et l'innovation, qu'il voit comme des forces déstabilisatrices, contraires aux dynamiques naturelles et porteuses de fragilité pour les structures sociales.

Enfin, Sale propose une vision de la société fondée sur la subsistance[6] et la constance, privilégiant des ajustements mesurés pour préserver l'équilibre global et favoriser la capacité de réparation. En s'inspirant des travaux de l'écologue Howard Odum, Sale revendique un modèle d'abondance locale[7], dans lequel la production est orientée prioritairement vers la satisfaction des besoins essentiels de chaque membre de la communauté. L'objectif n'est donc pas l'accumulation, mais la subsistance de chacun·e· : nourriture, vêtements, logement, outils et emplois deviennent accessibles grâce à une organisation productive ancrée dans les ressources et savoir-faire locaux, permettant ainsi de répondre aux besoins tout en respectant les limites écologiques du territoire. Cette réflexion fait écho à celle des « féministes de la subsistance »[8], dont nous explorerons les thèses plus en profondeur dans la troisième partie de ce travail.

Ancrer la production dans le tissu social et politique

Dans son livre *Quotidien Politique*, Geneviève Pruvost met en exergue une nuance majeure entre le municipalisme libertaire de Murray Bookchin et le biorégionalisme : si les deux partagent l'objectif de décentraliser le pouvoir[9], ils divergent quant à leur approche de la production. En effet, selon Geneviève Pruvost, la grande force du biorégionalisme réside dans sa capacité à relocaliser la production au sein même de l'espace social et politique, une approche qui se distingue de l'« *utopie technicienne* »[10] de Bookchin. En intégrant directement les activités productives à la vie sociale et politique, le biorégionalisme vise à reconnecter chaque habitant·e avec les ressources et processus essentiels à sa subsistance. La production devient alors un acte collectif, où la provenance des matériaux et les méthodes de transformation sont en dialogue constant avec les besoins et les valeurs du territoire.

Ce modèle repose sur l'idée que chaque communauté humaine peut, en s'appuyant sur ses ressources locales, redéfinir les formes de production afin qu'elles contribuent directement à la vie collective et à la préservation de l'environnement. Ce processus de « *reterritorialisation vicinale* »[11] ne se limite pas à produire pour le local, mais vise à intégrer chaque étape de la production dans le tissu social et écologique. Selon la sociologue, cette fusion des dimensions économique, politique et sociale au sein d'un cadre biorégional constitue à la fois un acte de résistance face au capitalisme et une manière de redonner du sens aux actions quotidiennes, en ancrant chaque geste productif dans une logique de subsistance et de pérennité collective.

En somme, le biorégionalisme vise à reconnecter production, territoire et communauté. En privilégiant le travail artisanal et les ressources locales, cette approche renforce la compréhension des cycles de transformation des ressources naturelles et invite à redécouvrir l'origine de chaque élément utilisé, favorisant ainsi une relation plus directe avec le territoire et une cohérence entre les pratiques quotidiennes et les enjeux écologiques de long terme. La proximité entre espaces de production et lieux de vie est au cœur des objectifs de nombreux espaces communs, comme le montre par exemple le dossier suivant dédié au tiers-lieu éco-créatif de La Soulane dans les Pyrénées.

---

1. Sale, Kirkpatrick, *L'Art d'habiter la terre : La vision biorégionale*, traduit de l'anglais par Mathias Rollot et Alice Weil, Marseille, Wildproject, 2020, p.120
2. Ibid, p.137
3. Rollot, Mathias, *Le biorégionalisme américain : Un outil pour repenser nos territoires,* EcoRev, N°47, pp. 85-94, 2018.
4. Sale, Kirkpatrick, *L'Art d'habiter la terre : La vision biorégionale*, traduit de l'anglais par Mathias Rollot et Alice Weil, Marseille, Wildproject, 2020, p.125
5. Ibid, p.165
6. Le terme apparaît tel quel à la page 166
7. Ibid, p.195
8. L'appellation est employée à plusieurs reprises par Geneviève Pruvost dans son ouvrage *Quotidien Politique*, pour désigner des autrices telles que Françoise d'Eaubonne, Maria Mies, Veronika Bennholdt-Thomsen, Vandana Shiva, Silvia Federici, Mariarosa Dalla Costa, ou encore le philosophe Ivan Illich
9. Voir l'article dédié à ce sujet : Schaffner, Marin, *Faire confluer municipalisme et biorégionalisme 1/2*, Topophile, 11 novembre 2024
10. Pruvost, Geneviève, *Quotidien politique : Féminisme, écologie, subsistance*, Paris, La Découverte, 2021, p.233
11. Ibid, p.350

La Soulane

projet

Une ambition : la création et la relocalisation d'activités et d'emplois

Le projet de La Soulane vise à répondre aux défis spécifiques rencontrés par les territoires montagnards : isolement, affluence touristique en haute saison et pénurie de logements adaptés pour les saisonnier·ère·s. En proposant des hébergements pour les travailleur·euse·s saisonnier·ère·s et en mettant en avant des initiatives de création textile, La Soulane développe un modèle économique qui soutient l'artisanat et la relocalisation d'emplois dans la région. En outre, le site offre une mixité d'activités, des bureaux pour les entreprises (dont deux sont occupés par des psychologues) et un café social « *La Cantoche* », qui viennent soutenir les actions culturelles du lieu. Selon Gérard Ladier, co-gérant de La Soulane, cette organisation hybride permet d'équilibrer les revenus et de pérenniser les projets culturels.

Les Pénates : une solution d'hébergement pour les travailleur·euse·s saisonnier·ère·s en Vallée d'Aure

Face aux besoins d'hébergement des travailleur·euse·s saisonnier·ère·s dans les Vallées d'Aure et du Louron, La Soulane a lancé un projet engagé en partenariat avec la région Occitanie et la SCI La Couménie[1]. Grâce à un vote citoyen·ne qui a mobilisé la communauté, six chambres appelées « *Les Pénates* » ont vu le jour, répondant à une demande pressante d'hébergement pour les saisonnier·ère·s.

La région Occitanie, avec l'appui de la communauté locale, a permis de concrétiser cette initiative participative. En portant ce projet, la SCI La Couménie et La Soulane ont mis en place une solution durable pour accueillir les saisonnier·ère·s, facilitant leur intégration sur le territoire. Ces chambres, pensées pour être à la fois pratiques et abordables, sont disponibles toute l'année. En proposant des hébergements adaptés, La Soulane aide les saisonnier·ère·s à s'installer plus durablement, permettant ainsi de construire des liens solides avec la population locale. Ce projet répond à un enjeu important de sédentarisation des saisonnier·ère·s, qui peuvent désormais participer davantage à la vie de la vallée, y trouver une stabilité et s'ancrer dans la dynamique de la communauté.

Constamment occupées, ces chambres montrent bien l'ampleur des besoins en matière de logement pour les saisonnier·ère·s. Ce modèle d'hébergement, économique et participatif, est une réponse concrète aux défis de l'accueil et de la sédentarisation dans cette région pyrénéenne.

Un fablab textile pour relancer la filière laine

Le fabLab textile de La Soulane est au cœur de ce pôle créatif. Né de l'initiative d'Alexis Faure, couturier modéliste et de Sarah Langner, directrice du bureau de développement textile Marelha, ce FabLab vise à valoriser la laine pyrénéenne, une ressource locale aux multiples possibilités. Alexis, avec son expertise dans les grandes maisons parisiennes et Sarah, engagée dans des projets écoresponsables, ont donné vie à cet espace.

Avec le soutien de la Région Occitanie, via le dispositif FabRégion et l'accompagnement de la Communauté de communes Aure Louron, La Soulane travaille à restructurer la filière laine dans les Pyrénées. Sarah Langner, qui a lancé la marque Pyloow, produit divers objets comme des coussins et des plaids utilisant des laines locales, notamment la laine douce des brebis auroises, la plus fine des Pyrénées. Elle explore également des solutions écoresponsables en valorisant les chutes de laine, comme la création de boutons naturels en remplacement du plastique. Par ailleurs, La Soulane mise sur la synergie entre artistes pour développer des projets singuliers : en plus du fablab textile, le site accueille Akiko Hoshina, une céramiste plasticienne et Léa Castor, illustratrice, qui enrichissent le lieu de leur créativité.

Une nouvelle page pour le fablab : vers une transformation ou une continuité textile ?

L'atelier textile de La Soulane, initié par Sarah Langner, connaît aujourd'hui un tournant. Suite au succès croissant de son activité, la créatrice doit quitter les lieux pour disposer d'un espace de travail plus grand, une évolution qui laisse l'avenir du fablab incertain. Ce départ pose un dilemme central pour La Soulane : maintenir le FabLab dans sa vocation textile, en hommage à ses débuts, ou l'orienter vers de nouvelles activités pour mieux répondre aux besoins émergents du territoire ?

Lors de la dernière matinée de notre session immersive, nous avons réfléchi collectivement à ce défi lors d'une séance de prototypage. Ce temps visait à proposer des idées et des pistes concrètes pour aider La Soulane à imaginer un nouveau chapitre pour le FabLab. Nous avons exploré divers scénarios, des collaborations avec d'autres artisan·e·s locaux à l'extension vers des domaines complémentaires. L'avenir nous dira quelle sera la suite pour ce fablab : entre fidélité à ses racines textiles ou ouverture vers de nouveaux horizons.









1. Les informations sont disponibles sur le site internet de La Soulane : https://lasoulane.com/hebergement/

Les deux premières photos proviennent d'articles de la Dépêche et de La Vie Economique du Sud-Ouest, les autres ont été prises pendant la Session Immersive d'avril 2024.

La Soulane

arrêt sur images

du 10 au 12 avril 2024









































Économie contributive

outil

Il pleut des clous à La Perm' !

Quelques mots sur les modèles économiques des espaces communs

Comme l'a rappelé Arnaud Idelon en ouverture de la Session Focus sur les Modèles Économiques, la singularité des espaces communs réside moins dans les types de revenus qu'ils génèrent que dans leur capacité à hybrider divers modèles économiques. Cette hybridation repose sur trois piliers complémentaires :
- l'économie marchande, qui génère des revenus propres par des activités telles que la vente de services, la location d'espaces, ou la restauration
- l'économie subventionnée, qui repose sur des financements publics pour soutenir des activités d'intérêt général
- l'économie contributive, qui inclut les contributions, le bénévolat et la mutualisation des ressources pour créer du commun. Lorsqu'elles sont intégrées au modèle et ainsi rendues visibles, ces heures de contribution peuvent être valorisées dans le compte de résultat, comme en témoigne l'exemple de l'Hôtel Pasteur[1].

Cette diversification permet aux espaces communs de gagner en autonomie financière, tout en minimisant les impacts de changements extérieurs (nouvelles politiques municipales, crises sanitaires, etc.). La co-dépendance à plusieurs types de financements – endogènes et exogènes – garantit une meilleure résilience du modèle, assurant la continuité de leurs activités malgré des conditions variables. Cependant, cette autonomie est polysémique et parfois contestée. En effet, l'hybridation des modèles économiques engendre parfois des débats, car elle brouille les frontières entre les espaces commerciaux classiques et les institutions subventionnées. Certain·e·s reprochent aux tiers-lieux de renforcer l'idée qu'une autonomie accrue peut justifier une baisse des subventions publiques, tandis que d'autres les accusent de capter des financements destinés aux activités d'intérêt général. Comme le démontre très finement Carine Sit dans son mémoire[2], ces controverses montrent que le choix du modèle économique est fondamentalement un choix politique.

Les tiers-lieux révèlent ainsi la complexité des modèles économiques, à la fois stratégiques, politiques et pragmatiques. Chaque choix financier - qu'il s'agisse de fiscalité, de financement ou d'activités - repose sur un équilibre délicat, entre réalités économiques et orientations idéologiques. Aborder le modèle économique des espaces communs dans une perspective biorégionale, orientée vers un idéal de systèmes d'échanges non monétaires, invite à examiner (sans dogmatisme) les exemples d'économie contributive et leurs dérivés. Il me semble donc pertinent de mettre en avant une expérimentation en la matière observée à La Perm'.

Le Clou : une monnaie interne pour renforcer l'engagement des résident·e·s

Suite à un excédent dans leur budget de fonctionnement, La Perm' a décidé de lancer une expérimentation d'économie contributive. Cette initiative se traduit par la création de 1 000 heures de missions spécifiques de bénévolat, pour lesquelles Rural Combo a rédigé des « *Fiches Missions* ». Ces missions, d'une durée maximale de six mois par résident·e, sont conçues pour favoriser la rotation des tâches entre les membres. Cette approche[3] prévient toute forme de domination liée à la spécialisation, assurant ainsi une gouvernance interne plus équilibré.

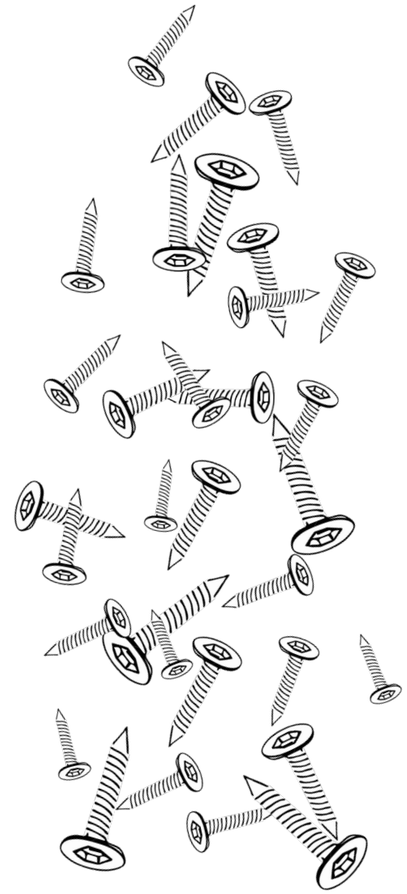
Chaque fiche détaille les attendus de la mission et un nombre d'heures à effectuer, que les résident·e·s peuvent accomplir en échange d'une rémunération sous forme de *« Clou »* : une heure équivaut à six clous (soit six euros). Ces Clous peuvent être utilisés pour des transactions internes, comme le paiement du bar ou du loyer, ou pour échanger des services et du temps entre résident·e·s. Cette approche contribue à ancrer la réciprocité et le sentiment d'appartenance au projet. L'équipe a rappelé que l'économie contributive ne se substitue pas au bénévolat, qui demeure le pilier fondamental du modèle de La Perm'. Par ailleurs, la structure associative de La Perm invite ses membres à participer financièrement de manière modeste aux charges courantes (eau, électricité, assurance) tout en encourageant une contrepartie en temps ou en matériel. Le modèle de redevance reste très accessible : les résident·e·s paient environ 30 € par mois pour un local de 25 m² (ce qui permet de couvrir les charges incompressibles).

Un modèle revendiqué sans salariat ni subventions de fonctionnement

Dans le cas de La Perm', le choix de ne pas solliciter de subventions de fonctionnement reflète une volonté d'autonomie. Les subventions, selon l'équipe, pourraient créer une dépendance, en contraignant l'association à embaucher et à structurer son organisation pour gérer des salarié·e·s. Pour La Perm', ce modèle risquerait de freiner la spontanéité et la fluidité de l'engagement bénévole qui fondent le projet. De plus, la dépendance aux subventions pourrait éloigner La Perm de son modèle actuel, qui repose sur une logique de don-contre-don et de participation active de chaque membre.

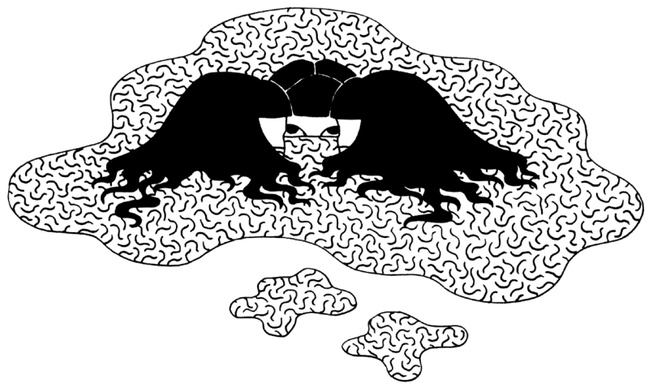
A travers ces initiatives, La Perm s'assure que chaque usager·ère s'implique dans la vie du lieu. Les événements organisés et les revenus du bar permettent de couvrir les frais de fonctionnement et de maintenir un espace réellement autogéré, où la fragilité principale réside davantage dans le manque de bénévoles que dans la trésorerie.

1. Voir le registre de l'économie contributive de l'Hôtel Pasteur : https://le-registre.hotelpasteur.fr/le-registre/economie-contributive/
2. Sit, Carine, *Business model des espaces communs. Du choix économique au combat politique,* Diplôme Universitaire Espaces Communs (DU-ESCO) Université Gustave Eiffel / Yes We Camp / Ancoats, février 2021
3. Pour éviter la surspécialisation et donc la « personnification » des tâches, La Déviation à Marseille adopte une approche collaborative en associant un·e référent·e expérimenté·e à un·e stagiaire pour chaque mission clé liée à la gestion du lieu. De plus, les postes sont réattribués tous les six mois, favorisant ainsi la polyvalence et la transmission des savoirs.



Faire politique en commun

CONCEPT | La perspective de la subsistance
INITIATIVE | Un essaim de l’Atelier Paysan à Ambierle
ARRÊT SUR IMAGES | La Martinière
CONCEPT | Construire du commun, réenchanter les imaginaires
PROJET | L’Écopôle du Val d’Allier
PLAIDOYERS ET INITIATIVES | S’inscrire dans les luttes globales
INSPIRATION | Faire bouger les lignes avec le droit civique d’usage à Naples



La perspective de la subsistance

Le fantasme de délivrance et la critique de la liberté moderne

Dans son livre *Terre et Liberté*, le philosophe-jardinier Aurélien Berlan s'attaque à une conception dominante de la liberté qu'il qualifie de « *fantasme de délivrance* ». Il y voit un idéal moderne qui cherche à libérer les individus des tâches matérielles et des contraintes de la vie quotidienne en externalisant ces activités à d'autres. Pour l'auteur, cette vision de la liberté est fondamentalement aristocratique. Historiquement, les classes dominantes ont toujours cherché à se libérer des tâches pénibles en les confiant aux classes dominées[1], y compris par l'exploitation des travailleur·euses, des femmes, ou encore des personnes réduites en esclavage.

Cette quête de délivrance, selon Aurélien Berlan, s'appuie sur une dévalorisation des tâches matérielles et de subsistance qui sont pourtant vitales. En confiant ces tâches aux autres (ou aux machines, dans le contexte de l'industrialisation), la modernité a créé un système de dépendance et de domination à la fois sociale et technologique. La dépendance vis-à-vis du progrès technique et de l'appareil industriel[2] finit par déposséder les individus de leur autonomie, les rendant prisonniers des structures globalisées qui assurent leur subsistance.

L'illusion du progrès libérateur

L'auteur remet en question l'idée selon laquelle le progrès technique est nécessairement libérateur. Il démontre que, loin d'émanciper, le progrès a accru notre dépendance vis-à-vis de structures industrielles centralisées et de plus en plus complexes. Ce paradoxe repose sur l'idée que la promesse d'une délivrance totale enferme l'humanité dans une logique de domination des ressources naturelles, ce qui conduit à des désastres écologiques et à une perte de souveraineté des individus sur leurs propres vies. Ce constat est plus largement développé dans l'ouvrage *Abondance et liberté : une histoire environnementale des idées politiques*[3], au sein duquel Pierre Charbonnier met en lumière le fait que la notion de liberté des modernes s'est développée en étroite relation avec un rapport social aux ressources naturelles et vitales fondé sur l'hypothèse de leur « abondance », c'est-à-dire sur la conception de la nature comme une force gratuite, infinie et entièrement subordonnée aux exigences des processus de production.

D'après les deux philosophes cités, l'idéal de la liberté dans les sociétés modernes s'est confondu avec une forme de toute-puissance illusoire, souvent incarnée dans le rêve technologique de la domination de la nature. En réalité, cette quête de liberté par le progrès se traduit par un modèle de dépendance et d'aliénation vis-à-vis de l'appareil industriel et de l'État. Pour échapper à cette dépendance, Aurélien Berlan propose dans son troisième chapitre une alternative basée sur l'autonomie, à la fois politique et matérielle. Il la définit comme la capacité à assumer une part de sa propre subsistance, considérant que cette démarche est essentielle pour pouvoir déterminer soi-même les objectifs et les moyens de ses actions[4]. En outre, l'auteur nous invite explicitement - dans un article spécifique consacré à la théorie écoféministe de la subsistance[5] - à explorer cette approche avec attention.

Vers une approche théorique intégrant féminisme, écologie et économie

La perspective de la subsistance trouve ses racines dans le féminisme matérialiste allemand des années 1970-1990, à travers le travail de chercheuses comme Veronika Bennholdt-Thomsen, Maria Mies et Claudia von Werlhof. Ce courant, communément associé à *« l'école de Bielefeld »*[6], s'est distingué par sa critique radicale des dynamiques de développement et de mondialisation économique. Dans un contexte où l'écoféminisme était majoritairement influencé par des perspectives anglophones, ces chercheuses ont réorienté l'attention vers le travail de subsistance, en insistant sur les liens entre travail domestique, exploitation des ressources naturelles et résistance aux dynamiques capitalistes. En prenant comme terrain d'étude des sociétés rurales du Mexique, de l'Inde et du Venezuela[7], elles ont développé une approche ancrée dans les réalités de l'agriculture de subsistance et du travail non rémunéré, qu'elles identifient comme essentiels pour la survie communautaire.

La particularité de l'approche théorique de Mies et Bennholdt-Thomsen réside dans la manière dont elle associe les dimensions féministe, écologique et économique[8]. Cette approche critique la fragmentation imposée par l'économie capitaliste, qui tend à isoler ces trois aspects et à privilégier une vision où l'accumulation de richesses et la croissance sans fin sont les objectifs premiers. Ce système de pensée, qui s'est répandu en Europe dès le XIXe siècle, a mené à la domination de l'économie de croissance, que les auteures qualifient de *productivisme*. Celui-ci engendre, selon elles, des destructions massives de l'environnement et une dévalorisation des activités vitales non marchandes, souvent associées aux femmes. Dans leur analyse, cette hiérarchisation des activités reflète une idéologie qui déprécie les processus de la vie et les activités indispensables à sa reproduction. Leur approche vise ainsi à proposer des moyens de se libérer de cette dynamique destructrice.

La mise en lumière d'un impensé marxiste

La sociologue Geneviève Pruvost, l'altermondialiste écoféministe indienne Vandana Shiva et la politiste italo-américaine Silvia Federici soutiennent également cette approche de la subsistance. Pionnière dans l'articulation entre le féminisme et la critique du capitalisme, Silvia Federici, dès les années 1970, avec des militantes comme Mariarosa Dalla Costa et Selma James (notamment à travers le mouvement Wages for Housework)[9], a participé à l'élaboration des premières théories révélant le rôle central du travail des femmes dans la reproduction de la force de travail. Leur constat fondamental met en lumière un angle mort des théories marxistes : la sous-évaluation du travail domestique et de reproduction, pourtant essentiel à la (re)production de la force de travail et plus généralement de la vie humaine, mais relégué au second plan dans la hiérarchisation marxienne qui oppose le travail productif (de valeur) au travail improductif (incluant le travail domestique et reproductif)[10].

En se concentrant sur la production de valeur par le travail salarié, le marxisme traditionnel a négligé les activités de subsistance et de reproduction de la vie, invisibilisées et non rémunérées, bien qu'essentielles au quotidien. Marx, dans son aspiration à libérer les individus des contraintes matérielles, envisageait le progrès technique comme un moyen d'émanciper l'humanité du travail nécessaire. Cette vision omet cependant des activités cruciales telles que le travail domestique et l'agriculture de subsistance, majoritairement assurés par les femmes et les paysan·nes des pays du Sud. Cette négligence, qui réduit la subsistance à une simple production de biens de consommation, occulte le lien fondamental entre ces activités et les écosystèmes qui les soutiennent.

Les travaux des féministes-marxistes de la reproduction sociale et des féministes de la subsistance montrent comment ces réflexions peuvent enrichir et nuancer l'approche marxiste en intégrant les dimensions négligées de la reproduction de la vie et des relations écologiques. Comme le souligne Timothée Haug dans sa thèse[11], cette revalorisation du travail de subsistance au cœur des activités vitales pour la société permet de réviser la conception marxiste de l'émancipation *par* et *dans* le travail, historiquement centrée sur le modèle de la production industrielle de biens de consommation. Plutôt que de penser l'autonomie uniquement comme une libération du travail et un affranchissement de la nécessité naturelle, il s'agit de la concevoir

La perspective de la subsistance

comme l'émergence d'une « liberté collective attachée à la vie elle-même »[12].

La subsistance, une alternative à l'économie de marché

Dans leur ouvrage, Mies et Bennholdt-Thomsen définissent la subsistance comme : « *La production de subsistance ou production de la vie inclut tout travail servant à la création, à la perpétuation et à l'entretien direct de la vie sur Terre et qui n'a pas d'autre objectif que lui-même. C'est pourquoi la production de subsistance s'oppose à la production de marchandises et de plus-value. La production de subsistance aspire à la vie, la production de marchandises à l'argent qui "produit" toujours plus d'argent, autrement dit à l'accumulation du capital. Dans ce mode de production, la vie est en quelque sorte un effet secondaire* » [13].

Contrairement à la production de marchandises, la subsistance se concentre sur la création, la perpétuation et l'entretien de la vie, sans autre finalité que la vie elle-même. Ce mode de production s'oppose donc à la logique de l'accumulation capitaliste où l'argent sert à générer toujours plus d'argent. Pour les auteures, cette différence essentielle place la subsistance en opposition à l'économie de marché, qui tend à transformer la vie en simple ressource pour le profit.

La subsistance renvoie à un mode de vie complet, englobant les dimensions économique, sociale, culturelle et politique. Ce concept vise à proposer une alternative sociale basée sur l'autonomie et « *l'abondance pour tous* » [14], en opposition aux modèles d'exploitation. Par ce biais, Mies et Bennholdt-Thomsen s'attaquent également aux conceptions culturelles dévalorisantes qui sous-paient les activités vitales comme la paysannerie, le soin et le ménage. Selon elles, ce mépris découle d'une idéologie profondément ancrée dans la culture capitaliste, qui classe de manière inférieure les activités de subsistance, associées au féminin et au domestique.

L'iceberg de l'économie patriarcale capitaliste

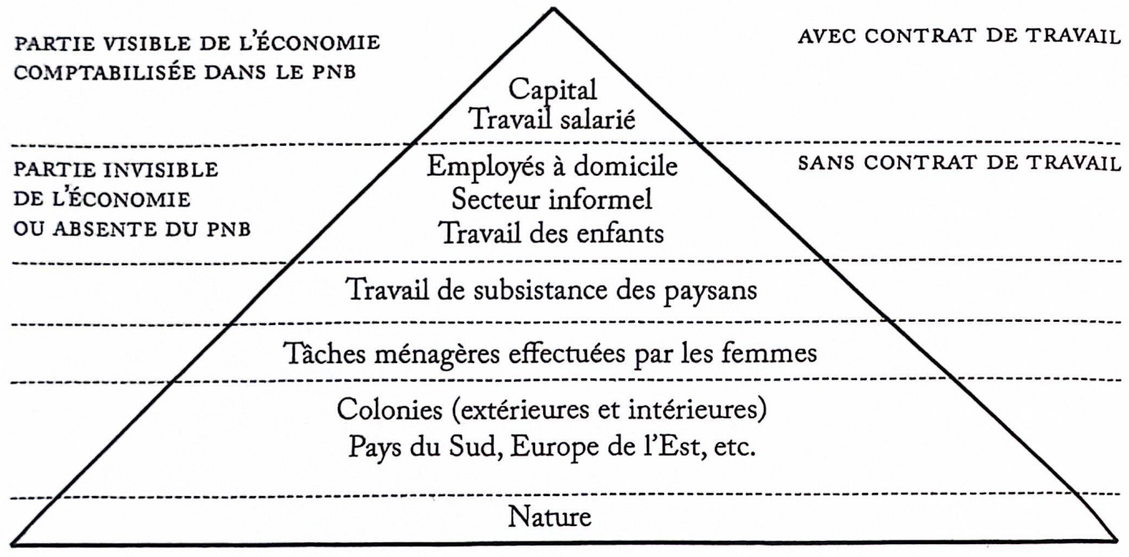
Pour illustrer leur approche, les auteures utilisent la métaphore de l'iceberg[15]. Dans ce modèle, la pointe visible de l'iceberg représente le travail salarié, structuré et hiérarchisé. Cependant, cette partie repose sur un socle invisible mais bien plus vaste, constitué de l'économie informelle, du travail domestique, de l'agriculture de subsistance et même des contributions de la nature elle-même. Ces activités, qui soutiennent l'économie visible, sont souvent sous-évaluées, voire ignorées par la pensée économique dominante.

L'image de l'iceberg, en particulier sa partie immergée[16], symbolise ainsi l'idée que le système capitaliste dissimule et exploite une grande partie du travail vital, surtout celui des femmes, des paysan·ne·s, des populations colonisées ou du « Sud » global, tout en s'appuyant sur les contributions de ces activités pour son propre fonctionnement. Cette vision met en évidence la dépendance structurelle de l'économie de marché vis-à-vis des formes de travail non marchandes et invisibilisées, suggérant ainsi une redéfinition profonde de ce que nous entendons par économie.

Le dossier suivant illustre comment un espace commun peut soutenir le « *Travail de subsistance des paysans* » mentionné dans le schéma ci-contre, en soulignant à quel point leur autonomie dépend de leur souveraineté technique. En effet, les outils et les moyens techniques ne sont pas neutres : ils influencent et façonnent nos actions, nos méthodes de travail et même notre dépendance à des réseaux de production complexes. Dans ce cadre, la souveraineté technique consiste à retrouver un contrôle sur ces outils, en les rendant accessibles, robustes et réparables, afin de réduire notre dépendance aux grandes industries. L'Atelier Paysan illustre parfaitement cette approche en offrant aux agriculteur·rices les compétences nécessaires pour concevoir, adapter et entretenir leurs équipements.

---

1. Berlan, Aurélien, *Terre et liberté : la quête d'autonomie contre le fantasme de délivrance*, Paris, Éditions La Lenteur, 2021, p.20-21
2. Ibid, p.202
3. Charbonnier, Pierre, *Abondance et liberté : une histoire environnementale des idées politiques*, Paris, La Découverte, 2020, 464 p.
4. Berlan, Aurélien, *Terre et liberté : la quête d'autonomie contre le fantasme de délivrance*, Paris, Éditions La Lenteur, 2021, p.156
5. Berlan, Aurélien, « *Renouveler notre vision du monde. La revalorisation écoféministe de la subsistance* », Alternatives économiques, vol. 90, no 2, 2021, p. 71-81. Disponible sur : https://www.alternatives-economiques.fr/renouveler-vision-monde-revalorisation-ecofeministe-de-subsi/00098974
6. Bennholdt-Thomsen, Veronika, et Mies, Maria, *La Subsistance : Une perspective écoféministe*, traduit de l'anglais par Annie Gouilleux avec la collaboration de Chloé Pierre, Paris, Edition La Lenteur, 2022, p.8
7. Ibid, p.41
8. Ibid, p.8
9. Calderaro, Charlène, *La critique féministe-marxiste : du travail domestique aux théories de la reproduction sociale*, Travail, genre et sociétés, n° 48, novembre 2022, p. 113-128. Disponible sur : https://shs.cairn.info/revue-travail-genre-et-societes-2022-2-page-113?lang=fr
10. Voir : Farjat, Juliette et Monferrand, Frédéric, *Dictionnaire Marx*, Paris, Ellipses, Collection dirigée par Jean-Pierre Zarader, 2020, p.216. Chez Marx, la distinction entre travail productif et improductif permet de différencier les activités qui s'échangent directement contre du capital et qui produisent ainsi de la survaleur, de celles qui n'ont pas cette fonction, comme le travail domestique, entre autres.
11. Haug, Timothée, *La rupture écologique dans l'œuvre de Marx : analyse d'une métamorphose inachevée du paradigme de la production*, thèse de doctorat soutenue en 2022 sous la direction de Franck Fischbach, Université de Strasbourg, p.539. Disponible sur : https://theses.hal.science/tel-03774950v1
12. Ibid p.539
13. Bennholdt-Thomsen, Veronika, et Mies, Maria, *La Subsistance : Une perspective écoféministe*, traduit de l'anglais par Annie Gouilleux avec la collaboration de Chloé Pierre, Paris, Edition La Lenteur, 2022, p.55-56
14. Ibid, p.56
15. Se référer au schéma plus bas, présenté dans l'ouvrage déjà cité p.76
16. Pruvost, Geneviève, Entretien avec Maria Mies, « *Écoféminisme, subsistance et mondialisation* »,



L'iceberg de l'économie patriarcale capitaliste, extrait de : Bennholdt-Thomsen, Veronika, et Mies, Maria, *La Subsistance : Une perspective écoféministe*, traduit de l'anglais par Annie Gouilleux avec la collaboration de Chloé Pierre, Paris, Edition La Lenteur, 2022, p.76

Un essaim de l'Atelier Paysan à Ambierle

Lors de ma session immersive à La Martinière, j'ai pu approfondir la notion de technocritique en participant au groupe de travail dédié à cette thématique. Pour illustrer nos propos, nous avons photographié les différents outils présents à la ferme afin d'enrichir la partie du Fanzine consacré à la souveraineté technique. Les photographies et descriptifs des outils ci-contre sont extraits de ce travail collectif.

Quelques mots sur l'Atelier Paysan

L'Atelier Paysan est une coopérative d'intérêt collectif (SCIC SA)[1] qui accompagne les agriculteur·rices dans la conception et la fabrication de machines et de bâtiments adaptés à une agroécologie paysanne. En remobilisant les producteur·rices sur les choix techniques autour de l'outil de travail des fermes, la coopérative vise à retrouver collectivement une souveraineté technique et une autonomie par la réappropriation des savoirs et des savoir-faire.

Fondée en 2009, l'Atelier Paysan s'est donné pour mission de recenser et développer des alternatives en agroéquipement, de mener une approche d'éducation populaire et d'exercer un rapport de force pour sortir de l'impuissance face aux choix techniques imposés par l'agro-industrie. La coopérative propose des formations à l'autoconstruction, des plans et tutoriels en libre accès et accompagne des dynamiques participatives de recherche et développement pour créer des outils adaptés aux besoins des paysan·nes. L'Atelier Paysan a également publié un manifeste intitulé *Reprendre la terre aux machines*[2], qui définit clairement leur positionnement politique à travers une approche technocritique.

En 2019, l'Atelier Paysan a adopté l'essaimage[3] comme stratégie de développement, avec pour objectif de créer un réseau de 20 structures alliées capables de répliquer localement une partie de ses activités. Ce réseau, nommé « *Soudons, fermes !* », est soutenu depuis 2023 par la Fondation de France. Les essaims membres de cette communauté adhèrent à une charte commune et collaborent pour diffuser les savoir-faire liés à l'autoconstruction.

La création d'un essaim dans la Loire

Un « *essaim* » de l'Atelier Paysan est donc une structure locale relais de la coopérative, visant à renforcer l'autonomie technique des fermes par l'autoconstruction et la diffusion de techniques paysannes. Ces essaims, constitués de collectifs de paysan·nes et de partenaires locaux, s'inscrivent dans une démarche d'éducation populaire et d'action collective. En s'ancrant dans les territoires, ils créent des liens privilégiés avec les partenaires locaux, organisant formations, démonstrations d'outils et chantiers de recherche. Ces initiatives favorisent l'entraide et le partage de compétences, répondant aux besoins spécifiques des communautés paysannes et promouvant une agriculture plus autonome.

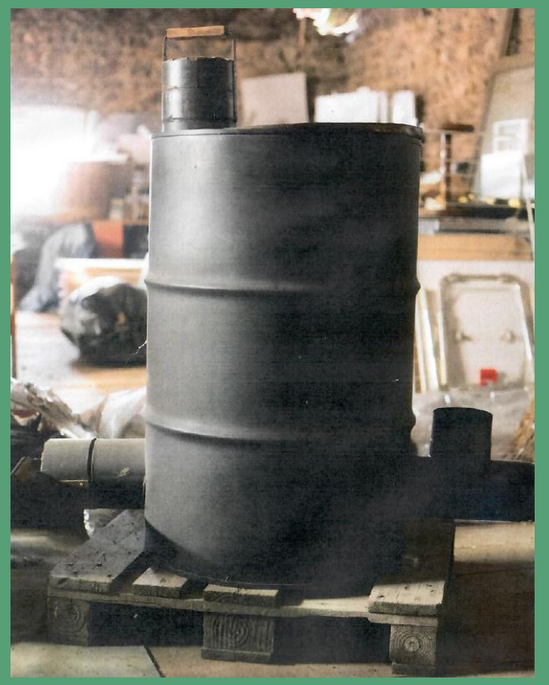
L'Atelier Paysan collabore actuellement avec le Tiers-lieu paysan de La Martinière pour développer un essaim dans la Loire. Ce partenariat vise à créer un espace où paysan·nes, néoruraux·ales et ancien·nes peuvent se regrouper, organiser des formations, des événements et construire ensemble des outils adaptés à leurs pratiques agricoles. Une première rencontre est prévue le 12 novembre 2024 à La Martinière pour lancer ce que Tom Hébrard nomme un « *cercle de coopération territoriale* » et fédérer un groupe de travail local.

---

1. https://latelierpaysan.org/Qui-sommes-nous
2. L'Atelier Paysan, *Reprendre la terre aux machines : Manifeste pour une autonomie paysanne et alimentaire*, Paris, Éditions du Seuil, 2021, 288 p.
3. Atelier Paysan. «*[Essaimage] Devenir essaim de l'Atelier Paysan.*» Atelier Paysan, 17 juin 2024



HERSE AGRICOLE *: outil réadapté par François. Châssis récupéré et réemployé. Sans soudure, assemblage réalisé au fil de fer entortillé.*

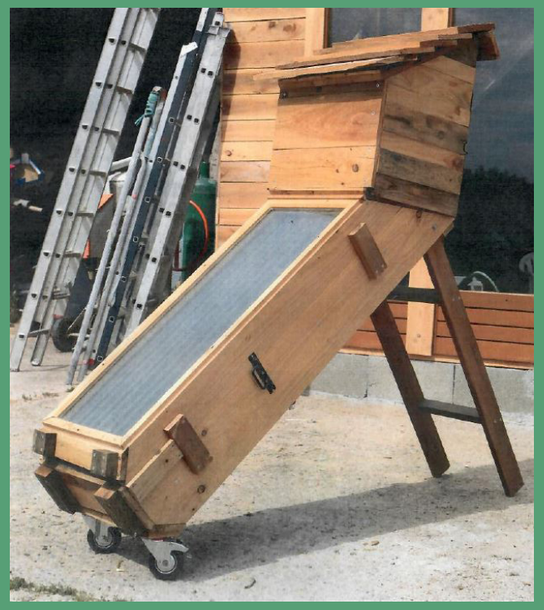


POELITO : *poêle de masse auto-construit avec un bidon de 200 litres, béton réfractaire, sable, conduits métalliques.*

ROULEAU AGRICOLE FACA : *outil hybride réalisé par François, utilisé pour couler et écraser l'engrais vert. Structure remployée, assemblée à un vieux cumulus coulé de béton. Soudure par Jojo, un voisin. La soudure, stratégique dans une ferme, pourrait faire l'objet d'une 1ère action de formation fédératrice à réaliser avec l'Atelier Paysan.*



SÉCHOIR SOLAIRE *: bois, verre, taule ondulée de récupération. Roulettes, charnières. Séchoir à énergie solaire pour sécher les petites fruits, légumes, plates et fleurs.*



La Martinière

arrêt sur images

du 17 au 19 juillet 2024





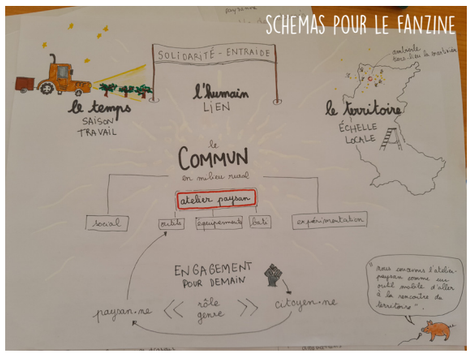












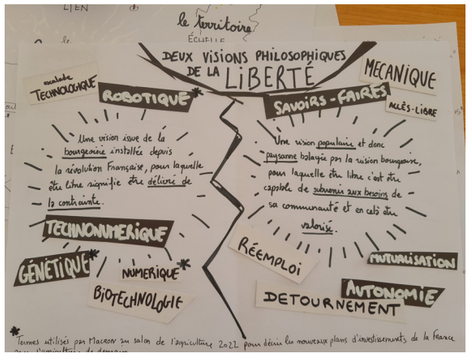






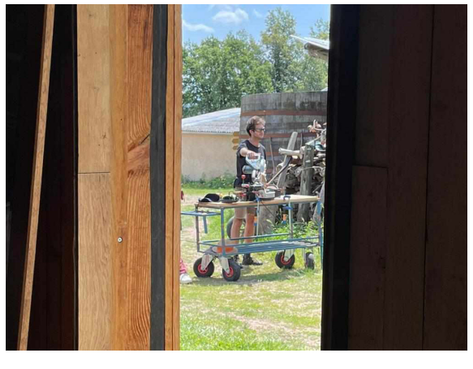


















Construire du commun, réenchanter les imaginaires

Quand les biens communs deviennent marchandises : critique de la récupération néolibérale des communautés et ressources partagées

Dans le chapitre « *Défendre, se réapproprier et réinventer les communs* », Maria Mies et Veronika Bennholdt-Thomsen mettent en lumière la manière dont les « biens communs mondiaux » sont détournés de leur vocation d'entraide et de partage pour être exploités à des fins économiques, souvent au détriment des communautés locales. Des institutions internationales comme la Banque mondiale, le FMI et l'ONU[1] se servent de la notion de biens communs pour justifier des politiques qui favorisent en réalité une mondialisation néolibérale. Cette mondialisation, promue et garantie par des traités commerciaux, éloigne les individus, creuse les inégalités et compromet parfois la survie de certaines populations locales. Au lieu de renforcer les solidarités, ces institutions imposent une vision marchande des communs, transformant ce qui devrait rapprocher en vecteur de compétition et de domination.

Un exemple de cette instrumentalisation est l'effort de la Banque mondiale pour intégrer les paysan·ne·s au marché globalisé. Encouragées à délaisser leur subsistance autonome pour des activités tournées vers le marché[2], des communautés, notamment des femmes du Sud, sont poussées à produire pour l'export. Cette transformation sert les intérêts des grandes organisations, mais ne répond pas aux besoins réels des communautés qui dépendent de ces biens pour leur autonomie.

Les auteures montrent aussi que cette logique passe par la clôture de certains espaces naturels. Sous prétexte de préserver le « patrimoine commun de l'humanité »[3], la Banque Mondiale chasse parfois des peuples autochtones de leurs terres, transformant ces espaces en parcs naturels ou en zones d'écotourisme réservées aux populations capables de payer. Les communs deviennent ainsi des ressources rentables pour le marché, dans une forme de privatisation déguisée.

Silvia Federici et George Caffentzis dans leur article « *Les communs contre le capitalisme et au-delà* » soulignent que les gouvernements nationaux utilisent également le concept de communs pour justifier des politiques de réduction des services publics. Par exemple, le programme « Big Society »[4] du Royaume-Uni incite les citoyen·ne·s à des projets bénévoles pour compenser les réductions budgétaires. Présentée comme un engagement communautaire, cette initiative sert en fait à alléger les coûts publics en transférant les responsabilités collectives sur les citoyens.

Enfin, leurs analyses critiquent également les « communs clôturés » ou exclusifs, qui reproduisent les logiques de la privatisation et de la ségrégation. Certains quartiers résidentiels et coopératives de consommation fonctionnent sur un modèle de partage, mais réservé à des groupes privilégiés, créant des espaces de privilège qui limitent l'accès aux ressources aux personnes extérieures. Ces communs ne sont pas des lieux de solidarité ouverte mais participent au maintien des inégalités.

Bien appréhender ce qu'est le commun

Selon Elinor Ostrom[6], la notion de « biens communs » repose sur trois éléments fondamentaux : une ressource, une communauté et une pratique qui établit des règles d'accès et de partage. Si cette définition offre une base essentielle, les neuf principes[7] de Silvia Federici et George Caffentzis enrichissent cette perspective en soulignant les dimensions d'autogestion et de coopération sociale, renforçant ainsi le rôle des communs comme modèle alternatif au capitalisme. Bien que non exhaustifs et susceptibles de ne pas toujours être applicables dans leur intégralité, ces principes peuvent néanmoins constituer une boussole précieuse, orientant les pratiques collectives et enrichissant la réflexion autour des dynamiques inhérentes aux communs :

> Autonomie et dépassement des divisions : les communs doivent être autonomes, fondés sur des principes d'autogestion et visant à dépasser les clivages entre individus pour construire des solidarités pérennes.
> Propriété collective **:** les communs se définissent par une propriété collective de ressources naturelles ou sociales - telles que des terres, forêts, systèmes de connaissance ou bâtiments - accessibles à l'ensemble des membres sans distinction, mais qui ne peuvent en aucun cas être vendues ou appropriées individuellement.
> Relations sociales et non objets **:** les communs sont avant tout des relations sociales. En ce sens, il est plus juste de parler de «*mise en commun*» pour souligner le processus de partage et les liens de solidarité générés, plutôt que de réduire les communs à des biens matériels.
> Règles pour préserver la richesse commune **:** ils reposent sur des règles définissant les droits et devoirs des membres pour assurer l'usage et la préservation durable des ressources partagées.
> Lien indissociable avec la communauté : les communs sont ancrés dans une communauté précise. Sans communauté, il ne peut y avoir de communs, et c'est pourquoi les notions de « *patrimoine mondial* » sont souvent trompeuses, car elles suggèrent une collectivité mondiale sans enracinement local.
> Coopération et réciprocité **:** la coopération sociale, la réciprocité et la responsabilité dans la reproduction des ressources partagées différencient les communs des modèles communautaires fermés, qui risquent de reproduire des pratiques excluantes ou discriminatoires.
> Prise de décision collective **:** les communs sont organisés autour de la démocratie directe, via des assemblées où les décisions se prennent collectivement. Le pouvoir réside dans la base, avec une rotation des responsabilités pour éviter toute concentration du pouvoir.
> Intérêt commun et égalité **:** ils privilégient l'intérêt commun, refusent les hiérarchies de travail et luttent contre toutes formes d'inégalités dans les pratiques et les actions.
> Distinction avec le domaine public **:** les communs se distinguent du public, qui est contrôlé et géré par l'État. Bien que protéger le domaine public des privatisations soit important, il est essentiel de garder en tête que l'État reste un intermédiaire et que les communs cherchent à se positionner en marge de l'État et du capital.

Un nouvel imaginaire pour des communs régénératifs

Les transformations sociétales profondes demandent une refonte des imaginaires collectifs et une réorientation de nos désirs. L'enjeu est d'aller vers un *idéal commun* où les changements radicaux, jugés nécessaires, apparaissent réalisables et bien plus attirants que la quête d'une liberté factice (pour reprendre la pensée de Berlan) dans un monde abîmé. Dans cette perspective, fabriquer du commun sous le prisme du biorégionalisme appelle à intégrer une éthique de l'eau, en fédérant ce que Marin Schaffner nomme des « hydromondes »[8]. Un hydromonde est une continuité écologique qui transcende les frontières humaines et relie les bassins-versants en une communauté de vie reliant eau, terre et êtres vivants. Ce concept permet de recentrer les communs autour des flux aquatiques, en rappelant que l'eau irrigue toutes les vies et connecte les milieux naturels dans un équilibre dynamique qui dépasse la simple utilité humaine.

Construire du commun, réenchanter les imaginaires

« *Fédérer les hydromondes* »[9], c'est inviter à repenser notre relation aux territoires en nous ancrant dans le temps long et circulaire de l'eau, dans ses rythmes naturels et ses cycles écologiques. Historiquement, les communautés humaines ont co-évolué avec les cours d'eau, s'appuyant sur des pratiques d'irrigation, de mobilité douce et de subsistance qui témoignent d'une intelligence des écosystèmes aquatiques. Pourtant, l'industrialisation et l'extractivisme ont largement rompu ce lien en réduisant l'eau à un simple bien de consommation, en déconnectant les habitant·e·s de l'origine et des usages communs de cette ressource.

Le défi consiste donc à rétablir une conscience collective des bassins-versants comme espaces de communs, où les communautés peuvent gérer les ressources en eau de manière durable, selon des règles partagées et non des logiques de marché. Il s'agit d'instaurer des pratiques qui permettent de stopper les pollutions, de restaurer les cours d'eau endommagés et de mettre en place des solidarités entre régions amont et aval, reconnaissant les interdépendances écologiques. En d'autres termes, une éthique aquatique devrait guider des actions concrètes pour préserver la vitalité des écosystèmes aquatiques, en adoptant une approche de soin collectif qui redonne à l'eau son rôle central dans le tissu de la vie.

Habiter les paysages de l'eau

Cet appel à fédérer les hydromondes, porté par de nombreuses voix (notamment celle de Shiva Vandana[10]), invite à dépasser les frontières géopolitiques pour adopter des solidarités fondées sur la réalité physique des bassins-versants, transcendant les divisions départementales, régionales et nationales. Cet objectif appelle également à repenser les modes d'aménagement (ou plutôt de « *ménagement* ») des territoires, en intégrant cette composante au cœur des réflexions et des actions à envisager.

Lors des *Rencontres Internationales du Biorégionalisme*, le témoignage de Clémence Mathieu, paysagiste engagée, a illustré de manière éloquente cette vision. Sa pratique explore le paysage comme horizon et comme outil de projection, dans une démarche qui fédère l'éducation populaire et le travail collectif autour de l'eau et du territoire. Son approche, ancrée dans l'éthique de l'eau, propose de réenchanter les liens entre les communautés humaines et leurs environnements naturels par des pratiques participatives et sensibles.

Au sein du collectif Hydromondes[11], Clémence Mathieu conduit une enquête biorégionale sur les territoires du Pays d'Uzès, en se centrant sur la question de l'eau : son accessibilité potable, son usage agricole et sa place dans la culture locale. À travers des initiatives comme « *La fête des lavoirs* », qui inclut une exposition et une procession de la mairie jusqu'au lavoir, elle cherche à faire revivre les savoirs et histoires qui tissent la culture de l'eau. Ces moments de partage sont l'occasion d'interroger les pratiques agricoles locales et d'amener les habitant·e·s à renouer avec une gestion collective de cette ressource précieuse.

Clémence Mathieu explore aussi des territoires menacés par le recul du trait de côte, comme l'estuaire de la Gironde, en partenariat avec le Conservatoire du littoral. Dans ce contexte, elle développe une « *écofiction paysagère* » : un exercice d'imagination, intitulé *Almana de l'archipel,* qui propose une vision d'un monde sans digues. Ce projet révèle combien il peut être difficile d'impliquer les habitant·e·s dans une perspective de gestion durable, notamment en raison de la barrière psychologique que représente la perspective d'un changement profond de leur environnement quotidien. Par l'écofiction, elle rend tangible un futur alternatif où l'humain pourrait coexister harmonieusement avec les dynamiques naturelles de l'estuaire, sans tenter de les contraindre par des infrastructures de contrôle.

Comme en témoigne son livre *L'Énergie des lucioles*[12], sa démarche repose sur une approche sensible et sensorielle du paysage, qui se manifeste à travers des méthodes intuitives et immersives. Plutôt qu'un aménagement strict, elle privilégie une manière de renouer avec le territoire, de cultiver un lien organique avec ce dernier. Pour elle, il s'agit avant tout d'une question de posture, d'un « pas de côté » pour interroger les relations humaines au paysage et pour faire émerger une vision où imagination et paysage sont indissociables.

Dans cette vision, les communs se transforment en espaces de résistance et de régénération collective, où chaque geste de soin envers l'eau devient un acte d'autodéfense pour le vivant. Face aux sécheresses et à la dégradation des cours d'eau, cette approche biorégionaliste des hydromondes nous invite à restaurer les milieux aquatiques. Le projet de l'Écopôle du Val d'Allier en est une incarnation concrète : cette ancienne carrière, transformée en espace naturel, rassemble aujourd'hui les habitant·e·s et usager·ère·s autour de pratiques de conservation et de valorisation. Le dossier suivant explore comment un engagement collectif peut redonner vie à des écosystèmes fragiles et insuffler des pratiques respectueuses du vivant.

---

1. Bennholdt-Thomsen, Veronika, et Mies, Maria, *La Subsistance : Une perspective écoféministe*, traduit de l'anglais par Annie Gouilleux avec la collaboration de Chloé Pierre, Paris, Edition La Lenteur, 2022, p.287
2. Ibid, p.275
3. Ibid, p. 287
4. Federici, Silvia, *Réenchanter le monde : Le féminisme et la politique des communs*, Genève, Entremonde, 2022, p.134
5. Ibid, p.136
6. Ostrom, Elinor, *Governing the Commons: The Evolution of Institutions for Collective Action*, Cambridge, Cambridge University Press, 1990, 280 p.
7. Federici, Silvia, *Réenchanter le monde : Le féminisme et la politique des communs*, Genève, Entremonde, 2022, p.139
8. Schaffner, Marin, Rollot, Mathias, et Guerroué, François (Éds.), *Les Veines de la Terre : Une anthologie des bassins-versants*, Marseille, Wildproject, 2021, p.144
9. Ibid, p.147
10. Je vous recommande la lecture du texte de Shiva Vandana dans l'ouvrage cité précédemment, *Plonger dans les eaux démocratiques*, où l'autrice décrit les neuf principes d'une démocratie de l'eau (p.123)
11. Hydromondes est un collectif pluridisciplinaire regroupant des auteur·e·s, architectes, paysagistes, ingénieur·e·s, philosophes, artistes et comédien·ne·s, qui mène des enquêtes populaires sur l'eau, les rivières et leurs bassins-versants à travers la France. Inspirées par le concept de biorégionalisme, ses actions se déploient à la croisée des arts, des sciences et des luttes. Le site internet : http://hydromondes.org/
12. Mathieu, Clémence, *L'Énergie des lucioles, Possibles paysagers,* Paris, Les Éditions des Véliplanchistes, 2021, 80 p.

L'Écopôle du Val d'Allier

projet

Une gouvernance partagée autour d'un espace naturel protégé

L'Écopôle du Val d'Allier[1] est un projet phare de gouvernance partagée à Pérignat-ès-Allier et La Roche-Noire, intégrant une diversité de partenaires et d'usages pour préserver la biodiversité tout en permettant des activités humaines. Ce site classé Espace Naturel Sensible (ENS) de 140 hectares - dont 30 ha en eau - est une ancienne carrière alluvionnaire reconvertie en espace naturel protégé, exemplaire dans la manière dont il associe la protection de l'environnement avec des projets agricoles, éducatifs et récréatifs.

La gestion des conflits d'usages

Comme pour tout projet de cette envergure, la cohabitation des différent·es usager·es de l'Écopôle du Val d'Allier pose parfois des défis, notamment en période de forte affluence. L'un des enjeux principaux du site est la gestion des conflits d'usages entre les diverses parties prenantes : pêcheur·euses, randonneur·euses, maraîcher·ères et visiteur·euses.

Des tensions peuvent survenir, par exemple entre la protection de certaines zones naturelles sensibles et la fréquentation humaine, notamment avec des pratiques comme la baignade, qui reste une source de débat. Pour répondre à ces défis, des efforts constants sont déployés pour sensibiliser et réguler les usages. Un travail de médiation est effectué afin d'assurer que les usager·es respectent les règles établies, telles que la restriction de certaines activités dans des zones protégées, comme la baignade, afin de préserver la biodiversité locale.

La mise en place d'une gouvernance partagée

Dans le cadre du programme expérimental mené sur la commune par la Preuve par 7, Rural Combo a été mandaté par le SEAT en 2019 pour accompagner l'aménagement de l'Écopôle, en réorientant le projet initial vers une approche plus modeste, adaptée aux ressources réelles des communes. En collaboration avec plusieurs partenaires (LPO, Régie de Territoire, Nature-au-pattes, Vous Êtes d'Ici), Rural Combo a élaboré un Plan Guide d'aménagement et lancé la construction d'un hangar agricole pour soutenir les activités de maraîchage.

L'objectif actuel est d'instaurer une gouvernance partagée réunissant élu·es, technicien·nes et usager·es au sein d'une nouvelle entité juridique. En s'appuyant sur l'appel à projet de la Fondation de France sur la Gouvernance des Communs, une association de préfiguration collégiale est en cours de création pour assurer la gestion collective du site, avec un engagement sur une période de dix ans. Les premières étapes de structuration sont déjà en place, notamment via des ateliers visant à définir la charte, les statuts et le règlement intérieur. Cette gouvernance partagée repose sur l'implication de multiples partenaires locaux :
- les associations environnementales, telles que la LPO (Ligue pour la Protection des Oiseaux), qui jouent un rôle de premier plan dans la protection de la faune et de la flore locales
- les usager·es, comme l'association des pêcheur·euses, qui ont une présence active sur le site et participent à sa gestion
- les agriculteur·rices et maraîcher·ères, qui cultivent des parcelles en agriculture biologique

Un modèle inclusif et socialement engagé

L'Écopôle du Val d'Allier se distingue également par son engagement social. En plus de protéger un écosystème fragile, il offre un cadre de vie et de travail à des populations souvent marginalisées. Un exemple particulièrement emblématique est la présence d'une famille de gens du voyage, installée sur le site pour assurer une mission de gardiennage. Ce modèle répond à un double objectif : protéger le site des dégradations tout en offrant à cette famille un accès à l'eau et à l'électricité. Cette dimension sociale reflète l'ambition du projet de ne pas seulement se concentrer sur la biodiversité, mais aussi sur l'intégration des personnes au cœur de cette démarche commune.

Concilier actions humaines et respect du vivant

Le projet de l'Écopôle se distingue par sa capacité à expérimenter de nouvelles formes de gestion des ressources naturelles et des espaces publics, tout en démontrant que les activités humaines peuvent être compatibles avec la protection et le développement de la biodiversité. Conçu comme un véritable laboratoire, l'Écopôle allie biodiversité, agriculture biologique et valorisation des matériaux locaux. Par exemple, certains bâtiments sur le site ont été construits avec des briques de terre crue produites et utiilsées sur place, illustrant une approche expérimentale de l'architecture qui privilégie les matériaux locaux et le réemploi.

Cette expérimentation s'étend aussi à l'agriculture, avec des parcelles de maraîchage biologique et des projets intégrant l'élevage tout en préservant l'écosystème. Le site, labellisé en agriculture biologique, applique des techniques agroécologiques pour minimiser l'impact sur l'environnement, telles que la replantation de haies ou l'utilisation de matériaux de construction réemployés ou biosourcés. L'une des forces du projet réside dans sa flexibilité et sa capacité à s'adapter aux besoins changeants des usager·es et aux contraintes du territoire. Cela permet une réappropriation des lieux par les membres de la communauté locale qui deviennent co-gestionnaires du site, contribuant ainsi à son autonomie progressive tout en respectant des critères environnementaux élevés.

1. Nous avons eu la chance de visiter ce site lors de la deuxième journée de la Session Immersive à La Perm', où la deuxième matinée fut dédiée à la découverte d'autres projets sur le territoire. Les informations et les photos sont issues de la visite et des échanges avec Anatole Gruzelle (coordonnateur du projet du SEAT depuis 2020) et Jean-Pierre Buche (maire de Pérignat).







S’inscrire dans les luttes globales

« Il faut tenir les deux bouts: revenir à des formes d’autonomie matérielle locale tout en participant à la lutte globale contre le système. Car nous ne pouvons pas nous permettre d’attendre qu’il s’effondre tout seul. Plus il progresse, plus il détruit nos conditions de vie, qui sont aussi celles de notre autonomie, dans une politique de la terre brûlée faisant que nous pourrons de moins en moins survivre sans prothèses technologiques. On ne peut pas espérer que l’effondrement écologique conduise à celui du système économique qui le provoque: le plus probable est qu’il renforce ce système qui, depuis longtemps, se nourrit des nuisances et des crises qu’il engendre. En revanche, il est certain que la lutte politique est l’une des principales voies pour sortir de l’atomisation sociale qui constitue le terreau de la soumission idéologique et de la résignation face au désastre. »



LUTTER CONTRE LE SYSTEME

Citation de Aurélien Berlan [1]

Sur les mots d’Aurélien Berlan, je souhaiterais que les pages qui suivent soient une invitation à *lutter dans nos communs*. Les luttes sont nombreuses, les combats infinis ; il nous faut les décloisonner, les unir, les appréhender dans une perspective intersectionnelle.
Les luttes sociales et écologiques sont intrinsèquement liées, négliger l’une au profit de l’autre, c’est risquer de faire fausse route.
Ici, je restitue les paroles d’auteur.e.s dont les réflexions nourrissent ma conscience politique et s’inscrivent, selon moi, dans une perspective biorégionaliste.



LE DROIT À LA VILLE

Citation de David Harvey [2]

« Le droit à la ville n’est pas seulement un droit d’accès à ce qui existe déjà, mais un droit à le changer. Nous devons être sûrs de pouvoir vivre avec nos propres créations. Toutefois, le droit de nous refabriquer nous-mêmes, en créant un type qualitativement différent de socialité urbaine, est l’un des droits humains le plus précieux entre tous. Nous avons été fabriqués et refabriqués sans savoir exactement pourquoi, comment, ni à quelle fin. Alors, de quelle façon pouvons-nous mieux exercer ce droit à la ville? Mais les droits et la ville de qui? Ne pourrions-nous pas construire une ville socialement équitable? Mais qu’est-ce que la justice sociale? La justice est-elle seulement ce que la classe dirigeante veut qu’elle soit? Nous vivons dans une société où les droits inaliénables à la propriété privée et au profit évincent toute autre conception des droits inaliénables. Notre société est dominée par l’accumulation de capital via les marchés. Vivre selon le capitalisme signifie accepter ou se plier à ce lot de droits nécessaires à une accumulation sans limite du capital. Or, les marchés libres ne sont pas forcément équitables. Pire, les marchés ont besoin de pénurie pour opérer. Les droits inaliénables à la propriété privée et au profit conduisent à des univers d’inégalité, d’aliénation et d’injustice. L’accumulation infinie de capitaux et la conception de droits qui y seraient inhérents doivent être contrées, et un droit à la ville différent doit être soutenu politiquement. Les droits accessoires (comme celui d’être traité avec dignité) devraient devenir fondamentaux, et les droits fondamentaux (à la propriété privée ou au profit) devenir accessoires. On peut aussi définir de nouveaux droits: tel le droit à la ville, qui n’est pas uniquement un droit d’accès à ce que déterminent spéculateurs immobiliers et aménageurs publics, mais un droit actif à rendre la ville différente, à la configurer davantage en accord avec nos désirs intérieurs et, ainsi, à nous refabriquer nous-mêmes dans une autre image. »



ÉTAT (TOUJOURS) COLONIAL

Citation de Françoise Vergès [3]

« Il n’y a pas de soulèvements de la terre sans l’inclusion des siècles d’esclavage et de colonialisme qui posent les fondations d’un racisme environnemental avec leurs politiques d’extraction, de dépossession, de génocides, de déportation et d’exploitation, ravageant peuples et terres de manière jusque-là inégalée. Des terres sont dévastées, des mines ouvrent grand les veines de la planète, des forêts sont à jamais perdues, des savoirs sont pillés, des villes détruites, des trésors volés, des millions de personnes déportées en esclavage. Les disciplines d’histoire naturelle et de géographie imposent une hégémonie scientifique sur l’espèce humaine et les non-humains. La colonisation post-esclavagiste poursuit cette économie de l’épuisement des corps, des sols, des mers, et impose des codes de lois qui nient le droit à la terre et organise la censure de langues, cultures et pratiques. Des siècles de capitalisme racial, d’impérialisme et de leur inséparable complice, le militarisme, ont construit un monde inhabitable et irrespirable pour des millions de personnes dans le Sud global, mais aussi pour les espèces non humaines. Mais ce qu’Aimé Césaire avait saisi, l’effet retour des politiques coloniales, soit leur retour en Occident, fait apparaître l’inévitable expansion de la violence. Ce que l’Occident croyait pouvoir externaliser - guerres, répression brutale, déni des droits, dévastation, assignation à une mort pré-maturée - revient sur son sol. Et si révoltes, révolutions et insurrections sont pacifiées en offrant quelques bénéfices de l’extraction aux citoyen-nes de l’Occident, le voile se déchire et la paix armée qui garantit l’ordre capitaliste, patriarcal et impérialiste montre son vrai visage, celui d’un ordre étatique au service du néolibéralisme autoritaire.

(...)

En France, sous la république, l’État colonial persiste. L’extraordinaire mobilisation à Sainte-Soline et l’incroyable déploiement de forces armées et leur brutalité ne doivent pas nous faire oublier les meurtres de jeunes Noires et de jeunes Arabes, la violence coloniale dans l’espace public, les enfants noires et racisées forcées de se mettre à genoux par des gardes mobiles, la stigmatisation des femmes voilées, l’islamophobie, le racisme structurel, la chasse aux refugié-es. L’industrie nucléaire française repose sur l’extraction de l’uranium au Niger, donc sur la pollution et la contamination; l’industrie de la banane aux Antilles, sur l’empoisonnement, pour des générations, des corps, des sols et des rivières par le pesticide chlordécone. En Guyane, une ZAD autochtone s’opposant à la destruction d’une forêt sur une terre amérindienne est réprimée. À Mayotte, la Légion étrangère, installée depuis 1975, protège les intérêts impérialistes de l’industrie fossile (30% du trafic pétrolier mondial passe par le canal du Mozambique). »

S’inscrire dans les luttes globales



ACCAPAREMENT DES RESSOURCES NATURELLES

Citation de Philippe Descola [4]

« D’autres éléments des biomes utilisés en commun continuent d’être pillés ou pollués par une minorité. Le cas de l’eau, devenu particulièrement crucial avec le réchauffement climatique, est emblématique des formes contemporaines d’accaparement. Si les Soulèvements de la Terre luttent aussi contre l’accaparement et l’artificialisation des terres agricoles et des forêts par la grande industrie et contre les aménagements inutiles, depuis les autoroutes jusqu’au grand cirque blanc, le combat mené avec d’autres organisations et collectifs contre les retenues d’eau de pompage (les mégabassines) dans l’ouest de la France témoigne de ce que le combat contre la spoliation des biens communs, né il y a plusieurs siècles, est loin d’être terminé en Europe. Avec la complicité de l’État français, pourtant condamné à plusieurs reprises pour son inaction climatique, une minorité d’exploitants a décidé de monopoliser pour l’irrigation estivale l’eau des nappes phréatiques afin d’alimenter des retenues d’eau artificielles, dont certaines aménagées illégalement sans que l’État ait jugé bon d’exiger leur démantèlement. Plutôt que de tenter de changer les façons culturales et les espèces cultivées pour les adapter à la sécheresse chronique induite par le nouveau régime climatique - comme de nombreux paysans ont commencé à le faire - cette minorité s’efforce ainsi de perpétuer de façon déraisonnable un modèle agricole dont on voit bien qu’il a vécu. Le fait que le gouvernement emploie de façon démesurée les forces de l’État pour museler ceux qui s’élèvent contre de tels projets montre assez la continuité qui existe dans l’emploi de la violence par la puissance publique contre l’usage associatif des communs, depuis que les autorités britanniques ont voulu briser la résistance aux enclosures du XVII au XIX siècle. C’est que, au-delà du réflexe pavlovien de la protection d’intérêts privés contre le bien public, le gouvernement a peut-être su discerner derrière les mouvements luttant contre l’accaparement des communs, et plus généralement derrière l’existence de territoires alternatifs comme la ZAD de Notre-Dame-des-Landes, une menace mortelle contre le modèle social et économique dévastateur de la planète et profondément inégalitaire dont il est l’expression la plus zélée.»



ÉCOFÉMINISMES ET QUEERNESS

Présentation et citation de Myriam Bahaffou [5]

« La chercheuse et militante écoféministe Myriam Bahaffou est pourtant l’une de celles qui font de la résistance et dont les idées, volontiers à contre-courant d’un écoféminisme mainstream -elle parle d’ailleurs “des écoféminismes”, au pluriel, pour bien en distinguer les différentes formes-, abordent frontalement les contradictions qui peuplent le quotidien des militantes, mais aussi les notions de classe et de race, souvent délaissées alors qu’elles sont au coeur de ces mouvements, dont la particularité est d’établir des liens entre toutes les oppressions. Elle s’exprime dans un premier ouvrage frondeur, Des Paillettes sur le compost – Écoféminismes au quotidien.

Son approche se place à contre-courant des «écoféminismes libéraux et “écoféminins” - qui sont de l’ordre du développement personnel et découlent d’une perception essentialiste du corps- puis, les écoféminismes trop intellectuels et cantonnés à des dialogues entre chercheuses universitaires... Il y a pour elle un respect, une authenticité, voire une honnêteté à tenir envers ce terme d’“écoféminisme”. Si on veut l’utiliser, on est obligé·e de parler des corps. Sinon, on intellectualise un mouvement qui est au départ social, un mouvement de luttes. Faire comme si ce mouvement visait à mettre un peu plus d’écologie dans nos politiques publiques, ou un peu plus de féminisme au sein des partis verts, c’est nier le travail et l’histoire des luttes des minorités à l’échelle globale. Et c’est, de fait, exclure énormément de personnes qui pourraient se reconnaître ou se saisir des outils écoféministes.

(...)

« Aussi, pour avancer il va falloir sérieusement remettre en question notre vision de la nature, et sortir d’une trop grande idéalisation d’un état naturel, pur, sauvage, dépouillé de tout péché, presque chrétien, qui est la porte ouverte à des alliances toxiques. Se dire aussi une bonne fois pour toutes que l’écoféminisme ne pense plus à partir de la catégorie femmes (sous-entendue cisgenre), mais des personnes « sexisées », afin d’ouvrir à plus de convergence avec les mouvements queer entre autres. »

(...)

« L’idée était de réfléchir à comment faire corps entre femmes dans un espace qui n’était plus dominé par l’hétéropatriarcat capitaliste, dans énormément d’aspects de la vie: la temporalité, ce qu’on mange, ce qu’on fait pousser, ce qu’on consomme, comment on s’habille... Lorsque les corps peuvent se détendre, se désactiver du mode autodéfense perpétuel dans lequel ils évoluent au sein de l’espace urbain hétéropatriarcal, on renoue aussi avec une certaine conception de la nature, au sens d’arrêter de performer la culture, comme je le disais plus haut: on arrête de se lisser, de se policer, de se surveiller. Aujourd’hui, des terres queer sont tributaires de ces apports. Pour donner un autre exemple, tu peux avoir des espaces de lutte aujourd’hui où, quand la queerness n’est pas au coeur de la réflexion, très vite les minorités de genre vont se mettre à nettoyer les toilettes et à faire la cuisine, pendant que les mecs cis vont faire des choses plus « importantes », plus visibles. Remettre la queerness au centre, c’est adresser ces questions de division genrée des tâches en refusant de la considérer comme des choses annexes à la lutte. »

_____

1. Citation extraite de : Berlan, Aurélien, *Terre et liberté : la quête d’autonomie contre le fantasme de délivrance*, Paris, Éditions La Lenteur, 2021, p.212-213
2. Citation extraite de : Harvey, David, *The right to the city*, International Journal of Urban and Regional Research: Volume 27, Issue 4, December 2003 Pages: 939-941. L’ensemble des travaux de David Harvey offrent un éclairage précieux sur les mécanismes économiques qui produisent et perpétuent les inégalités urbaines et transforment les espaces publics en fonction des logiques du capital. Sur la question du *Droit à la ville*, je ne saurais trop recommander la lecture de l’ouvrage éponyme d’Henri Lefebvre, à l’origine de cette formulation fondatrice.
3. Citation extraite de : Collectif, *On ne dissout pas un soulèvement,* Paris, Editions du Seuil, 2023, p.59
4. Citation extraite de : Collectif, *On ne dissout pas un soulèvement,* Paris, Editions du Seuil, 2023, p.19
5. Citations extraites de deux articles en lignes : Bahaffou, Myriam (entretien), *L’écoféminisme n’est pas qu’un outil théorique,* Terrestres, 10 février 2023 | Bahaffou, Myriam (entretien), *L’écoféminisme, porteur d’une nouvelle puissance politique Mycelium*, 16 décembre 2020. J’ai découvert Myriam Bahaffou lors des Rencontres Intergalactiques à la ZAD Notre Dame des Landes en juillet 2023. Son intervention percutante a profondémment enrichi mon approche de l’écoféminisme. Je recommande la lecture de son livre : Bahaffou, Myriam, *Des paillettes sur le compost. Écoféminismes au quotidien*, Paris, Le Passager Clandestin, 2023, 208 p. et l’écoute de ce podcast.

S’inscrire dans les luttes globales



« Ça parle de queer en région rurale et montagnarde. Ça parle de la place que je me fais petit à petit en revenant dans mes montagnes natales, comment je répare, je crée et j'assume, grâce au collectif, qui je suis et ce que je défends. Et surtout j'ai envie que ça vous inspire à faire pareil, à votre manière. Créons des espaces et des moments qui nous ressemblent. »

Post Instagram de Léa Castor @leaa.caastor
Illustratrice et autrice de BD, résidente à La Soulane



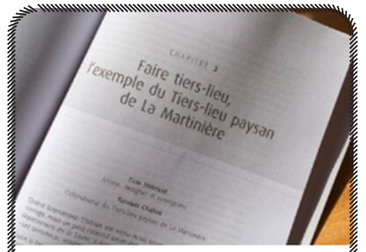












Ferme de la Martinière : de la confédération paysanne au tiers-lieu

28 JUIN 2024 | ACTUALITÉS

(Re)penser un design de politiques publiques à partir des mondes paysans Le 25 janvier 2024, le livre Design des mondes ruraux, dirigé ... Lire la suite



Sensibiliser au sujet de l’eau dans la Loire

12 JUIN 2024 | COMPTE RENDU

Un semestre avec les étudiant.e.s de l'ENSAD autour des enjeux de l'eau dans les villages de Loire. Lire la suite



Les Rencontres de la Désertion

25 AVR 2023 | COMPTE RENDU

3 jours de questionnements et réflexions sur nos métiers et engagements organisées par le collectif les Désert'heureuses Lire la suite

Faire bouger les lignes

inspiration

Le droit d'usage civique à Naples

Le référendum sur l'eau de 2011, à l'origine du mouvement des biens communs en Italie

En juin 2011, le référendum national sur l'eau a marqué un tournant dans la conception des biens communs en Italie. Plus de 95%[1] des votant·es ont rejeté la privatisation de l'eau, plaçant ainsi cette ressource comme un bien commun. En réponse, Naples a transformé la gestion de l'eau en créant « *Acqua Bene Comune Napoli* », une entité publique à but non lucratif, devenant la première ville d'Italie à remunicipaliser ce service essentiel.

Ce référendum a impulsé un vaste mouvement de réappropriation des biens communs, renforçant l'idée que certaines ressources - naturelles, culturelles ou sociales - ne doivent pas être soumises aux logiques de marché et doivent rester accessibles à toutes et tous. Cette victoire a inspiré d'autres initiatives en Italie pour protéger et autogérer des lieux de culture et de patrimoine.

L'occupation des lieux culturels : un mouvement national de résistance culturelle et sociale

La crise économique de 2008 et les politiques d'austérité qui en ont découlé ont profondément affecté les travailleur·euses culturels, précarisant leurs conditions de travail. En 2012, cette situation s'est intensifiée, entraînant de nombreuses mobilisations parmi les artistes, travailleur·euses du spectacle, étudiant·es et militant·es sociaux. Ces groupes ont réagi à l'appauvrissement des moyens financiers dédiés à la culture par des actions d'occupation de théâtres et de lieux culturels, transformant ainsi ces espaces en communs urbains dédiés à la création et à l'éducation populaire.

Les occupations de lieux culturels ont émergé comme une réponse directe à cette crise et comme un moyen d'affirmer la culture en tant que bien commun. Plusieurs théâtres et cinémas emblématiques ont été réappropriés par des collectifs d'artistes, souvent en lien avec des mouvements sociaux plus larges, tels que : Teatro Valle à Rome, Macao à Milan, Teatro Garibaldi à Palerme, Teatro Coppola à Catane et Teatro Pinelli à Messine[2].

Le cas de l'ex-Asilo Filangieri à Naples

En 2012, dans le sillage de ces mouvements, des artistes et travailleur·euses culturels napolitain·es ont occupé l'Ex Asilo Filangieri, un bâtiment historique au cœur de Naples, resté abandonné malgré des rénovations déjà entreprises pour un projet international. L'occupation de l'Asilo est rapidement devenue un symbole de l'autogestion culturelle. Occupé par un collectif d'artistes et travailleur·euses culturels, ce bâtiment est devenu un lieu d'autogestion participative.

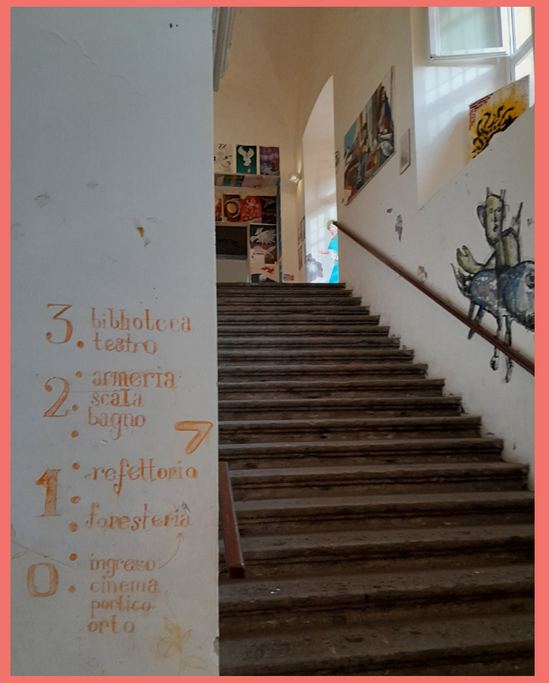
Le collectif a formulé une « *Déclaration d'usage civique et collectif urbain* »[3] qui a inspiré d'autres initiatives similaires : Scugnizzo Liberato, l Giardino Liberato, Villa Medusa, L'Ex Lido Pola, Je so' Pazzo et Santa Fede Liberata sont d'autres exemples d'espaces « libérés » par des collectifs citoyens à Naples. Chacun de ces lieux est devenu un espace de production culturelle et sociale. Ce modèle repose sur une gouvernance autogérée et a permis de transformer ces espaces en centre culturel où sont organisées des activités éducatives, artistiques et sociales. Chaque lieu rédige sa propre charte qui l'unit à la ville, laquelle s'engage à prendre en charge les coûts des fluides, de l'électricité et des réparations extraordinaires.

L'expérience juridique des communs : entre le Droit d'usage civique et le Pacte de Collaboration

Comme le décrit très clairement l'ouvrage *Le commun comme mode de production,* l'émergence du droit civique d'usage à Naples s'inscrit dans un contexte où le modèle du Labsus (Laboratoire pour la Subsidiarité)[4] avait déjà posé des bases en matière de gestion des communs, notamment à Bologne. La différence fondamentale entre ces deux modèles réside dans leur vision de la gouvernance des communs :

- Droit d'usage civique à Naples : ce modèle s'inscrit dans une dynamique de création de droits par le bas, où la municipalité valide a posteriori des occupations et des initiatives citoyennes, sans imposer un contrôle strict. La gouvernance repose sur l'autogestion collective, où les *communeux·se·s* produisent





L'EX ASILO FILANGIERI : *laboratoire et production théâtrale, cours de musique et danse, bibliothèque, menuiserie, etc.*





Faire bouger les lignes

Le droit d'usage civique à Naples

elleux-mêmes les règles et adaptent le modèle aux besoins de la communauté. Ce modèle permet une grande flexibilité et émancipe en partie les communs de la tutelle publique stricte.

- Labsus et la Subsidiarité : le Labsus (Laboratoire pour la Subsidiarité), fondé par le juriste Gregorio Arena, a développé une approche différente de la gestion des communs à l'échelle nationale. Basé sur le principe de subsidiarité (article 118 de la Constitution italienne), le Labsus permet aux citoyen·ne·s de gérer des biens publics lorsque les administrations n'en assurent pas la gestion directe. Le Labsus formalise cette gestion par des « *Pactes de collaboration* » entre citoyen·nes et administrations. Dans ce modèle, les citoyen·nes gèrent les communs sous la supervision des autorités publiques, souvent dans des cadres rigides où le contrôle de l'État reste présent.

Vers un modèle reproductible de résistance et de création juridique ?

Les modèles de Naples et de Labsus en Italie incarnent deux conceptions du *bien commun*, chacune proposant une vision singulière de la gouvernance collective. À Naples, l'autonomie prime : les citoyen·nes créent et administrent les communs sans supervision étroite, affirmant le potentiel émancipateur de ces espaces. Le Labsus, en revanche, favorise une approche collaborative, formalisée par des pactes avec les administrations publiques, où les communs fonctionnent en complément des services publics, selon le principe de subsidiarité.

Naples démontre comment le commun peut devenir une véritable « *praxis instituante* »[5] : en réinvestissant des lieux délaissés et en les transformant en espaces de vie partagés et autogérés, les collectifs citoyens font de la gestion des communs une expérience de démocratie directe. Ce modèle dépasse les cadres institutionnels et pose les bases de nouvelles pratiques juridiques, où faire commun devient un acte politique à part entière, porteur d'une vision renouvelée du *Droit à la ville*[6]. Le modèle Napolitain offre ainsi des pistes précieuses pour reconsidérer les communs comme des leviers de transformation sociale, à la fois reproductibles et adaptables à d'autres contextes.

---

1. Puletti, Federico, *Urban Commons et coopération sociale. Un regard sur le cas italien et le modèle de Naples*, Éd en ligne Smart, 2019, Disponible sur : https://smartbe.be/wp-content/uploads/2019/12/15-2019-Urban_commons-005.pdf
2. Ibid
3. Giuliani, Alfonso, Vercellone, Carlo, et Brancaccio, Francesco, *Le commun comme mode de production*, Paris, Éditions de l'éclat, collection Premier secours, 2021, p.122
4. Ibid, p.117
5. S'inspirant des travaux de Cornelius Castoriadis (1975), Pierre Dardot et Christian Laval conçoivent le commun comme une "praxis instituante" fondée sur l'autoproduction d'un sujet collectif, réalisée à travers la coproduction continue de règles de droit. Cette dynamique collective mène au développement d'institutions nouvelles, créées et gouvernées directement par la communauté. Voir l'ouvrage : Dardot, Pierre et Laval, *Christian, Commun : Essai sur la révolution au XXIe siècle*, Paris, La Découverte, 2014, 600 p.
6. Lefebvre, Henri, *Le droit à la ville*, Paris, Economica Anthropos, 1968, 136 p.

Les photos ci-contre ont été réalisées lors de la session immersive à Naples en octobre 2024 proposée par le Diplôme Universitaire (DU) dans le cadre du programme de recherche européen BASICC (Building Alternative Skills to Implement Creativities and Commons).





SCUGNIZZO LIBERATO *: artisanat d'art et ateliers des métiers anciens; atelier de couture: recyclage, production et don des vêtements; activités culturelles; cours de langues; soutien psychologique et entraide.*

JE SO' PAZZO (EX OPG) *: soutien juridique aux migrant·e·s (Sportello Migranti) et aide à la recherche d'emploi pour les chômeur·euse·s (Sportello Lavoro); clinique médicale populaire; soutien scolaire; laboratoire de théâtre et musique; activités sportives*



IL GIARDINO LIBERATO *: laboratoire de théâtre; soutien scolaire; service de bibliothèque; production et distribution de repas; cours et activités de jardinage.*



Conclusion

À travers cette étude, nous avons exploré comment l'analyse des espaces communs sous le prisme biorégionaliste peut ouvrir des perspectives fécondes pour repenser leur rôle dans la bifurcation socio-écologique. Ce courant, enraciné dans une approche éminemment politique, propose une philosophie de la bifurcation articulée autour d'une vision territorialisée et concrète, à la croisée de multiples mouvements. En nourrissant les imaginaires, il propose une issue à la paralysie souvent induite par la prise de conscience des crises actuelles, où le constat de l'effondrement laisse place à une éco-anxiété qui freine l'action. Dans un contexte où la nécessité d'une bifurcation devient impérative, une analyse approfondie des théories biorégionalistes peut faire émerger des repères (non exhaustifs), pour évaluer et orienter cette redirection. En effet, les concepts de réhabi(li)tation, d'autonomie économique et productive, de valorisation des pratiques culturelles et artistiques situées, de subsistance, ainsi que d'inscription dans les luttes globales, constituent des cadres pertinents pour interroger et mesurer l'impact des espaces communs dans cette transformation.

En établissant un parallèle entre les notions de réhabitation et de réhabilitation, nous avons montré comment la réhabilitation d'espaces vacants peut constituer une opportunité concrète pour initier une dynamique de réhabitation. Lorsqu'un tel processus est porté par une dynamique collective, il devient un acte concret de transformation, redonnant vie et sens à un territoire. Nous l'avons vu, ce processus invite à reconsidérer la place des acteur·rice·s mobilisé·e·s ainsi que les types d'outils déployés. Le ou la concepteur·rice, par exemple, ne peut plus se limiter à son rôle traditionnel de maître d'œuvre ; il ou elle doit se positionner en médiateur·rice, articulant les aspirations collectives avec des savoirs techniques. Cet impératif interroge directement la relation entre les concepteur·rice·s et le territoire d'intervention. La pratique de la permanence architecturale, en particulier, illustre cette nécessité d'un ancrage prolongé et d'une compréhension fine des dynamiques locales. De même, les responsables politiques se voient investi·e·s d'un rôle clé : créer les conditions nécessaires pour permettre l'expérimentation, sans pour autant en figer le cadre.

En outre, les espaces communs jouent un rôle clé dans l'émergence de pratiques artistiques et culturelles situées. Les travaux de Gary Snyder, à travers ses concepts *d'ethnopoétique* et sa dénonciation des *génocides culturels*, offrent une perspective forte pour repenser la culture comme un acte politique face aux dynamiques uniformisantes. Ce regard trouve un écho dans les droits culturels, qui affirment le droit de chaque individu et communauté à participer pleinement à la vie culturelle. Dans les espaces communs, ces droits deviennent cruciaux pour faire de ces espaces des foyers de création collective plutôt que de simples lieux de consommation culturelle. Dans cette même dynamique, les espaces communs s'affirment comme des supports essentiels pour la relocalisation des pratiques artisanales et économiques. Ils peuvent être envisagés comme des outils de travail collectif mis à disposition d'artisan·e·s locaux·ales, contribuant directement à renforcer l'autonomie locale, tant sur le plan économique que productif. En soutenant, par exemple, la mise en place de monnaies locales ou le développement d'une économie contributive, ces espaces incarnent des expérimentations prometteuses et proposent des alternatives concrètes au paradigme marchand.

Par ailleurs, nous l'avons observé, le biorégionalisme propose un modèle visant à relocaliser la production au sein de l'espace social et politique, redonnant ainsi du sens aux actions quotidiennes dans une logique de subsistance. Dans ce cadre, les théories de la subsistance offrent une perspective particulièrement éclairante pour envisager *le commun comme mode de subsistance*. Cette approche s'inscrit dans l'élaboration d'un contre-modèle à l'économie patriarcale et capitaliste, dénoncée par les sociologues Maria Mies et Veronika Bennholdt-Thomsen, dont les travaux constituent le socle de nombreuses perspectives écoféministes contemporaines.

Construire du commun devient donc un enjeu central, mais représente également un défi dans un contexte où la notion de « patrimoine commun » est largement récupérée par le capitalisme et certains organismes internationaux. Dans ce cadre, s'accorder sur une définition claire du commun est essentiel pour garantir que ces mises en commun répondent à des besoins identifiés et œuvrent véritablement à une capacitation collective et émancipatrice. La perspective biorégionaliste, en plaçant l'eau au cœur de son approche, ouvre des perspectives concrètes en la matière. L'eau, en tant que bien vital et universel, peut devenir un point de départ pour instaurer une gouvernance partagée et des pratiques collectives. Cette démarche permet de tisser des liens profonds entre les territoires, les communautés et les ressources naturelles, tout en expérimentant des modèles de gestion collaboratifs.

Enfin, l'inscription des communs dans les luttes globales s'avère primordiale. La lutte politique demeure l'un des principaux leviers pour contrer l'atomisation sociale, qui nourrit la soumission idéologique et la résignation face aux crises écologiques et sociales. Faire du commun un acte politique permet de rassembler les individus autour d'un projet collectif porteur de sens et d'alternatives concrètes. Dans certains cas, les revendications politiques portées par ces communs peuvent aboutir à une *praxis instituante*, permettant de faire évoluer les cadres juridiques et institutionnels. Le modèle napolitain en est une illustration emblématique : en reconnaissant officiellement certains communs urbains, la municipalité de Naples a ouvert la voie à des formes de gouvernance partagée qui réinventent les relations entre collectivités et citoyen·ne·s. Cet exemple montre que les communs, loin d'être de simples utopies, peuvent composer avec la puissance publique tout en transformant les cadres institutionnels existants.

Les espaces communs, éclairés par une approche biorégionaliste, apparaissent donc comme des leviers essentiels pour opérer la bifurcation socio-écologique qui s'impose. Toutefois, si cette démonstration semble aboutie à première vue, elle soulève plusieurs questionnements que j'esquisserai ici en guise d'ouverture.

Ouverture

Pour ouvrir la réflexion, il me semble essentiel de prendre du recul sur mon objet d'étude - à savoir, trois tiers-lieux en milieux ruraux - pour questionner l'application des idées biorégionales dans un contexte plus vaste. Cette réflexion m'amène à formuler deux points d'attention majeurs dans cette transposition :

L'intersectionnalité des luttes

L'application des pratiques et concepts biorégionalistes dans les espaces urbains soulève des défis spécifiques, notamment en raison des inégalités sociales, culturelles et spatiales qui y sont plus fortement marquées. Comme le soulignent Fatima Ouassak dans son livre *Pour une écologie pirate*[1] et Myriam Bahaffou dans son livre *Des paillettes sur le compost*[2], les luttes sociales et écologiques ne peuvent être véritablement inclusives sans intégrer une dimension intersectionnelle et populaire.

Lors de son intervention aux Rencontres Intergalactiques de 2023 à la ZAD Notre-dame-des landes, Myriam Bahaffou a partagé sa trajectoire personnelle : en tant que fille d'immigré·e·s, elle hérite d'un imaginaire où la réussite se mesure par l'acquisition matérielle et une forme d'enrichissement visible. Elle observe très justement que l'imaginaire anticapitaliste - souvent construit autour d'un idéal de dépossession, de rejet du matériel et du superflu - parle et s'adresse majoritairement à des personnes blanches issues de milieux favorisés. Ces dernières trouvent une forme de pureté à l'idée de porter un t-shirt Quechua, renoncer au maquillage ou à l'épilation. Or, cet imaginaire - et l'injonction qu'il véhicule dans certaines sphères militantes - résonne peu auprès de celles et ceux pour qui l'accès à ces biens a été historiquement limité.

Ces constats invitent à interroger les tensions entre identités culturelles et revendications politiques et militantes, tout en prenant en compte les dynamiques de classe sociale et les réalités migratoires. Il s'agit également d'explorer des passerelles susceptibles de relier ces différentes dimensions.

En guise de réponse sommaire, l'éducation populaire offre une piste intéressante pour fédérer des aspirations communes et surmonter les clivages sociaux et territoriaux. En tant qu'outil de transmission et de construction collective, elle peut jouer un rôle de passerelle entre ruralité et urbanité, tout en articulant des enjeux globaux et locaux. Dans cette perspective, les espaces communs inscrits dans les luttes globales peuvent devenir de véritables leviers pour réinventer des formes d'action collective et dépasser la dichotomie ville/campagne.

La place du travail dans les espaces communs

Le deuxième point d'attention concerne la question du travail dans les espaces communs. Si la notion de subsistance est particulièrement éclairante en milieu rural, où elle favorise une réappropriation des savoirs et pratiques liés à la souveraineté technique et alimentaire, elle mérite d'être réinterprétée sous l'angle du « travail » en milieu urbain.

Au fil de mes sessions immersives dans trois tiers-lieux ruraux, j'ai constaté un recours limité au travail salarié dans ces espaces : La Perm' ne compte aucun salarié, La Soulane en emploie un·e seul·e et La Martinière offre uniquement un revenu complémentaire à deux de ses fondateurs. Cela pose une question fondamentale : les espaces communs doivent-ils nécessairement générer de l'emploi ? Il est essentiel de distinguer d'une part l'installation d'activités indépendantes utilisant les espaces communs comme outils de production (ou de subsistance), et, d'autre part, les emplois créés spécifiquement pour le fonctionnement des lieux (direction, programmation, gestion, tenue d'un bar, etc.).

En ce qui concerne les emplois liés au fonctionnement des lieux, des chercheur·e·s comme Maud Simonet[3] mettent en garde contre les dérives potentielles liées à des pratiques telles que la « gratuitisation » du travail ou l'instrumentalisation de la passion au travail. Bien que souvent présentées comme des tremplins vers l'emploi ou des moyens d'engagement collectif, ces pratiques dissimulent parfois des formes d'exploitation, de précarité ou de surinvestissement personnel, des dynamiques qui affectent de nombreux tiers-lieux. A ce titre, Morgane Mazain dans son étude *Paie ton taf dans ton tiers-lieu*[4], met en lumière ces réalités en exposant les conditions précaires auxquelles sont confronté·e·s les travailleur·euse·s des tiers-lieux : contrats précaires, bas salaires, travail gratuit, surcharge et épuisement, ainsi que le dévoiement des services civiques et du bénévolat.

Si les espaces communs se veulent des outils de capacitation collective, il est essentiel qu'ils ne reproduisent pas en leur sein des modes de travail aliénants similaires à ceux du modèle capitaliste. De plus, il convient de réfléchir aux services qu'ils proposent : si ces lieux se limitent à des pratiques consuméristes, ils risquent de s'éloigner de leur vocation transformatrice et de ne pas incarner les alternatives qu'ils ambitionnent de porter. Ainsi, pour que les espaces communs réalisent pleinement leur potentiel transformateur, ils devront refuser de reproduire les logiques d'exploitation et incarner des exemples concrets de justice sociale et économique.

---

1. Ouassak, Fatima, *Pour une écologie pirate : Et nous serons libres*, Paris, La Découverte, 2023, 198 p.
2. Bahaffou, Myriam, *Des paillettes sur le compost. Écoféminismes au quotidien*, Paris, Le Passager Clandestin, 2023, 208 p.
3. Simonet, Maud, *Travail gratuit : la nouvelle exploitation*, Paris, Textuel, 2018, 160 p.
4. Présentation du cycle d'échanges Paie ton taf dans ton Tiers-lieu : https://www.apluscestmieux.org/blog/paietonttaf#:~:text=En%20donnant%20la%20parole%20aux%20acteur%2Drices%20concern%C3%A9.es%2C,de%20diffuser%20des%20pratiques%20inspirantes.

Bibliographie

Ouvrages

L'Atelier Paysan, *Reprendre la terre aux machines : Manifeste pour une autonomie paysanne et alimentaire*, Paris, Éditions du Seuil, 2021, 288 p.

Bahaffou, Myriam, *Des paillettes sur le compost. Écoféminismes au quotidien*, Paris, Le Passager Clandestin, 2023, 208 p.

Bennholdt-Thomsen, Veronika, et Mies, Maria, *La Subsistance : Une perspective écoféministe*, traduit de l'anglais par Annie Gouilleux avec la collaboration de Chloé Pierre, Paris, Edition La Lenteur, 2022, 352 p.

Berlan, Aurélien, *Terre et liberté : la quête d'autonomie contre le fantasme de délivrance*, Paris, Éditions La Lenteur, 2021, 220 p.

Charbonnier, Pierre, *Abondance et liberté : une histoire environnementale des idées politiques*, Paris, La Découverte, 2020, 464 p.

Collectif, *On ne dissout pas un soulèvement,* Paris, Editions du Seuil, 2023, 192 p.

Dardot, Pierre et Laval, Christian, *Commun : Essai sur la révolution au XXIe siècle*, Paris, La Découverte, 2014, 600 p.

Duhem, Ludovic, et Pereira de Moura, Richard (Éds.), *Design des territoires : L'enseignement de la biorégion*, Paris, Éditions Éterotopia, 2020, 144 p.

Faburel, Guillaume, *Les métropoles barbares*, Paris, Le Passager Clandestin, 2019, 432 p.

Farjat, Juliette et Monferrand, Frédéric, *Dictionnaire Marx,* Paris, Ellipses, Collection dirigée par Jean-Pierre Zarader, 2020, 256 p.

Federici, Silvia, *Réenchanter le monde : Le féminisme et la politique des communs*, Genève, Entremonde, 2022, 320 p.

Giuliani, Alfonso, Vercellone, Carlo, et Brancaccio, Francesco, *Le commun comme mode de production*, Paris, Éditions de l'éclat, collection Premier secours, 2021, 360 p.

Guattari, Félix, *Les Trois écologies*, Paris, Éditions Lignes, réédition 2024 (première édition 1989), 112 p.

Illich, Ivan, *La Convivialité*, Paris, Points, 2021, 176 p.

Illich, Ivan, *Némésis médicale : L'expropriation de la santé*, Paris, Points, 2021, 368 p.

Lefebvre, Henri, *Le droit à la ville*, Paris, Economica Anthropos, 1968, 136 p.

Magnaghi, Alberto, *La Biorégion urbaine : Petit traité sur le territoire bien commun*, Paris, Éditions Eterotopia, 2014, 176 p.

Mathieu, Clémence, *L'Énergie des lucioles, Possibles paysagers*, Paris, Les Éditions des Véliplanchistes, 2021, 80 p.

Ouassak, Fatima, *Pour une écologie pirate : Et nous serons libres,* Paris, La Découverte, 2023, 198 p.

Ostrom, Elinor, *Governing the Commons: The Evolution of Institutions for Collective Action*, Cambridge, Cambridge University Press, 1990, 280 p.

Pruvost, Geneviève, *Quotidien politique : Féminisme, écologie, subsistance*, Paris, La Découverte, 2021, 400 p.

Rollot, Mathias, *Les Territoires du vivant : Un manifeste biorégionaliste*, Marseille, Wildproject, 2023, 190 p.

Sale, Kirkpatrick, *L'Art d'habiter la terre : La vision biorégionale*, traduit de l'anglais par Mathias Rollot et Alice Weil, Marseille, Wildproject, 2020, 276 p.

Simonet, Maud, *Travail gratuit : la nouvelle exploitation*, Paris, Textuel, 2018, 160 p.

Schaffner, Marin, et Rollot, Mathias, *Qu'est-ce qu'une biorégion ?*, Marseille, Wildproject, 2024, 218 p.

Schaffner, Marin, Rollot, Mathias, et Guerroué, François (Éds.), *Les Veines de la Terre : Une anthologie des bassins-versants*, Marseille, Wildproject, 2021, 160 p.

Sinaï, Agnès, *Réhabiter le monde : Pour une politique des biorégions*, Paris, Seuil, 2023, 320 p.

Snyder, Gary, *Le Sens des lieux : Éthique, esthétique et bassins-versants*, traduit de l'anglais par Christophe Roncato Tounsi, Marseille, Wildproject, 2018, 320 p.

Snyder, Gary. *La pratique sauvage*, traduit de l'anglais par Olivier Delbard, Paris, Les Éditions du Rocher, 1999, 240p.

White, Kenneth, Gary Snyder : *Biographie poétique*, Marseille, Wildproject, 2021, 112 p.

Articles

Atelier Paysan. «*[Essaimage] Devenir essaim de l'Atelier Paysan.*» Atelier Paysan, 17 juin 2024, Disponible sur : https://latelierpaysan.org/Essaimage-Devenir-essaim-de-l-Atelier-Paysan

Bahaffou, Myriam (entretien), *L'écoféminisme n'est pas qu'un outil théorique,* Terrestres, 10 février 2023, Disponible sur : https://www.terrestres.org/2023/02/10/lecofeminisme-nest-pas-quun-outil-theorique/

Bahaffou, Myriam (entretien), *L'écoféminisme, porteur d'une nouvelle puissance politique Mycelium*, 16 décembre 2020, Disponible sur https://www.mycelium.cc/2020/12/16/entretien-avec-myriam-bahaffou-il-nous-faut-voir-la-ou-lecofeminisme-se-vit-meme-sil-ne-se-nomme-pas-comme-tel/

Berlan, Aurélien « *Renouveler notre vision du monde. La revalorisation écoféministe de la subsistance* », Alternatives économiques, vol. 90, no 2, 2021, p. 71-81. Disponible sur : https://www.alternatives-economiques.fr/renouveler-vision-monde-revalorisation-ecofeministe-de-subsi/00098974

Calderaro, Charlène, *La critique féministe-marxiste : du travail domestique aux théories de la reproduction sociale*, Travail, genre et sociétés, n° 48, novembre 2022, p. 113-128. Disponible sur : https://shs.cairn.info/revue-travail-genre-et-societes-2022-2-page-113?lang=fr

Dagonneau, Marie, *Les tiers-lieux en France, laboratoires de nouvelles solidarités socio-spatiales ?* Bulletin de l'association de géographes français, 2022. Disponible sur : https://doi.org/10.4000/bagf.9973

Giard, Maële ; Lhomme, Raphaël ; Faburel, Guillaume, Biorégion. Pour une écologie politique vivante, Dossier pour le Réseau des territorialistes, 2021. Disponible sur : https://reseaudesterritorialistes.files.wordpress.com/2021/05/bioregion-pour-une-ecologie-politique-vivante.pdf

Harvey, David, *The right to the city*, International Journal of Urban and Regional Research: Volume 27, Issue 4, December 2003 Pages: 939-941

Lemery, Julia, *Écrire d'autres politiques culturelles, un entretien de Luc Carton* dans la revue Espaces Communs n°0, 2024, Alternatives enfin, devenir normes ? Disponible sur : https://www.espaces-communs.com/revue

Libération, *Projet de loi de finances 2025 : les tiers-lieux bientôt sacrifiés*, 9 novembre 2024.

Bibliographie

Disponible en ligne : https://www.liberation.fr/forums/projet-de-loi-de-finances-2025-les-tiers-lieux-bientot-sacrifies-20241109_QDAT4PXPABGZFIMAS2R6T3P4QU/

Offroy, Cécile, *Les droits culturels en tiers-lieux ? Observatoire des tiers-lieux*, 27 janvier 2023. Disponible sur : https://observatoire.francetierslieux.fr/les-droits-culturels-en-lieux/

Pruvost, Geneviève, *Entretien avec Maria Mies, « Écoféminisme, subsistance et mondialisation »*, Cahiers du Genre, n° 74, 2023. Disponible sur : https://cahiersdugenre.cnrs.fr/wp-content/uploads/2023/07/entretiencdg74.pdf.pdf

Puletti, Federico, «*Urban Commons et coopération sociale. Un regard sur le cas italien et le modèle de Naples*», Éd en ligne Smart, 2019, Disponible sur : https://smartbe.be/wp-content/uploads/2019/12/15-2019-Urban_commons-005.pdf

Reporterre, « *Face à la crise climatique, le GIEC prône la justice sociale et la sobriété* », Reporterre, 21 mars 2023. Disponible sur : https://reporterre.net/Face-a-la-crise-climatique-le-Giec-prone-la-justice-sociale-et-la-sobriete

Robert, Sylvie, *Quelle politique publique en faveur des tiers-lieux culturels en milieu rural ?* Fondation Jean-Jaurès, 2024. Disponible sur : https://www.jean-jaures.org

Rollot, Mathias, *Aux origines de la « biorégion ». Des biorégionalistes américains aux territorialistes italiens*, Métropolitiques, 2018. Disponible sur : https://lecoleduterrain.fr/

Rollot, Mathias, *Le biorégionalisme américain : Un outil pour repenser nos territoires*, EcoRev, N°47, pp. 85-94, 2018. Disponible sur : https://hal.science/hal-02126700

Rollot, Mathias, *Quelle architecture pour le monde qui vient ? Révéler, Cultiver, Réhabiter*, 2021. Disponible sur : https://hal.science/hal-03543222v1

Rollot, Mathias, Sinaï, Agnès, *Politiser le biorégionalisme. Autour de l'ouvrage Réhabiter le monde*, EcoRev', no 56, 2024, pp. 163-174. Disponible sur : https://shs.cairn.info/revue-ecorev-2024-1-page-163?lang=fr

Rural Combo et La Preuve par 7, *La permanence architecturale comme outil pour (A)ménager des communs en bourg rural*, 2023. Disponible sur : https://lecoleduterrain.fr/

Schaffner, Marin*, Faire confluer municipalisme et biorégionalisme (1/2)*, Topophile, 11 novembre 2024, Disponible sur : https://topophile.net/savoir/faire-confluer-municipalisme-et-bioregionalisme-1-2

Conférences, tables-rondes, podcasts

Avis de Tempete: S2 E5 - Pratiquer les écoféminismes depuis les marges, Entretien avec Myriam Bahaffou https://audioblog.arteradio.com/blog/177155/podcast/196806/s2-e5-pratiquer-les-ecofeminismes-depuis-les-marges

Topophile, Institut Momentum, Hydromondes, Counterculture History Coalition, Luttes locales, espérance globale | Rencontres internationales du biorégionalisme, Académie du Climat à Paris, le 20 et 21 janvier 2024. Programme disponible sur : https://topophile.net/rendez-vous/luttes-locales-esperance-globale-rencontres-internationales-du-bioregionalisme/

Carton Plein, Village Vivant (organisé par Rural Combo et La Perm'), Vacances Collectives, La Perm' à Billom, le 13 juin 2024

Mémoires universitaires, thèses

Giard, Maële, *Biorégionalisme et écoféminisme : penser les rapports à la nature*, thèse de doctorat débutée en 2024 sous la direction de Mathias Rollot et Agnès Bonnaud au sein du Laboratoire AAU - Ambiances Architectures Urbanités

Haug, Timothée, *La rupture écologique dans l'œuvre de Marx : analyse d'une métamorphose inachevée du paradigme de la production*, thèse de doctorat soutenue en 2022 sous la direction de Franck Fischbach, Université de Strasbourg. Disponible sur : https://theses.hal.science/tel-03774950v1

Picart, Maud, Tiers-lieux ruraux : quel modèle économique ? Entre désir de pérennisation et phénomène d'institutionnalisation, Diplôme Universitaire Espaces Communs (DU-ESCO) Université Gustave Eiffel / Yes We Camp / Ancoats, février 2023

Sit, Carine, *Business model des espaces communs. Du choix économique au combat politique*, Diplôme Universitaire Espaces Communs (DU-ESCO) Université Gustave Eiffel / Yes We Camp / Ancoats, février 2021

Zins, Clothilde, En quoi la démarche écopsychologique peut-elle être intéressante pour les espaces communs ? Pistes pour opérer la bifurcation socio-écologique, Diplôme Universitaire Espaces Communs (DU-ESCO) Université Gustave Eiffel / Yes We Camp / Ancoats, novembre 2023

Associations, collectifs, ressources diverses

Carton Plein : https://www.instagram.com/cartonpleincarton

Collectif Hydromondes : http://hydromondes.org/

CXK : https://cxk-music.com/ - https://www.youtube.com/@cxkofficiel

Elan (auteur des illustrations de ce mémoire) : https://www.instagram.com/elan__a/

Elsa Lacotte : https://elzalacotte.wordpress.com/

L'Atelier Paysan : https://latelierpaysan.org

L'Ecole du terrain : https://lecoleduterrain.fr/

La Perm' : https://laperm.org/

La Soulane : https://lasoulane.com/

Léa Castor : https://leacastor.wordpress.com/ - https://www.instagram.com/leaa.caastor/

Mathias Rollot : https://mathiasrollot.work/ - https://bioregions-bibliotheque.fr/

Paie ton taff dans ton tiers-lieu : ici

Pétition - Pour l'inscription de la réhabilitation dans la loi de 1977 sur l'Architecture : ici

Prima Terra, Cartographie des espaces hybrides : ici

Territoire Pionniers : https://territoirespionniers.fr/maison-architecture-normandie/

Tiers-lieu Paysan de la Martinière : https://tierslieu.fermedelamartiniere.fr/

Tom Hébrard : https://tomhebrard.fr/

Villages Vivants : https://villagesvivants.com/

Contact

Pauline Dutheil
Architecte-urbaniste

pauline.dutheil@live.fr - pauline.dutheil@alphaville.fr
www.linkedin.com/in/dutheilpauline/

